

RAPPORT ANNUEL 2024



HÉROUX DEVTEK 

TABLE DES MATIÈRES

3	À PROPOS D'HÉROUX-DEVTEK
4	COMPOSITION DIVERSIFIÉE ET ÉQUILIBRÉE DES PRODUITS
5	FAITS SAILLANTS FINANCIERS
6	PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – MESSAGE AUX ACTIONNAIRES
8	PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION – MESSAGE AUX ACTIONNAIRES
10	ENGAGEMENTS ET RÉALISATIONS D'HÉROUX-DEVTEK À L'ÉGARD DES QUESTIONS ESG POUR L'EXERCICE 2024
12	PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
16	CAPACITÉS ÉPROUVÉES D'OBTENIR DES CONTRATS ET DE SOUTENIR LES PROGRAMMES TOUT AU LONG DU CYCLE DE VIE DES AVIONS MILITAIRES ET CIVILS
18	CONSEIL D'ADMINISTRATION
19	ÉQUIPE DE DIRECTION
19	ÉQUIPE DE DIRECTION DES OPÉRATIONS
20	CENTRES D'EXCELLENCE MONDIAUX
23	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
67	RAPPORT DE GESTION
102	INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES



À PROPOS D'HÉROUX-DEVTEK

Fondée en 1942, Héroux-Devtek (dont les actions sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « HRX ») n'a cessé d'évoluer pour devenir **le troisième plus important fabricant de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale.**

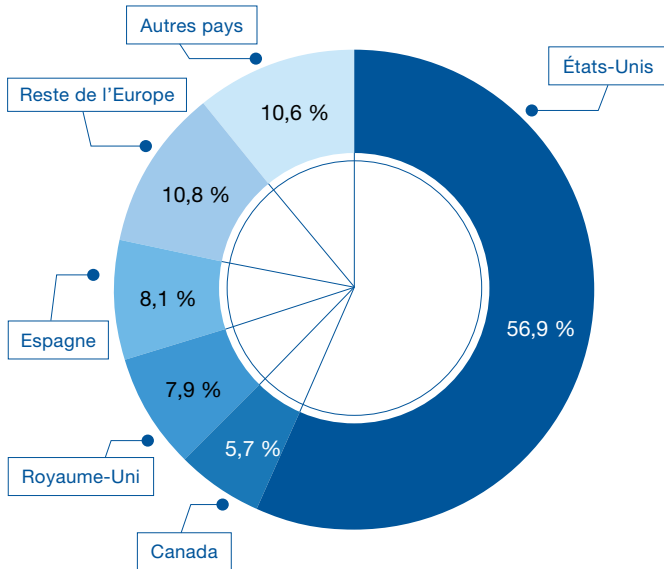
La Société excelle dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la révision de trains d'atterrissage, ainsi que d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques, de vis à rotule sur mesure et de composants critiques. Offrant des services aux segments de marché tant de l'aviation civile que de la défense, Héroux-Devtek est reconnue pour sa capacité à fournir des trains d'atterrissage et des systèmes d'actionnement complets selon les spécifications, en s'appuyant sur une réputation de services exceptionnels d'assistance et de soutien à une vaste gamme d'avions, y compris plusieurs avions qui ne sont plus en production.

Exerçant ses activités à partir de son siège social à Longueuil, Québec, au Canada, Héroux-Devtek compte environ 1 900 employés spécialisés répartis entre 15 centres d'excellence stratégiquement situés au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Espagne. La Société est reconnue pour ses solutions novatrices, ses prouesses en matière d'intégration de systèmes, son excellence en ingénierie et son engagement à offrir un service et une exécution de classe mondiale, et continue de jouer un rôle prépondérant dans l'industrie grâce à son approche avant-gardiste et à ses compétences spécialisées.

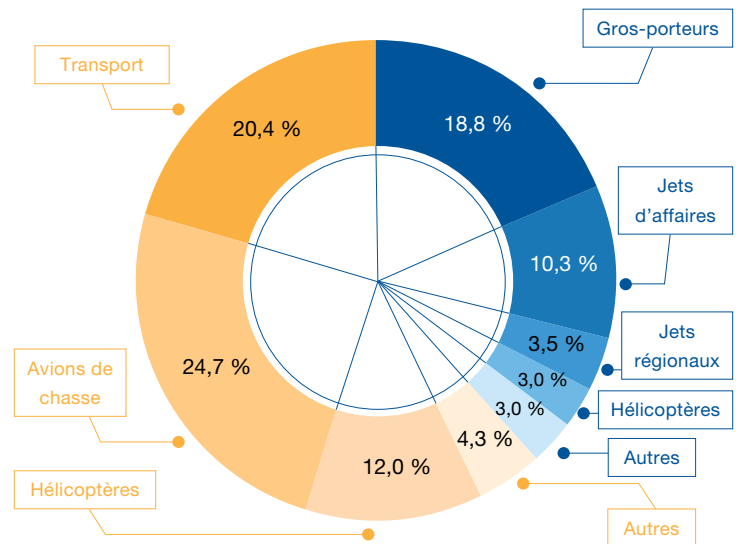
COMPOSITION DIVERSIFIÉE ET ÉQUILIBRÉE DES PRODUITS

d'après les ventes de l'exercice 2024

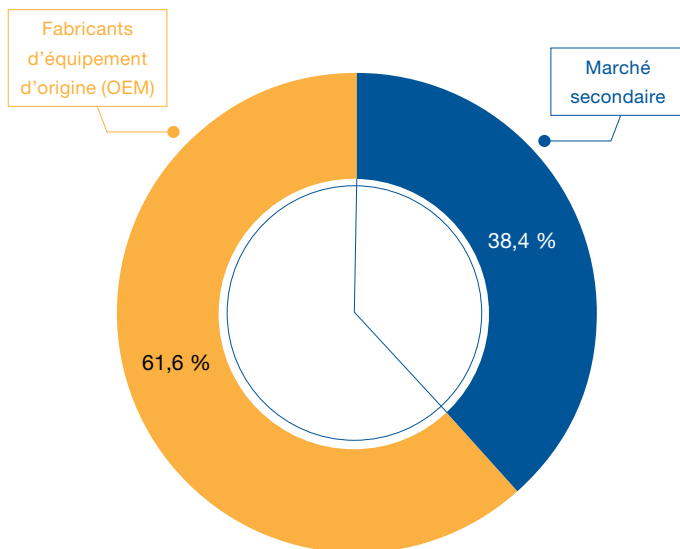
RÉPARTITION DES VENTES DE L'EXERCICE 2024 SELON L'EMPLACEMENT DU CLIENT



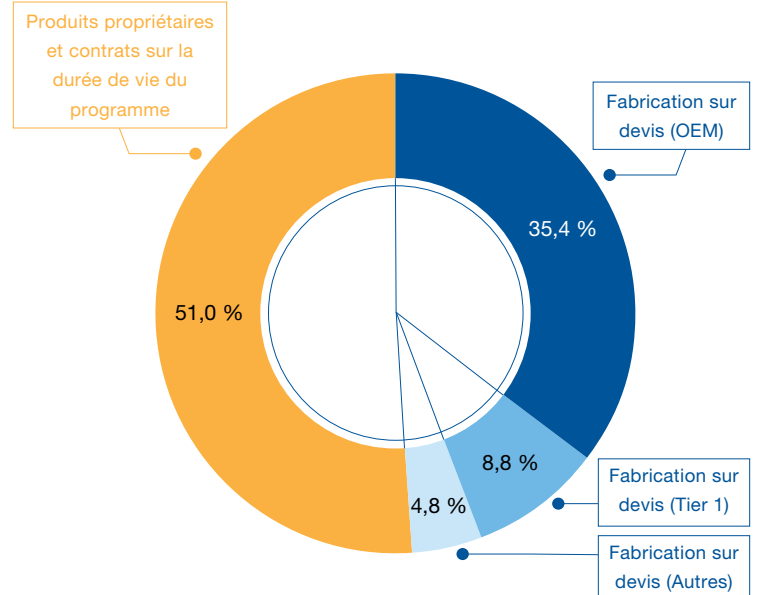
DÉFENSE | CIVIL
61,4 % Défense | 38,6 % Civil



OEM | MARCHÉ SECONDAIRE



PROPRIÉTAIRES | FABRICATION SUR DEVIS
51 % Propriétaires | 49 % Fabrication sur devis



FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

2024

2023

2022

2021

2020

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

Ventes	629,8	543,6	536,1	570,7	613,0
Résultat opérationnel	59,8	26,2	44,8	34,1	(30,1)
Pourcentage des ventes	9,5 %	4,8 %	8,4 %	6,0 %	(4,9) %
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	92,2	61,4	83,0	88,3	96,2
Pourcentage des ventes	14,6 %	11,3 %	15,5 %	15,5 %	15,7 %
Résultat net	38,3	13,8	32,1	19,8	(50,7)
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	34,3	12,6	33,8	29,0	35,7
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2,9	30,1	63,2	89,2	52,6
Flux de trésorerie disponibles (utilisation) ⁽¹⁾	(31,5)	(1,7)	45,9	67,7	30,3
Carnet de commandes fermes	951,0	864,0	682,0	717,0	810,0

DONNÉES PAR ACTION

Bénéfice (perte) par action - de base	1,13	0,40	0,91	0,55	(1,38)
Bénéfice par action ajusté ⁽¹⁾	1,01	0,37	0,95	0,80	1,00
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation (en milliers)	33 653	34 485	36 023	36 523	36 363

SITUATION FINANCIÈRE

Trésorerie	9,8	15,0	86,7	95,5	45,8
Fonds de roulement	266,9	199,3	235,6	241,4	205,4
Total de l'actif	911,4	821,3	813,4	854,8	898,8
Dette à long terme ⁽²⁾	219,6	180,0	238,8	253,0	292,7
Ratio dette nette/BAIIA ajusté ⁽¹⁾	2,3	2,7	1,8	1,8	2,6
Capitaux propres	429,6	390,9	377,3	391,7	349,4

[1] Mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section *Résultats d'exploitation* du rapport de gestion pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

[2] Exclut les frais de financement différés nets.

PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – MESSAGE AUX ACTIONNAIRES



GILLES LABBÉ

Président exécutif du conseil
d'administration

« Nos réalisations du dernier exercice sont le reflet du dévouement, de l'ardeur au travail et de la vision stratégique de notre équipe. »

Chers actionnaires,

Dans le paysage en constante évolution de l'industrie aérospatiale, l'exercice 2024 a été marqué par une combinaison unique de défis et de possibilités. Les tensions géopolitiques actuelles, bien qu'elles aient perturbé le marché, ont également ouvert la voie à des possibilités uniques dans le secteur de la défense, dans un contexte de changements économiques mondiaux. Cette dynamique, soutenue par l'intensification des conflits et la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement, a exigé une réévaluation stratégique et une réponse robuste, en particulier dans le secteur de l'aérospatiale qui offre aux entreprises du monde entier de nouvelles perspectives de croissance et d'innovation.

COMPOSER AVEC LA COMPLEXITÉ GRÂCE À L'AGILITÉ ET À LA RÉSILIENCE

Héroux-Devtek, dans ce contexte complexe, est demeurée inébranlable dans son engagement à l'égard de l'excellence opérationnelle en menant à bien ses priorités stratégiques : stabiliser la chaîne d'approvisionnement, intensifier l'automatisation et réviser les stratégies de fixation des prix. Ces priorités sont des leviers essentiels qui nous ont permis de ramener notre efficacité opérationnelle et notre performance financière aux niveaux d'avant la pandémie, ce qui témoigne de la résilience et de l'adaptabilité de notre modèle d'affaires.

Plus précisément, la stabilisation de la chaîne d'approvisionnement a été d'une importance capitale. À une époque où les perturbations de la logistique sont devenues la norme, les mesures que nous avons prises proactivement pour obtenir des fournitures essentielles



et diversifier notre bassin de fournisseurs nous ont mis à l'abri de la volatilité du marché. Par ailleurs, l'automatisation est devenue l'assise de notre stratégie opérationnelle et a permis d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et d'assurer la durabilité du cycle de vie de la production. La révision stratégique de notre mécanisme de fixation des prix, conjuguée à ces mesures, a renforcé notre résilience financière, nous habilitant à manœuvrer avec confiance dans ce contexte économique turbulent.

Ces stratégies opérationnelles ont pour toile de fond une situation économique plus large qui joue en notre faveur. Malgré les incertitudes qui continuent de prévaloir, les données fondamentales du secteur de l'aérospatiale continuent d'être solides, et Héroux-Devtek est avantageusement positionnée grâce à son portefeuille diversifié. Notre capacité à nous adapter à cette conjoncture et à prospérer est le fruit de notre planification et de notre exécution stratégiques.

AFFECTATION STRATÉGIQUE DU CAPITAL AUX FINS D'UNE CROISSANCE DURABLE

Notre approche en ce qui a trait à l'affectation du capital repose sur une évaluation prudente et la patience stratégique. Dans un marché marqué par l'intensification des activités de fusions et d'acquisitions, nous nous sommes concentrés sur le recensement des possibilités de fusions et d'acquisitions prometteuses non seulement de croissance, mais également de synergies stratégiques et de création de valeur à long terme. Cette approche nous a incités à être sélectifs, à prioriser les entreprises dont les compétences de base et les objectifs stratégiques s'alignent sur les nôtres.

Par conséquent, nous envisageons les fusions et les acquisitions avec prudence, en accordant la priorité à la qualité des investissements au détriment de la simple expansion.

Notre priorité demeure l'investissement dans nos activités de base. En affectant le capital à l'accroissement des stocks, nous avons pu, en plus de composer avec les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, nous positionner en vue du succès. Nos possibilités de croissance interne nous mettent dans une position solide pour réaliser des gains d'efficacité opérationnelle, générer de la valeur pour les actionnaires et renforcer la résilience de l'entreprise.

Pour finir, j'aimerais remercier toutes nos parties prenantes. Votre soutien indéfectible a été la pierre angulaire de notre succès, nous permettant de composer avec la complexité du contexte de marché actuel avec confiance et détermination. Nos réalisations du dernier exercice sont le reflet du dévouement, de l'ardeur au travail et de la vision stratégique de notre équipe. Poursuivant sur cette voie, nous réitérons notre engagement indéfectible à l'égard de l'excellence opérationnelle, de la croissance stratégique et de la création de valeur pour les actionnaires. Ensemble, nous traçons la voie vers un avenir prometteur et prospère pour Héroux-Devtek.

GILLES LABBÉ

Président exécutif du conseil
d'administration

PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION – MESSAGE AUX ACTIONNAIRES



MARTIN BRASSARD

Président et chef de la direction

« Cette nouvelle réalité témoigne de la reconnaissance, par nos clients, de la qualité, de la sécurité et de l'excellence de nos produits et de la confiance qu'ils ont à leur égard. »

EXÉCUTER CONFORMÉMENT AU PLAN

En cette fin d'exercice 2024, je voudrais me pencher sur cette période marquée par l'instabilité constante de la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'aérospatiale et la conjoncture économique incertaine. Nous avons amorcé l'exercice en mettant l'accent sur trois priorités visant à faire en sorte qu'Héroux-Devtek renoue avec sa solide performance passée. Comme je l'ai mentionné dans le message aux actionnaires de l'exercice précédent, nous avons l'intention de rétablir l'efficacité de notre chaîne d'approvisionnement et de stabiliser notre système de production, d'examiner nos processus de production afin de relever les gains d'efficacité et de revoir nos ententes de prix et d'approvisionnement en fonction de l'incidence de l'inflation.

Je suis ravi d'annoncer que cette stratégie à trois volets a porté ses fruits et nous a permis d'enregistrer d'excellents résultats financiers et de jeter les bases de la croissance future. Grâce à une gestion diligente et à la collaboration de nos employés à l'échelle de l'entreprise, nous avons réalisé des ventes records de 629,8 millions de dollars et inscrit un résultat par action de 1,13 \$, ce qui est conforme à notre objectif de veiller à ce qu'Héroux-Devtek renoue avec son niveau solide de rentabilité historique, un niveau qui, selon nous, pourra être dépassé au cours des exercices à venir. En stabilisant notre chaîne d'approvisionnement et en garantissant la disponibilité des composants clés, nous avons été en mesure de maintenir l'efficacité et la qualité de la production, signe de notre engagement à maintenir l'excellence opérationnelle et à répondre aux attentes des clients. Grâce à cette approche, Héroux-Devtek est devenue une entreprise plus robuste, qui a mieux intégré ses fournisseurs, a élargi ses sources d'approvisionnement en matériaux et en pièces et a

conclu des contrats d'approvisionnement robustes. Nous sommes donc prêts à décrocher de nouveaux contrats et à poursuivre sur la voie du succès.

Grâce à notre engagement à l'égard de l'innovation et de l'efficacité opérationnelle, notamment par l'adoption de l'automatisation, nous sommes en mesure d'élargir nos plateformes de production efficacement, sans accroissement considérable des ressources. Cette capacité de croître efficacement en ayant recours aux ressources existantes constitue une assise solide qui nous permet de tirer parti des possibilités de croissance en interne et d'étendre notre présence sur le marché du secteur dynamique de l'aérospatiale. Cet optimisme est partagé par notre main-d'œuvre. Je suis heureux de constater que le taux de rotation des employés continue de reculer chaque trimestre.

À l'exercice 2024, Héroux-Devtek a également franchi des jalons significatifs de ses initiatives environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Nous avons conclu des contrats d'énergie renouvelable certifiée à l'échelle de nos installations nord-américaines et européennes et atteint la carboneutralité dans nos installations de Saint-Hubert et de Laval, au Québec. Grâce à la collaboration avec des partenaires comme IperionX et Endesa, nous avons respectivement intégré du titane surcyclé à nos processus et nous nous sommes approvisionnés en énergie éolienne entièrement renouvelable.

SAISIR LES POSSIBILITÉS DANS UN PAYSAGE DYNAMIQUE

Grâce à la solidité accrue de la chaîne d'approvisionnement et à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, nous sommes bien positionnés en vue d'une expansion active, appuyée par la demande soutenue d'avions de la part de nos clients finaux. Dans le secteur de l'aviation civile, Boeing et Airbus bénéficient de carnets de commandes records. À court terme, la mise en service du Falcon 6X, du Falcon 10X et du Boeing 777X devrait se traduire par une augmentation de nos volumes de ventes, au même titre que l'accélération des programmes Embraer Praetor et E-2. Notre exécution sur ces plateformes et nos relations avec nos clients nous mettent dans

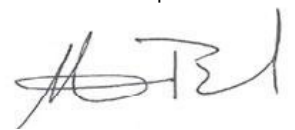
une position unique pour tirer avantage des nouvelles possibilités offertes par ce marché et accroître davantage notre présence sur le marché.

Dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et d'avancées technologiques, les dépenses en matière de défense ont explosé pour atteindre des niveaux records, stimulant considérablement la demande de produits d'Héroux-Devtek. Nous sommes prêts à tirer parti des possibilités offertes par des programmes comme le Next Generation Air Dominance (NGAD) et le Système de combat aérien du futur (SCAF), à améliorer les capacités de combat aérien en collaboration avec l'Armée de l'air et la Marine américaines, et bien plus encore. De fait, la demande pour nos solutions à la fine pointe n'a jamais été si élevée et provient des entrepreneurs principaux du monde entier. Cette nouvelle réalité témoigne de la reconnaissance, par nos clients, de la qualité, de la sécurité et de l'excellence de nos produits et de la confiance qu'ils ont à leur égard.

EN BONNE POSITION POUR ATTEINDRE DE NOUVEAUX SOMMETS

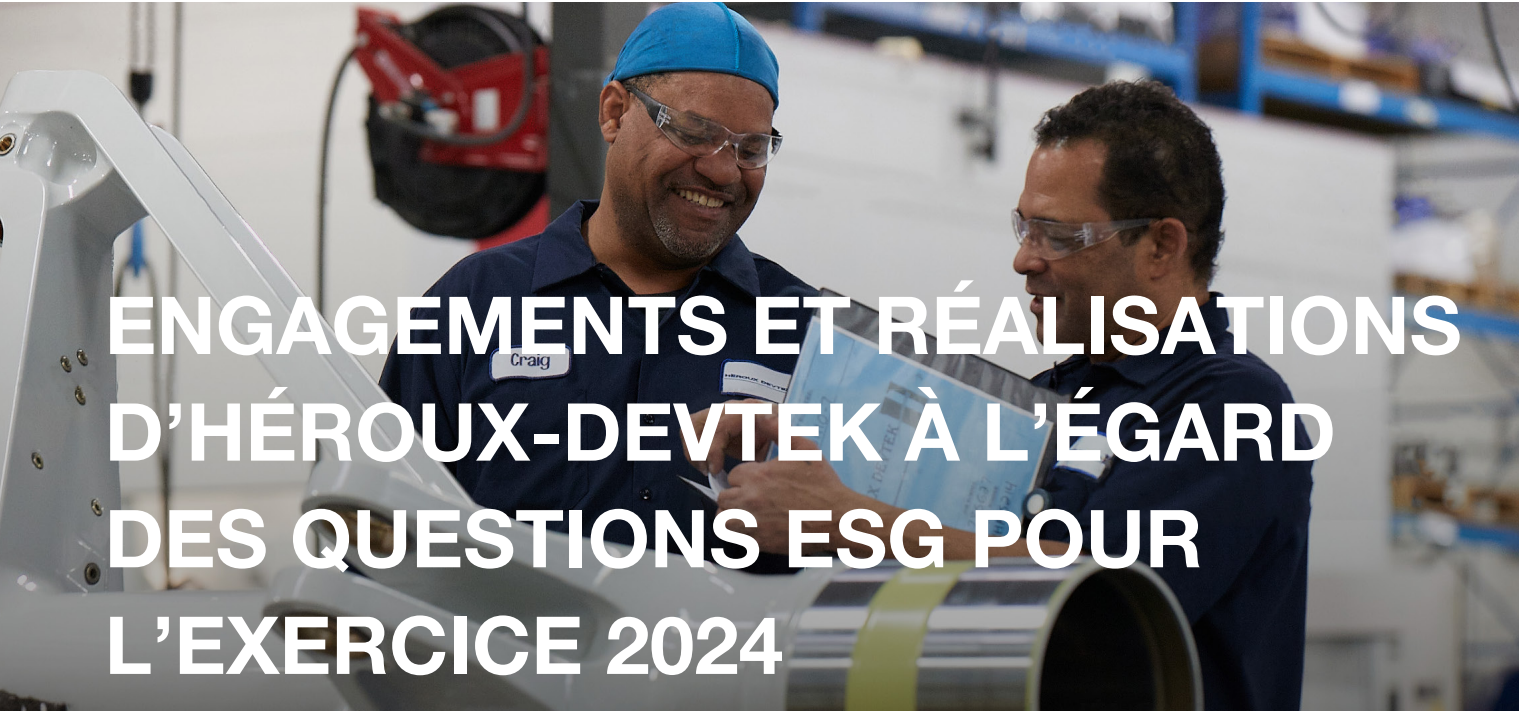
Si je me tourne vers les possibilités qui s'offrent à nous, je suis plus confiant que jamais dans l'avenir d'Héroux-Devtek. Nous demeurons déterminés à continuer de mettre en œuvre notre plan et à générer de la valeur pour nos actionnaires. Grâce à une vision claire et au soutien de nos employés dévoués, nous sommes prêts à atteindre de nouveaux sommets dans l'industrie aérospatiale.

Je tiens à remercier nos équipes pour leur soutien et leur engagement indéfectibles, qui ont joué un rôle déterminant dans l'atteinte de nos objectifs et continueront d'être essentiels lorsque nous nous efforcerons de saisir les possibilités et de composer avec la complexité de l'industrie. Je tiens également à exprimer ma gratitude aux membres du conseil d'administration pour leur soutien sans faille tout au long de cet exercice exceptionnel.



MARTIN BRASSARD

Président et chef de la direction



ENGAGEMENTS ET RÉALISATIONS D'HÉROUX-DEVTEK À L'ÉGARD DES QUESTIONS ESG POUR L'EXERCICE 2024

Chez Héroux-Devtek, les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) guident chaque décision que nous prenons. Nous sommes fiers d'avoir publié notre rapport ESG en 2023, signe de notre engagement profond à l'égard des pratiques durables à l'échelle de nos activités nord-américaines et européennes. Nous intégrons ces valeurs à chaque aspect des activités de notre entreprise, de la gestion de l'environnement à l'engagement communautaire.

En plus de conclure des contrats d'énergie renouvelable certifiée de qualité produite localement pour un grand nombre de nos installations en Europe et en Amérique du Nord, nous avons achevé la réalisation d'un important projet de conservation de l'eau à notre installation de Longueuil. Ce système en circuit fermé permet non seulement de réduire notablement la consommation d'eau globale, mais également de réduire la charge sur le réseau municipal de traitement des eaux usées. La mise en place de ce système s'inscrit dans nos efforts pour économiser l'eau, notamment dans des régions où elle est rare ou des endroits où sa conservation comporte des avantages complémentaires souhaitables. Par ailleurs, l'installation de Saint-Hubert a reçu du gouvernement du Québec l'attestation « Ici on recycle + » pour l'efficacité de ses pratiques de gestion durable des eaux usées. Ces efforts illustrent notre engagement à réduire l'empreinte écologique de nos activités conformément aux objectifs mondiaux de développement durable.

À l'interne, Héroux-Devtek a rendu hommage à l'engagement à l'égard de l'excellence environnementale en attribuant des prix, comme le prix du président pour l'exercice 2024 décerné à l'installation de Nottingham, au Royaume-Uni, laquelle a amélioré sa performance et sa conformité environnementales. Nous organisons des forums mensuels avec les vice-présidents, les gestionnaires d'usine et les responsables de l'environnement, de la santé et de la sécurité au cours desquels les débats sont axés intégralement sur la durabilité environnementale et la santé et sécurité, en reconnaissance des efforts des employés et de leur engagement à faire la promotion des principes ESG.

Héroux-Devtek collabore également avec de nombreux partenaires pour atteindre ses objectifs ESG. Une initiative novatrice réalisée en partenariat avec une entreprise spécialisée en recyclage a déjà permis d'intégrer plusieurs tonnes de titane surcyclé aux processus, démontrant l'application pratique du titane dans la fabrication additive pour l'industrie aérospatiale. Ce projet permet également de réduire au minimum les déchets, tout en améliorant l'efficacité des ressources et en incarnant les principes de l'économie circulaire.

Les employés de diverses usines ont également réalisé un autre projet dans le cadre duquel ils ont créé une murale sur les changements climatiques en

collaboration avec le personnel d'Aéro Montréal, qui leur a permis d'explorer la science fondamentale des changements climatiques. Ce projet fait partie d'une initiative plus vaste dans laquelle notre main-d'œuvre talentueuse doit se mobiliser pour préparer des études détaillées de décarbonisation de deux de nos plus grandes usines, en se concentrant sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation efficiente de l'énergie.

L'engagement communautaire constitue l'assise sur laquelle reposent les initiatives ESG d'Héroux-Devtek, comme en témoigne la participation de la Société au Bal en bleu organisé par l'École nationale d'aérotechnique (ÉNA). Héroux-Devtek était fière de jouer un rôle clé dans cette levée de fonds, qui a permis de recueillir 485 000 \$ en appui à la prochaine génération de professionnels de l'aérospatiale. Une vingtaine de nos employés y ont participé, réitérant notre engagement à stimuler la croissance de l'industrie. Héroux-Devtek soutient aussi la Fondation Jeunes en Tête dont la mission est de prévenir la détresse psychologique chez les adolescents du Québec. Nous avons coprésidé leur tournoi de golf, contribuant à mobiliser plus de 600 000 \$. La levée de fonds pour Centraide menée par Héroux-Devtek a permis de mobiliser un montant record de 225 000 \$ cette année, grâce aux généreuses contributions de nos employés. Nous remercions du fond du cœur tous nos employés pour leur soutien incroyable. De plus, Héroux-Devtek s'associe avec

des organisations de protection de l'environnement, comme Friends of the Rouge, Nottinghamshire Wildlife Trust et West Creek, qui se concentrent sur la protection de l'environnement.

Héroux-Devtek continue d'investir dans les talents de l'avenir par le biais de nombreux stages multidisciplinaires offrant des expériences pratiques et un accompagnement pédagogique. Nous avons également mis en œuvre un projet pilote de symbiose industrielle dans nos usines du Québec, en collaboration avec le Comité 21 et d'autres partenaires locaux, afin de promouvoir le partage des ressources et la réduction des déchets. Par ailleurs, nos groupes de TI soutiennent l'économie circulaire en vendant de vieux ordinateurs remis à neuf et en faisant don du produit de la vente à Centraide (United Way), signe de notre double engagement à l'égard de la durabilité sociale et environnementale.

Les pratiques de gouvernance d'Héroux-Devtek garantissent que tous les programmes de la Société respectent les normes les plus élevées et font la promotion de notre programme ESG tout en étant une référence en matière de pratiques industrielles responsables et durables. Nous nous efforçons non seulement de satisfaire à nos propres obligations en matière de gouvernance, mais également de donner l'exemple et de revaloriser l'industrie aérospatiale dans son ensemble.



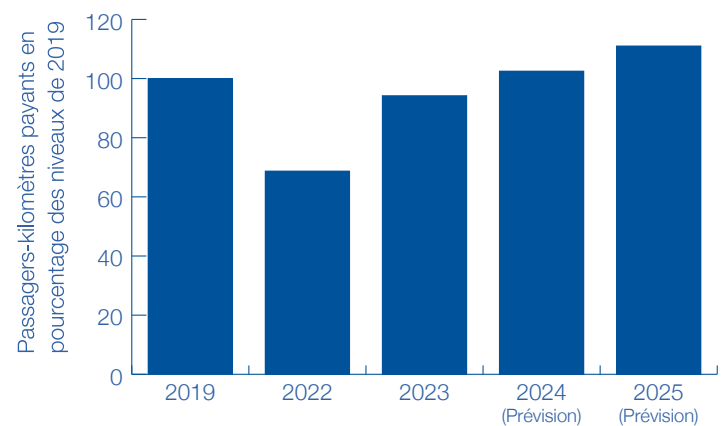
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT, LES CARNETS DE COMMANDES D'AVIONS RECORDS ET L'AUGMENTATION DES DÉPENSES EN MATIÈRE DE DÉFENSE LAISSENT ENTREVOIR DES PERSPECTIVES POSITIVES POUR LES FOURNISSEURS DE PIÈCES D'AVIONS

LA REPRISE DU TRAFIC DE PASSAGERS MONDIAL SE POURSUIT

La reprise du trafic de passagers s'est accélérée en 2023. Le trafic de passagers mondial, mesuré en passagers-kilomètres payants, a augmenté de 36,9 % par rapport à celui de 2022, atteignant 94,1 % des niveaux de 2019, selon les données de l'IATA. Le trafic national a dépassé les niveaux de 2019, tandis que le trafic international a progressé de 41,6 % en regard de celui de 2022, mais est resté à 88,6 % des niveaux de 2019, signe d'un potentiel de croissance future. Airports Council International (ACI) prévoit que les données sur le transport aérien de 2024 dépasseront les données de référence d'avant la pandémie de 2019 et seront encore plus encourageantes en 2025.

Trafic aérien de passagers : mondial, national et international



Source : ACI



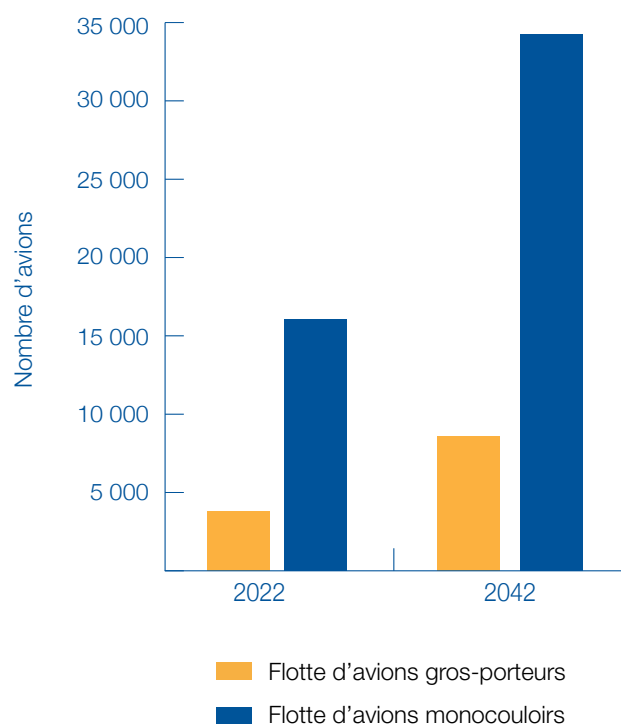
CROISSANCE SOLIDE ET PERSPECTIVES PROMETTEUSES DU MARCHÉ MONDIAL DE L'AVIATION COMMERCIALE

La solide demande de transport aérien et le besoin d'avions neufs ont donné lieu à une augmentation des volumes de commandes d'Airbus et de Boeing et, par conséquent, à des carnets de commandes records. Le nombre de livraisons d'avions a continué de progresser, grâce aux perspectives à long terme considérablement plus prometteuses pour les avions commerciaux. Selon les projections de Boeing, le secteur mondial de l'aviation aura besoin de 42 595 nouveaux avions au cours des 20 prochaines années pour répondre à la demande grandissante ainsi qu'à la nécessité de remplacer les flottes existantes. Les plus récentes perspectives pour le marché commercial de Boeing, publiées en juin 2023, prévoient une croissance annuelle de 3,5 % de la flotte mondiale d'avions commerciaux, qui comptera 48 600 jets d'ici 2042. La flotte d'avions monocouloirs devrait croître de 110,8 %, pour passer de 16 180 avions en 2022 à 34 110 avions en 2042, tandis que la flotte d'avions gros-porteurs devrait augmenter de 127,5 %, pour passer de 3 780 avions à 8 600 avions.

Ces perspectives prometteuses pour les avions commerciaux, en particulier dans le marché des avions monocouloirs dans lequel Héroux-Devtek cherche à renforcer sa position, continuent d'avoir une incidence positive sur la Société. Héroux-Devtek est fière de fournir des systèmes de train d'atterrissage sur devis pour le Boeing 777 et des composants pour le Boeing 787 et l'Airbus A350, qui comptent parmi les principaux programmes d'aviation commerciale à l'échelle mondiale, y compris l'Airbus A320, prévu pour 2025, le Boeing 737 MAX, le Boeing 787 et l'Airbus A350. En outre, la Société est en bonne position pour tirer parti du lancement imminent du Boeing 777X, un avion gros-porteur très attendu qui devrait être mis en service en 2025, pour lequel Héroux-Devtek fournira le train d'atterrissage.

Au-delà du segment de marché de l'aviation commerciale, nos autres marchés finaux suivent une trajectoire similaire tout aussi enviable. Honeywell, dans ses perspectives mondiales pour l'aviation

Croissance prévue de la flotte mondiale d'avions commerciaux



d'affaires, a majoré ses prévisions de livraisons de jets d'affaires sur 10 ans, qui devraient s'établir à 8 500 unités entre 2023 et 2032, soit 15 % de plus que les prévisions de l'an dernier, et qui sont évaluées à 274 milliards de dollars. Une fois de plus, Héroux-Devtek devrait bénéficier de la croissance de la demande à titre de fournisseur pour le Falcon 6X et le Falcon 10X de Dassault Aviation et l'Embraer Praetor. Le Falcon 6X a obtenu sa certification et a été mis en service en 2023, tandis que le Falcon 10X devrait être mis en service dès 2027.

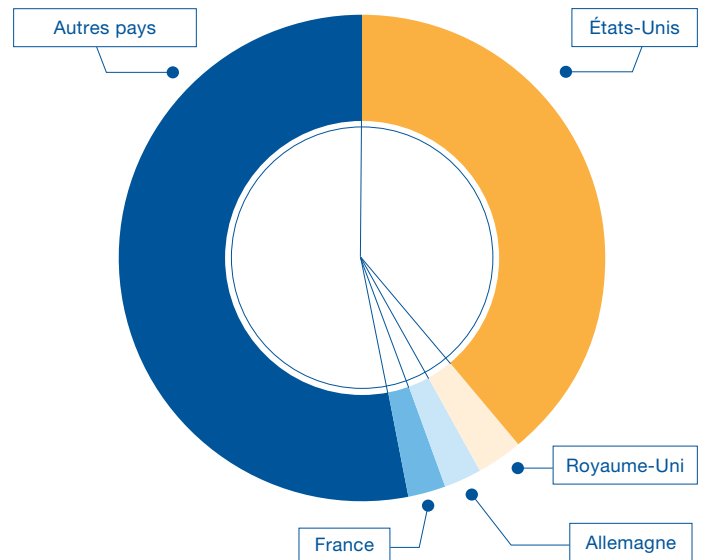


DYNAMIQUE GÉOPOLITIQUE ET DÉPENSES ACCRUES EN MATIÈRE DE DÉFENSE

Les dépenses en matière de défense ont augmenté pour une neuvième année d'affilée en raison des événements géopolitiques et une proportion importante de ces dépenses a été affectée à l'aviation militaire. La demande est soutenue par des programmes de mise à niveau aux technologies les plus récentes. Les programmes mondiaux en cours de développement d'avions de sixième génération comprennent le programme Global Combat Air (Royaume-Uni, Italie et Japon), le Système de combat aérien du futur (France, Allemagne et Espagne) et le programme Next Generation Air Dominance (NGAD) aux États-Unis. Le programme NGAD, dont les avions devraient être les premiers à être produits, prévoit le remplacement des avions F-22 et F-18, ainsi que le développement de plusieurs avions sans pilote adaptés à divers profils de mission, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles possibilités pour la Société.

Selon un récent rapport intitulé « Trends in World Military Expenditure » publié par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 6,8 % en 2023, atteignant un niveau record de 2 443 milliards de dollars américains. Les dépenses engagées aux États-Unis, qui totalisaient 916 milliards de dollars, en hausse de 2,3 % par rapport à celles de 2022,

Dépenses militaires des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France en 2023



représentaient 37 % de ces dépenses. Les États membres de l'OTAN ont également augmenté leurs dépenses, onze pays atteignant ou dépassant la cible de 2 % du PIB. Parmi les dix pays ayant les dépenses militaires les plus importantes, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France ont augmenté leurs dépenses de respectivement 7,9 %, 9,0 % et 6,5 %.



TIRER PARTI DES PROGRAMMES DE DÉFENSE DANS LE SECTEUR DE L'AÉROSPATIALE

Héroux-Devtek continue d'être positionnée stratégiquement pour profiter des programmes de défense en cours, tirant parti de sa vaste expérience et de ses capacités élargies pour fournir des composants aéronautiques de grande qualité.

Le segment de marché des avions de chasse et des avions d'attaque enregistre une croissance robuste attribuable au vieillissement des flottes, à l'exacerbation des tensions mondiales, à l'utilisation massive des avions et aux retards dans l'accélération de programmes comme celui visant le F-35. Héroux-Devtek est en bonne position pour tirer parti de cette croissance, étant donné qu'elle fournit les composants d'importants programmes d'avions de chasse, comme le F-35 de Lockheed Martin qui devrait dominer le marché grâce à ses quelque 1 500 livraisons au cours de la prochaine décennie. En outre, la Société soutient d'autres programmes clés d'avions de chasse, dont le F-15 et le Gripen, qui devraient représenter 400 avions supplémentaires pour la même période.

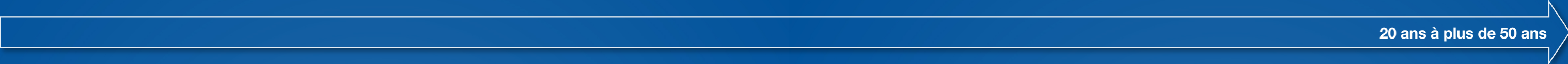
Dans le segment de marché des hélicoptères, Héroux-Devtek fournit des systèmes pour des programmes essentiels, comme le CH-47 de Boeing et le CH-53K de Sikorsky. Malgré un recul prévu de la valeur de marché au cours de la prochaine décennie, il est prévu que la production, en nombre d'unités, augmentera légèrement, le pic de la production devant être atteint en 2027. La demande soutenue de modèles plus vieux, mais fiables, comme le CH-47, souligne l'importance du rôle d'Héroux-Devtek dans ce marché.

Le segment de marché des avions de transport militaire, bien qu'ayant reculé, continue d'offrir des occasions pour les activités du marché secondaire et des possibilités de production accrue. Héroux-Devtek fournit des systèmes pour les avions de transport critiques, comme le C295 d'Airbus et le C-130 de Lockheed Martin, et des composants pour l'Airbus A400M. Ces programmes sont garants de la pertinence continue de la Société, de son potentiel de croissance et de sa capacité à répondre aux besoins stratégiques actuels de mobilité aérienne.



CAPACITÉS ÉPROUVÉES D’OBTENIR DES CONTRATS ET DE SOUTENIR DES PROGRAMMES

TOUT AU LONG DU CYCLE DE VIE DES AVIONS MILITAIRES ET CIVILS



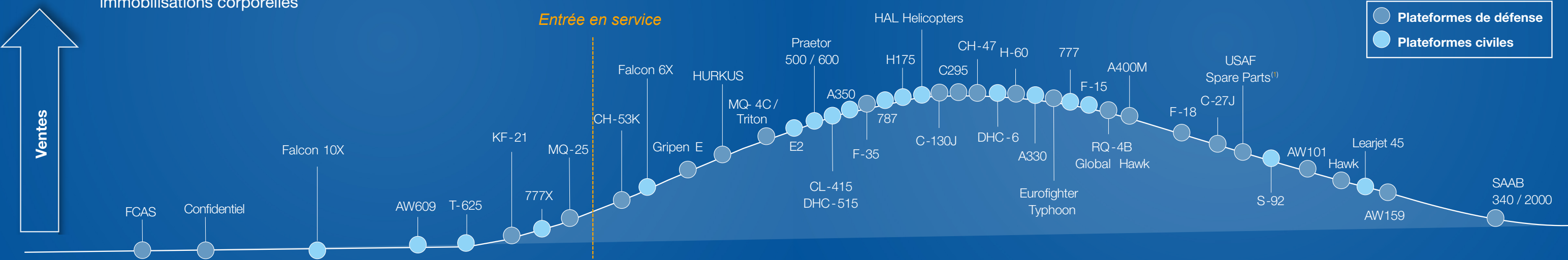
- 1

Conception et ingénierie
Présentation d’offres de service, octroi de contrats et transition à la production grâce à des investissements considérables dans le développement, la formation et les immobilisations corporelles
- 2

Industrialisation et production petite série
Mise en service grâce à l’accroissement du levier d’exploitation
- 3

Programme actif
Gestion des livraisons d’équipement d’origine et mobilisation des clients du marché secondaire à l’égard des solutions de soutien
- 4

Fin de la production et soutien continué à la flotte
Recul graduel des livraisons d’équipement d’origine, l’accent étant mis sur le soutien au marché secondaire à marges plus élevées



PROGRAMMES ÉMERGENTS

Civil				Défense			
Gros-porteur	Régional	Affaires	Hélicoptères	De chasse	Transport	Hélicoptères	Drones
• 777X	• s. o.	• Falcon 10X • Falcon 6X	• AW609 • T-625	• KF-21 • Gripen E • HURKUS • FCAS	• s. o.	• CH-53K	• MQ-25 • MQ-4C / Triton

PROGRAMME ÉTABLIS

Civil				Défense			
Gros-porteur	Régional	Affaires	Hélicoptères	De chasse	Transport	Hélicoptères	Drones
• A350 • 787 • A330 • 777	• E2 • DHC-6 • Saab 340 • Saab 2000 • CL-415 / DHC-515	• Praetor 500 / 600 • Learjet 45	• H175 • S-92	• F-35 • Eurofighter Typhoon • F-15 • F-18 • Hawk	• C-130J • C295 • A400M • C-27J • USAF Spare Parts ⁽¹⁾	• HAL Helicopters • CH-47 • H-60 • AW159 • AW101	• RQ-4B / Global Hawk

1. Cela inclut les B-52, B-1B, C-5, KC-135R

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration d'Héroux-Devtek est composé de dix membres possédant une expertise dans les secteurs de l'aérospatiale et des affaires. Leur expérience collective et leurs parcours diversifiés offrent à l'équipe de direction des perspectives stratégiques et des conseils éclairés. Cela garantit qu'Héroux-Devtek est bien positionnée pour naviguer dans les complexités du marché et maintenir son leadership dans l'industrie, en adhérant à des normes élevées de vision stratégique et de pratiques de gestion.



GILLES LABBÉ

Président exécutif du conseil d'administration
Membre non indépendant du conseil depuis 1985



NATHALIE BOURQUE

Administratrice de sociétés et consultante
Membre indépendante du conseil depuis 2015
Membre du comité d'audit



MARTIN BRASSARD

Président et chef de la direction
Membre non indépendant du conseil depuis 2019



TED DI GIORGIO

Administrateur de sociétés
Membre indépendant du conseil depuis 2023
Membre du comité d'audit



DIDIER EVRARD

Administrateur de sociétés et consultant
Membre indépendant du conseil depuis 2021
Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise



LOUIS MORIN

Président, Busrel Inc.
Membre indépendant du conseil depuis 2008
Président du comité d'audit



JAMES J. MORRIS

Administrateur de sociétés et consultant
Membre indépendant du conseil depuis 2013
Président du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise



BRIAN A. ROBBINS

Président exécutif, Exco Technologies Limited
Membre indépendant du conseil depuis 2000
Membre du comité d'audit



ANNIE THABET

Administratrice de sociétés
Membre indépendante du conseil depuis 2021
Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise



BEVERLY WYSE

Administratrice de sociétés et consultante
Administratrice principale
Membre indépendante du conseil depuis 2019
Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

ÉQUIPE DE DIRECTION

GILLES LABBÉ

Président exécutif du conseil d'administration

MARTIN BRASSARD

Président et chef de la direction

STÉPHANE ARSENAULT

Vice-président et chef de la direction financière

JEAN GRAVEL

Vice-président, ventes et programmes

STÉPHANE RAINVILLE

Vice-président, ressources humaines et environnement

GUY DELISLE

Vice-président, technologies de l'information

PATRICK GAGNON

Vice-président, contrôleur corporatif

JEAN-PHILIPPE SANCHE

Vice-président, affaires juridiques

OLIVIER PERRON

Directeur principal, fiscalité et trésorerie

SYLVIE HÉBERT

Directrice principale, ressources humaines

DIEGO VELANDIA

Directeur, approvisionnement stratégique

GUILLAUME LAMY

Directeur, divulgation financière

ROBERT CADIEUX

Directeur, environnement, santé et sécurité

ÉQUIPE DE DIRECTION DES OPÉRATIONS

DOMINIQUE DALLAIRE

Vice-président, région centrale

ANNE-MARIE BERTRAND

Vice-présidente, région de l'Est

MARC-OLIVIER GAGNON

Vice-président, ingénierie et soutien produits techniques

BRIAN DAPP

Directeur général, Beaver Aerospace & Defense

DANIEL NORMANDIN

Vice-président, Royaume-Uni

HUGO LORRAIN

Vice-président, Espagne

ISABELLE JEAUGEY (PAUWELS)

Vice-présidente, assurance qualité et support ingénierie

CENTRES D'EXCELLENCE MONDIAUX

Héroux-Devtek exploite 15 centres d'excellence dans quatre pays, démontrant ainsi sa portée mondiale et sa capacité à s'adapter aux dynamiques du marché. Sa présence internationale lui permet de répondre aux diverses demandes des clients, en offrant des solutions personnalisées qui répondent à des exigences spécifiques. Avec une équipe mondiale dévouée, Héroux-Devtek s'assure que ses produits et services respectent les normes les plus élevées en matière de qualité, de sécurité et de performance, se positionnant ainsi comme un partenaire réactif et fiable dans le secteur de l'aérospatiale.

EVERETT, WASHINGTON

Assemblage final des systèmes de trains d'atterrissage pour le Boeing 777/777X

LIVONIA, MICHIGAN

Conception et fabrication de vis à rotule et de systèmes d'actionnement électromécaniques linéaires

SPRINGFIELD, OHIO

Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes et de composants en titane de moyenne à grande taille

STRONGSVILLE, OHIO

Finition et assemblage de trains d'atterrissage

LAVAL, QUÉBEC

Fabrication et assemblage de composants et de systèmes de trains d'atterrissage de petite à moyenne taille

LONGUEUIL, QUÉBEC

Réparation et entretien, finition et assemblage des systèmes de trains d'atterrissage

MONTRÉAL, QUÉBEC

Services de traitement de surface

SAINT-HUBERT, QUÉBEC

Conception, ingénierie et soutien technique. Savoir-faire technique et laboratoire d'essais à la fine pointe de la technologie

SCARBOROUGH, ONTARIO

Boîtiers électroniques, échangeurs thermiques et caissons

CAMBRIDGE, ONTARIO

Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de très grande taille

KITCHENER, ONTARIO

Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de moyenne à grande taille

NOTTINGHAM, NOTTINGHAMSHIRE

Fabrication de composants de trains d'atterrissage de petite et moyenne taille

RUNCORN, CHESHIRE

Réparation et entretien, finition et assemblage de trains d'atterrissage, soutien technique, essais et ingénierie de conception

GETAFE

Conception, ingénierie, assemblage et soutien technique pour les trains d'atterrissage et les systèmes d'actionnement

SÉVILLE

Assemblage et installation de composants d'avions sur les chaînes de montage des clients

15
centres d'excellence

4
pays



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos
les 31 mars 2024 et 2023

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la direction	25
Rapport de l'auditeur indépendant	26
États financiers consolidés	29
Notes aux états financiers consolidés	34
Note 1 Nature des activités et information sur la Société	34
Note 2 Base d'établissement	34
Note 3 Méthodes comptables significatives	35
Note 4 Principales estimations et hypothèses comptables	43
Note 5 Ventes	44
Note 6 Aide gouvernementale	44
Note 7 Coût des ventes et frais de vente et d'administration	45
Note 8 Gains découlant de l'extinction d'un passif et de la cession d'activités	45
Note 9 Frais financiers nets	46
Note 10 Bénéfice par action	46
Note 11 Stocks	46
Note 12 Instruments financiers dérivés	47
Note 13 Autres actifs	47
Note 14 Immobilisations corporelles	48
Note 15 Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	50
Note 16 Goodwill	51
Note 17 Comptes fournisseurs et charges à payer	51
Note 18 Provisions	52
Note 19 Dette à long terme	52
Note 20 Autres passifs	53
Note 21 Capital émis	54
Note 22 Cumul des autres éléments du résultat global	56
Note 23 Impôt sur le résultat	56
Note 24 Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	58
Note 25 Engagements et éventualités	61
Note 26 Variation nette des éléments hors trésorerie	62
Note 27 Information géographique	62
Note 28 Rémunération des principaux dirigeants	62
Note 29 Instruments financiers	62
Note 30 Gestion des risques financiers	63
Note 31 Gestion du risque lié au capital	66

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints d'Héroux-Devtek Inc. (la « Société ») sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en milliers de dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière d'Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée, qu'elle a été présentée ou transmise de façon appropriée en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables et qu'elle a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par ces lois. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière d'Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité du CIIF et des CPCI à la fin de l'exercice 2024. Au 31 mars 2024, la direction est d'avis qu'à la lumière de cette évaluation, le CIIF et les CPCI étaient efficaces et ne présentaient aucune faiblesse importante. Toutefois, en raison des limites qui lui sont inhérentes, des anomalies pourraient ne pas être prévenues ou détectées par le CIIF.

Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière d'Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels d'Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des CIIF et des CPCI, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des méthodes comptables ainsi que des estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs Ernst & Young, s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Martin Brassard
Président et chef de la direction



Stéphane Arsenault, CPA
Vice-président et chef de la direction financière

Le 21 mai 2024

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

AUX ACTIONNAIRES D'HÉROUX-DEVTEK INC.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés d'Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2024 et 2023, et les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe aux 31 mars 2024 et 2023, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont la question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit a été fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse à la question ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Au 31 mars 2024, le goodwill du groupe s'élevait à 113,7 millions \$ au bilan consolidé. Comme il est indiqué à la note 3, *Méthodes comptables significatives*, et à la note 16, *Goodwill*, pour chaque unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle un goodwill est affecté, la direction évalue au moins une fois l'an, ou à tout moment lorsqu'il existe un indice de dépréciation, si la valeur comptable de l'UGT s'est dépréciée. La direction a établi la valeur recouvrable de chaque UGT à partir de la méthode de la juste valeur diminuée des coûts de la vente en s'appuyant sur une approche par le marché, qui nécessite des estimations importantes de la part de la direction.

La valeur recouvrable est fondée sur les estimations que fait la direction de variables importantes, dont les prévisions du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA », mesure non conforme aux IFRS) et les multiples obtenus à partir de transactions importantes récentes dans le secteur. Ce contexte, combiné à l'importance et à la sensibilité des autres hypothèses, nous a amenés à conclure que le test de dépréciation du goodwill pour les UGT du groupe constitue une question clé de l'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, outre les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Nos procédures d'audit ont compris, entre autres, l'examen des hypothèses de la direction concernant le BAIIA, y compris les projections de ventes globales et les ventes liées à certains programmes importants, en comparaison avec les données publiques, comme les rapports d'analystes concernant l'industrie de l'aérospatiale et les sociétés aériennes, ainsi que les contrats en cours avec des clients.

Avec l'aide de nos spécialistes internes en évaluation, nous avons évalué la méthode d'évaluation du groupe et l'exactitude arithmétique des calculs. Nous avons apprécié le caractère raisonnable du choix et du mode d'application des multiples d'évaluation, en comparaison avec les informations externes disponibles.

Nous avons évalué l'exactitude passée des estimations de la direction liées à la marge du BAIIA et aux taux de croissance en comparant les projections passées de la direction à la performance réelle et historique. Nous avons effectué des analyses de sensibilité concernant les principales hypothèses, comme les projections du BAIIA et les multiples du marché, afin d'évaluer leur incidence sur le calcul de la valeur recouvrable.

Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations fournies sur cette question par le groupe à la note 16 des états financiers consolidés ci-joints.

résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Yannick Ouimet.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.¹

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Montréal (Québec)
Le 21 mai 2024

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A127424

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 31 mars	Notes	2024	2023
Actif	19		
Actifs à court terme			
Trésorerie		9 765 \$	15 020 \$
Comptes clients		146 787	120 409
Impôts à recevoir		579	2 176
Stocks	11	323 350	262 995
Instruments financiers dérivés	12	2 778	386
Autres actifs à court terme	13	24 586	22 215
		507 845	423 201
Immobilisations corporelles, montant net	14	200 505	205 490
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	15	60 558	53 654
Instruments financiers dérivés	12	1 840	468
Actifs d'impôt différé	23	10 337	9 308
Goodwill	16	113 651	112 384
Autres actifs à long terme	13	16 687	16 832
Total de l'actif		911 423 \$	821 337 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer	17	142 718 \$	131 019 \$
Provisions	18	12 165	16 632
Avances de clients et facturations progressives		64 479	58 904
Impôts à payer		2 174	466
Instruments financiers dérivés	12	3 147	5 493
Tranche à court terme de la dette à long terme	19	16 263	11 425
		240 946	223 939
Dette à long terme	19	201 764	166 483
Provisions	18	14 218	15 576
Instruments financiers dérivés	12	2 692	4 895
Passifs d'impôt différé	23	14 178	11 377
Autres passifs	20	7 987	8 148
		481 785	430 418
Capitaux propres			
Capital émis	21	81 363	82 459
Surplus d'apport		8 185	6 739
Cumul des autres éléments du résultat global	22	17 044	12 072
Résultats non distribués		323 046	289 649
		429 638	390 919
Total du passif et des capitaux propres		911 423 \$	821 337 \$

Engagements et éventualités (note 25)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin
Administrateur



Gilles Labbé
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2024	2023
Ventes	5	629 767 \$	543 622 \$
Coût des ventes	6, 7, 11	518 695	470 087
Marge brute		111 072	73 535
Frais de vente et d'administration	6, 7	55 270	48 556
Gains découlant de l'extinction d'un passif et de la cession d'activités	8	(3 961)	(1 219)
Résultat opérationnel		59 763	26 198
Frais financiers nets	9	14 275	7 575
Résultat avant impôt sur le résultat		45 488	18 623
Charge d'impôt sur le résultat	23	7 217	4 798
Résultat net		38 271 \$	13 825 \$
Bénéfice par action – de base et dilué	10	1,13	0,40

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2024	2023
Éléments pouvant être reclassés en résultat net			
Gains découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	22	1 129 \$	20 363 \$
Couvertures de flux de trésorerie :	22		
Gains nets (pertes nettes) sur évaluation des instruments financiers dérivés		1 760	(21 615)
Pertes nettes sur les instruments financiers dérivés reclassés en résultat net		3 386	7 193
Impôt différé		(1 359)	3 808
		3 787	(10 614)
Gains (pertes) sur les couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	22	65	(5 229)
Impôt différé		(9)	687
		56	(4 542)
Éléments qui ne sont jamais reclassés en résultat net			
Régimes de retraite à prestations définies :	24		
Gains (pertes) sur la réévaluation		1 126	(1 709)
Impôt différé		(297)	451
		829	(1 258)
Autres éléments du résultat global		5 801 \$	3 949 \$
Résultat net		38 271 \$	13 825 \$
Autres éléments du résultat global		5 801	3 949
Résultat global		44 072 \$	17 774 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2023		82 459 \$	6 739 \$	12 072 \$	289 649 \$	390 919 \$
Rachat et annulation d'actions ordinaires	21	(1 096)	—	—	(5 703)	(6 799)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	21	—	1 446	—	—	1 446
Résultat net		—	—	—	38 271	38 271
Autres éléments du résultat global	22	—	—	4 972	829	5 801
Solde au 31 mars 2024		81 363 \$	8 185 \$	17 044 \$	323 046 \$	429 638 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2022		82 189 \$	5 767 \$	6 865 \$	282 461 \$	377 282 \$
Actions ordinaires émises en vertu du régime d'options sur actions	21	1 437	(334)	—	—	1 103
Rachat et annulation d'actions ordinaires	21	(1 167)	—	—	(5 379)	(6 546)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	21	—	1 306	—	—	1 306
Résultat net		—	—	—	13 825	13 825
Autres éléments du résultat global	22	—	—	5 207	(1 258)	3 949
Solde au 31 mars 2023		82 459 \$	6 739 \$	12 072 \$	289 649 \$	390 919 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2024	2023
Trésorerie liée à ce qui suit :			
Activités d'exploitation			
Résultat net		38 271 \$	13 825 \$
Éléments hors trésorerie ou ne générant pas d'entrées de trésorerie :			
Charge d'amortissement	14, 15	36 382	36 387
Impôt différé	23	83	6 021
Extinction d'un passif	8	(3 961)	—
Frais financiers nets hors trésorerie	9	5 222	2 908
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	21	1 446	1 306
		77 443	60 447
Variation nette des éléments hors trésorerie	26	(74 510)	(30 387)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		2 933	30 060
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	14	(20 519)	(18 641)
Augmentation nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	15	(13 915)	(13 137)
Produit tiré de la cession d'activités		—	3 486
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(34 434)	(28 292)
Activités de financement			
Produit tiré de la dette à long terme	20	51 894	7 046
Remboursement de la dette à long terme	20	(18 998)	(75 747)
Augmentation des frais de financement différés	20	—	(245)
Rachat et annulation d'actions	21	(6 799)	(6 546)
Émission d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions	21	—	1 103
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		26 097	(74 389)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		149	949
Variation de la trésorerie au cours de l'exercice		(5 255)	(71 672)
Trésorerie au début de l'exercice		15 020	86 692
Trésorerie à la fin de l'exercice		9 765 \$	15 020 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :			
Intérêts payés		9 483 \$	6 946 \$
Intérêts reçus		430 \$	2 279 \$
Impôts payés		2 310 \$	2 636 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 600, tour Ouest, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (« Héroux-Devtek » ou la « Société ») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques d'avions.

La Société exerce ses activités dans un secteur d'exploitation, soit le secteur de l'aérospatiale.

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « HRX ».

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur, des provisions, qui sont évaluées selon la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour éteindre l'obligation, et des obligations au titre des prestations de retraite, qui sont évaluées à la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 21 mai 2024.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive. Les principales filiales en propriété exclusive de la Société comprises dans les présents états financiers consolidés sont les suivantes :

Nom	Emplacement géographique
Devtek Aerospace Inc.	Canada
HDI Landing Gear USA Inc.	États-Unis
APPH Limited	Royaume-Uni
Beaver Aerospace & Defense Inc.	États-Unis
Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A.	Espagne

Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société détient le pouvoir sur l'entité émettrice; qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice; et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir pour influencer sur le montant de ces rendements. La Société réévalue si elle contrôle ou non l'entité émettrice lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des trois éléments du contrôle mentionnés ci-dessus ont changé. Les modifications du pourcentage de participation de la Société dans les filiales, qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Le coût d'une acquisition est établi comme étant le total de la contrepartie payée, évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Pour chaque regroupement d'entreprises, la Société évalue la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur ou selon la quote-part de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle d'Héroux-Devtek Inc., selon des méthodes comptables uniformes. Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de comptes intersociétés sont complètement éliminés.

NOTE 3. MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle d'Héroux-Devtek et de ses activités au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain, celle des établissements au Royaume-Uni, la livre sterling, et celle des établissements en Espagne, l'euro. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

Conversion des transactions et des soldes de comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture, et les états des résultats sont convertis au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans les états des résultats consolidés.

B. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières (y compris les pièces achetées), les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire, à l'exception de certaines matières premières évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

Les produits en cours comprennent les matières premières consommées dans le processus de fabrication, les coûts de main-d'œuvre directe et coûts indirects de fabrication appliqués.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans les états des résultats consolidés à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

C. Immobilisations corporelles

Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point F). Ces coûts peuvent comprendre le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 25 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : 10 ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels des quantités déterminées par contrat.
- Pièces d'outillage standard et générales – 3 à 5 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus dans les états des résultats consolidés de l'exercice au cours duquel l'actif est décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actualisée du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Se reporter au point J de la présente note et à la note 4, *Principales estimations et hypothèses comptables*, pour de plus amples informations sur la provision au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

D. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, les relations clients et les contrats ainsi que les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice que l'actif incorporel pourrait être déprécié. La période et la méthode d'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont passées en revue chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs associés aux actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

Coûts de développement

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société peut démontrer :

- la faisabilité de l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'actif incorporel et de le mettre en service ou de le vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'actif;
- la façon dont l'actif générera des avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'actif incorporel;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction de la quantité prévue destinée à la vente. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients connexes.

La quantité prévue destinée à la vente est établie selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes existantes, des options existantes et des prévisions du client et de l'industrie. La direction mène des examens trimestriels des quantités établies par contrat, des coûts de développement capitalisés et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Habituellement, la phase de développement s'étend sur une période de quatre à sept ans. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

Relations clients

Les relations clients sont amorties selon la méthode linéaire sur les durées d'utilité estimatives des relations clients, ce qui représente une période d'au plus 15 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur une période de trois à sept ans.

E. Regroupement d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais liés à l'acquisition associés aux regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise sont attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

F. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars ou lorsque des circonstances particulières le justifient. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Les actifs non financiers autres que le goodwill sont soumis à un test de dépréciation si des événements ou circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable, ce que l'on évalue en comparant leur valeur comptable et leur valeur recouvrable, laquelle correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif non financier ou de l'UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

G. Actifs financiers

Comptabilisation initiale

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »), au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »). Le classement est fonction de deux critères, soit le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs, et la question de savoir si les flux de trésorerie contractuels des instruments correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le « critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels »). Les actifs financiers de la Société qui sont détenus dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers afin de recouvrer des flux de trésorerie contractuels qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels sont classés et évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers se composent de la trésorerie, des comptes clients et de certains autres actifs à court terme et à long terme.

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre qu'à la JVRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVRN

Les actifs financiers à la JVRN comprennent certains instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme instruments de couverture et qui, par conséquent, sont classés à la JVAERG. Les actifs financiers à la JVRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

Coût amorti

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils comprennent principalement les comptes clients et certains autres actifs à court terme et à long terme. Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Une provision pour créances douteuses est comptabilisée en cas de perte de valeur d'un compte client. Également, en vertu de l'approche prospective fondée sur les pertes de crédit attendues, tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la JVRN, sont soumis à un test de dépréciation au moins à chaque date de présentation de l'information financière. Les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus aux termes d'un contrat et tous les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir. Le déficit est ensuite actualisé à un taux qui est une approximation du taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Les modalités de paiement habituelles varient entre 30 et 60 jours et la Société considère qu'un actif financier est en défaut lorsque le recouvrement d'un compte client est en souffrance depuis 30 jours selon les modalités contractuelles. La Société peut également considérer qu'un actif financier est en défaut lorsque les renseignements internes ou externes indiquent qu'il est peu probable que la Société reçoive la totalité des montants contractuels dus. Le risque de crédit des comptes clients en souffrance est jugé plus élevé et la direction surveille étroitement ces comptes afin d'évaluer si le recouvrement final est à risque. Un actif financier est radié lorsqu'il n'est raisonnablement plus possible de s'attendre à recouvrer les flux de trésorerie contractuels, ce qui est généralement le cas si le compte client est en souffrance depuis 90 jours, à moins que la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère tardif convient davantage.

Pour ce qui est des comptes clients, la Société a appliqué l'approche simplifiée et a calculé les pertes de crédit attendues selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie, compte tenu des pertes de crédit historiques, ajustées en fonction de facteurs prospectifs en lien avec les débiteurs et le contexte économique. Si, dans un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur estimative augmente ou diminue en raison d'un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est augmentée ou diminuée en ajustant la valeur comptable des actifs financiers. Si un montant radié est recouvré ultérieurement, le recouvrement est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

JVAERG

Les contrats de change à terme sont comptabilisés à la juste valeur et la variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, s'il y a lieu.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

H. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN comprennent les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés à la JVAERG. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les gains et pertes sur les passifs financiers à la JVAERG sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Coût amorti

Les dettes, les comptes fournisseurs, les charges à payer et certains autres passifs sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, lorsqu'ils n'ont pas été désignés à la JVRN.

Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

I. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme et les swaps sur actions, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et aux autres fluctuations de prix. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés et ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Couvertures de flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger (voir ci-dessous). La couverture de l'exposition liée à la variabilité des flux de trésorerie est attribuable à un risque associé à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et sont appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été hautement efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés.

Couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger

Lorsque la Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger, la partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés à la cession des investissements nets connexes.

J. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse 12 mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôts qui reflète les risques propres au passif lorsque l'incidence est significative. Lorsque les provisions sont actualisées, leur actualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

Contrats déficitaires

Ils représentent des contrats en cours ou des bons de commande fermes des clients pour lesquels les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus des contrats. Les coûts inévitables correspondent aux coûts d'exécution des contrats et sont composés de tous les coûts directement liés aux contrats ainsi que des coûts marginaux, tels que les coûts de la main-d'œuvre directe et des matières premières, et d'une affectation des autres coûts, tels que l'amortissement.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La valeur actualisée de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et correspond à une estimation raisonnable de la valeur actualisée des coûts afférents aux obligations juridiques relatives à la remise en état future. Les coûts de mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité. Les changements dans l'estimation de ces coûts, la désactualisation et les changements de taux d'actualisation sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Garantie liée aux produits

Cette provision couvre le coût lié à la correction de défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Provision pour litiges, provision pour restructuration et autres provisions

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques estimatifs liés à ces litiges.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a mis en œuvre un plan de restructuration détaillé qui a été communiqué de façon suffisamment détaillée pour créer une obligation implicite. La provision pour restructuration ne comprend que les coûts directement liés au plan de restructuration, et est évaluée selon la meilleure estimation du montant requis pour régler les obligations de la Société.

K. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie des coûts engagés par la Société. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

L. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et des services passés liés à ces régimes de retraite est comptabilisé dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration au poste « Charges du personnel » dans les états des résultats consolidés, tandis que les frais d'administration liés à ces régimes de retraite sont inclus dans les frais de vente et d'administration. Les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts nets sur le surplus ou le déficit net sont comptabilisés dans les frais financiers.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés, les taux d'actualisation et d'autres facteurs actuariels.

Les passifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres passifs aux bilans consolidés représentent la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes.

Les actifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres actifs à long terme aux bilans consolidés représentent la juste valeur des actifs des régimes, moins la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies.

Les actifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite sont évalués au plus faible des deux montants suivants : l'excédent du régime à prestations définies et le plafond de l'actif.

Les réévaluations des régimes à prestations définies comprennent les gains et les pertes actuariels, les changements dans l'effet du plafond de l'actif ainsi que le rendement des actifs des régimes à l'exclusion du montant compris dans l'intérêt net sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies. Les réévaluations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles sont réalisées.

Les coûts des services passés découlant des modifications apportées aux régimes sont comptabilisés en totalité dans les états des résultats consolidés.

M. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'option sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises en faveur des dirigeants et employés clés. La Société utilise un modèle binomial pour déterminer, au moment de l'attribution, la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les états des résultats consolidés, et un montant correspondant est comptabilisé dans le surplus d'apport.

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

La Société offre un régime d'UAD en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la fin de leur mandat, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société multiplié par le nombre d'UAD dont les droits sont acquis.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 100 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période de un an. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les états des résultats consolidés, et un montant correspondant est comptabilisé dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à l'exercice et au paiement des UAD à la fin du mandat de chacun des administrateurs.

Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR »)

La Société offre un régime d'UAR dans le cadre du régime de rémunération incitative à l'intention des dirigeants et des employés clés. Les UAR sont généralement acquises sur une période de trois ans. Les UAR permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAR dont les droits sont acquis, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières.

Les UAR sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les états des résultats consolidés, et un montant correspondant est comptabilisé dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAR à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

Régime d'unités actions incessibles (« UAI »)

La Société offre un régime d'UAI dans le cadre du régime de rémunération incitative à l'intention des dirigeants et des employés clés. Les droits aux UAI s'acquiescent à la date du troisième anniversaire de l'attribution et sont versés aux employés encore au service de la Société à la date du versement. Les UAI permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAI dont les droits sont acquis.

Les UAI sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les états des résultats consolidés, et un montant correspondant est comptabilisé dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAI à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

N. Comptabilisation des produits

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des escomptes estimés. Les ventes intersociétés sont éliminées. Les produits de la vente de biens sont comptabilisés de manière à illustrer le transfert des biens promis à un client selon un montant reflétant la contrepartie attendue en échange du transfert de ces biens. L'application de ce concept se déroule en cinq étapes :

1. Identifier le contrat conclu avec un client
2. Identifier les obligations de prestation prévues au contrat
3. Déterminer le prix de transaction
4. Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat
5. Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli ou à mesure qu'elle remplit une obligation de prestation, généralement à la livraison des produits

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de composantes aéronautiques nouvelles ou remises en état sont considérés comme une seule et même obligation de prestation et sont comptabilisés au moment précis où le client a obtenu le contrôle de la composante et que la Société a rempli son obligation de prestation. En général, ces conditions sont satisfaites à la livraison des biens.

O. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt ainsi que les subventions, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions connexes seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un élément de charge, elle est comptabilisée en tant que réduction de la charge au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée subventionner. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe.

Les prêts non remboursables sous conditions des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspondent, à la date d'octroi, à la différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans le bilan consolidé. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspond à la valeur actualisée de tous les décaissements futurs de trésorerie, calculée à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

Après la comptabilisation initiale, le prêt est comptabilisé comme un passif financier évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les remboursements sont fondés essentiellement sur la croissance des ventes de la Société, ou sur les ventes de programmes particuliers. Les hypothèses sous-jacentes aux ventes prévues, qui sont passées en revue au moins une fois l'an, servent à établir le calendrier des remboursements prévus. Lorsque le calendrier des remboursements prévus est modifié, en raison de changements dans les prévisions de croissance des ventes, la Société recalcule la valeur comptable du prêt en utilisant le taux d'intérêt effectif initial, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les frais financiers.

P. Impôts et taxes

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;
- en ce qui concerne les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les autres différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera réalisé, contre lequel la Société pourra appliquer les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et si l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxes de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant des taxes de vente, sauf lorsque les taxes de vente payables sur l'achat de biens ou de services ne sont pas recouvrables auprès des administrations fiscales, auquel cas les taxes de vente sont comptabilisées dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant des taxes de vente, le cas échéant.

Le montant net des taxes de vente recouvrables auprès de l'administration fiscale, ou payables à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé.

Q. Bénéfice par action

Le bénéfice de base et dilué par action est calculé à partir du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Cette méthode suppose que le produit provenant de l'exercice des options sur actions dans le cours serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

R. Contrats de location

Les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives sont comptabilisés à la date de début du contrat. Certaines exemptions s'appliquent aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. Le coût est fondé sur le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien sous-jacent ou pour la restauration du lieu sur lequel repose le bien, déduction faite des avantages incitatifs reçus.

Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation est périodiquement diminué de la charge d'amortissement et des pertes de valeurs, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte, étant donné que ce mode reflète le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs. La durée du contrat de location comprend les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les durées des contrats de location s'échelonnent de 1 an à 20 ans pour les bâtiments et de 1 an à 7 ans pour la machinerie, l'équipement et l'outillage.

Obligations locatives

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise les obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers à effectuer sur la durée du contrat de location. Les paiements de loyers comprennent principalement les paiements fixes, déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, et le prix d'exercice de l'option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements. Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, la Société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Après la date de début, le montant des obligations locatives est majoré pour refléter l'accumulation des intérêts et réduit en fonction des paiements de loyers versés. En outre, la valeur comptable des obligations locatives est réévaluée s'il y a une modification, un changement dans la durée du contrat de location, un changement aux paiements de loyers fixes en substance ou un changement dans l'appréciation visant à déterminer si le bien sous-jacent sera acheté.

La Société détermine la durée du contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer ou les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Après la date de début, la Société revoit la durée du contrat de location s'il se produit un événement ou changement de circonstance important qui dépend de sa volonté et qui a une incidence sur sa capacité d'exercer ou non l'option de renouvellement (p. ex. un changement de la stratégie d'affaires).

NOTE 4. PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

A. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur une approche par le marché, qui est basée sur des multiples du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA », mesure non conforme aux IFRS), moins les coûts marginaux imputables à la vente, pour des transactions importantes récentes dans le secteur. La valeur recouvrable est très sensible au multiple sélectionné ainsi qu'aux prévisions liées aux produits et à la marge du BAIIA utilisées pour déterminer les flux de trésorerie futurs prévus, comme il est expliqué plus en détail à la note 16.

B. Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

C. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 24.

D. Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

E. Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction de la croissance des ventes de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance des ventes sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine (« OEM »), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

NOTE 5. VENTES

Le montant des ventes comptabilisées par segment de marché se présente comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Défense	386 400 \$	372 942 \$
Civil	243 367	170 680
Total des ventes	629 767 \$	543 622 \$

Les ventes d'après l'emplacement géographique des clients se présentent comme suit pour les exercices :

	2024	2023
États-Unis	358 522 \$	333 914 \$
Canada	36 156	24 308
Royaume-Uni	49 615	33 863
Espagne	50 917	41 560
Reste de l'Europe	68 064	68 463
Autres pays	66 493	41 514
	629 767 \$	543 622 \$

NOTE 6. AIDE GOUVERNEMENTALE

L'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (note 15)	1 450 \$	1 010 \$
Immobilisations corporelles (note 14)	69	78
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	8 496	5 656

NOTE 7. COÛT DES VENTES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments de ces charges s'établissent comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Matières premières et pièces achetées	230 775 \$	203 379 \$
Charges du personnel	215 872	191 723
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (notes 14 et 15)	36 382	36 387
Fournitures et petits outils	24 979	22 737
Entretien et réparation de machinerie	17 892	16 104
Autres	48 065	48 313
	573 965 \$	518 643 \$
Élément compris dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration :		
Pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets	61	105

NOTE 8. GAINS DÉCOULANT DE L'EXTINCTION D'UN PASSIF ET DE LA CESSIION D'ACTIVITÉS

Les gains découlant de l'extinction d'un passif et de la cession d'activités sont des éléments qui, lorsqu'ils sont présentés séparément, peuvent être utiles aux utilisateurs des états financiers pour interpréter la performance financière de la Société. Ces éléments n'ont pas la même fonction que ceux qui sont inclus dans les autres postes des états financiers et ne sont généralement pas aussi représentatifs du rendement opérationnel passé ou futur de la Société.

	2024	2023
Extinction d'un passif	(3 961) \$	— \$
Cession d'activités	—	(1 219)
	(3 961) \$	(1 219) \$

Extinction d'un passif

Au cours de l'exercice, une provision de 3 961 \$ liée à l'acquisition antérieure d'une entreprise a été éteinte en raison de l'expiration de l'engagement d'indemnisation.

Cession d'activités

Les objectifs commerciaux stipulés dans l'entente conclue au cours de l'exercice 2022 relativement à la vente des activités de Bolton de la Société à Ontic Engineering & Manufacturing UK Limited ont été atteints en septembre 2022, ce qui a donné lieu à un gain net de 1 219 \$ pour l'exercice 2023.

NOTE 9. FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets se présentent comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	3 125 \$	3 140 \$
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (note 19)	602	(1 207)
Intérêts sur les obligations au titre des prestations définies (note 24)	(164)	(194)
Intérêts sur les contrats de location (note 19)	891	840
Amortissement des frais de financement différés	469	475
Autres frais (produits) financiers hors trésorerie, montant net	299	(146)
Frais financiers nets hors trésorerie	5 222	2 908
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	9 483	6 946
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie	(430)	(2 279)
	14 275 \$	7 575 \$

NOTE 10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice de base et dilué par action pour les exercices :

	2024	2023
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	33 834 158	34 384 106
Effet dilutif des options sur actions de la Société	155 633	100 857
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	33 989 791	34 484 963
Options exclues du calcul du bénéfice dilué par action ¹	952 000	1 288 000

¹ Exclues du calcul du bénéfice dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

NOTE 11. STOCKS

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Matières premières et pièces achetées	159 634 \$	130 618 \$
Produits en cours	159 726	129 625
Produits finis	3 990	2 752
	323 350 \$	262 995 \$

Le montant des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour l'exercice 2024 s'est élevé à 395 187 \$ (357 105 \$ pour l'exercice 2023).

Les provisions liées aux stocks se présentent comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Provisions constatées à titre de coût des ventes	7 117 \$	3 599 \$
Reprises de provisions d'exercices antérieurs	3 980	2 317

Les reprises de provisions d'exercices antérieurs sont essentiellement le résultat de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente, de la demande future et des coûts de fabrication connexes. La réévaluation tient compte des variations du prix de vente et du nombre d'unités à livrer, de même que de la baisse des coûts de production résultant de l'amélioration des processus de fabrication.

NOTE 12. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Actifs à court terme		
Contrats de change à terme	638 \$	386 \$
Swap sur actions	2 140	—
	2 778 \$	386 \$
Actifs à long terme		
Contrats de change à terme	1 840 \$	468 \$
	1 840 \$	468 \$
Passifs à court terme		
Contrats de change à terme	3 147 \$	5 493 \$
	3 147 \$	5 493 \$
Passifs à long terme		
Contrats de change à terme	2 692 \$	4 771 \$
Swap sur actions	—	124
	2 692 \$	4 895 \$

NOTE 13. AUTRES ACTIFS

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	11 996 \$	9 907 \$
Frais payés d'avance	6 138	5 917
Taxes de vente à recevoir	4 127	4 504
Autres	2 325	1 887
Autres actifs à court terme	24 586 \$	22 215 \$
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	2 272	2 514
Créance à long terme	8 920	9 611
Actif net au titre des régimes de retraite (note 24)	5 495	4 707
Autres actifs à long terme	16 687 \$	16 832 \$

NOTE 14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2023	16 403 \$	136 773 \$	296 346 \$	24 288 \$	3 570 \$	477 380 \$
Acquisitions	—	5 793	13 213	2 859	2 135	24 000
Aide gouvernementale (note 6)	—	(42)	(27)	—	—	(69)
Mises hors service et cessions	—	(277)	(945)	(1 018)	—	(2 240)
Incidence des variations des taux de change	(33)	118	1 086	51	15	1 237
Au 31 mars 2024	16 370 \$	142 365 \$	309 673 \$	26 180 \$	5 720 \$	500 308 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2023	— \$	56 160 \$	199 160 \$	16 570 \$	— \$	271 890 \$
Charge d'amortissement	—	6 576	20 604	2 282	—	29 462
Mises hors service et cessions	—	(277)	(906)	(1 017)	—	(2 200)
Incidence des variations des taux de change	—	19	523	109	—	651
Au 31 mars 2024	— \$	62 478 \$	219 381 \$	17 944 \$	— \$	299 803 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2024	16 370 \$	79 887 \$	90 292 \$	8 236 \$	5 720 \$	200 505 \$

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2022	15 758 \$	128 144 \$	280 581 \$	20 782 \$	2 443 \$	447 708 \$
Acquisitions	—	3 280	11 749	3 868	1 101	19 998
Aide gouvernementale (note 6)	—	—	—	(78)	—	(78)
Mises hors service et cessions	—	(103)	—	(982)	—	(1 085)
Incidence des variations des taux de change	645	5 452	4 016	698	26	10 837
Au 31 mars 2023	16 403 \$	136 773 \$	296 346 \$	24 288 \$	3 570 \$	477 380 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2022	— \$	47 618 \$	176 382 \$	14 870 \$	— \$	238 870 \$
Charge d'amortissement	—	6 416	19 301	2 117	—	27 834
Mises hors service et cessions	—	(101)	—	(984)	—	(1 085)
Incidence des variations des taux de change	—	2 227	3 477	567	—	6 271
Au 31 mars 2023	— \$	56 160 \$	199 160 \$	16 570 \$	— \$	271 890 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2023	16 403 \$	80 613 \$	97 186 \$	7 718 \$	3 570 \$	205 490 \$

Actifs au titre de droits d'utilisation

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation de la Société aux 31 mars 2024 et 2023 inclus dans les immobilisations corporelles :

	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Total
Coût :				
Au 31 mars 2023	16 813 \$	46 022 \$	2 883 \$	65 718 \$
Acquisitions	1 718	565	477	2 760
Incidence des variations des taux de change	70	(127)	12	(45)
Au 31 mars 2024	18 601 \$	46 460 \$	3 372 \$	68 433 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2023	7 541 \$	31 174 \$	1 347 \$	40 062 \$
Charge d'amortissement	1 308	3 647	713	5 668
Incidence des variations des taux de change	(33)	55	(7)	15
Au 31 mars 2024	8 816 \$	34 876 \$	2 053 \$	45 745 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2024	9 785 \$	11 584 \$	1 319 \$	22 688 \$

	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Total
Coût :				
Au 31 mars 2022	17 121 \$	45 942 \$	2 277 \$	65 340 \$
Acquisitions	606	73	470	1 149
Incidence des variations des taux de change	(914)	7	136	(771)
Au 31 mars 2023	16 813 \$	46 022 \$	2 883 \$	65 718 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2022	6 212 \$	27 734 \$	1 432 \$	35 378 \$
Charge d'amortissement	1 179	4 037	682	5 898
Incidence des variations des taux de change	150	(597)	(767)	(1 214)
Au 31 mars 2023	7 541 \$	31 174 \$	1 347 \$	40 062 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2023	9 272 \$	14 848 \$	1 536 \$	25 656 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Acquisitions brutes	24 000 \$	19 998 \$
Aide gouvernementale (note 6)	(69)	(78)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	23 931	19 920
Ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation hors trésorerie	(2 760)	(1 149)
Variation des acquisitions non payées incluses dans les comptes fournisseurs et charges à payer à la fin de l'exercice	(652)	(130)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	20 519 \$	18 641 \$

Au 31 mars 2024, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties était de 162 562 \$ (131 388 \$ au 31 mars 2023).

NOTE 15. ACTIFS INCORPORELS À DURÉE D'UTILITÉ DÉTERMINÉE

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2023	37 525 \$	23 192 \$	69 155 \$	129 872 \$
Acquisitions	13 130	5 670	—	18 800
Financement de clients	(3 435)	—	—	(3 435)
Aide gouvernementale (note 6)	(1 254)	(196)	—	(1 450)
Mises hors service et cessions	—	(498)	—	(498)
Incidence des variations des taux de change	1	55	285	341
Au 31 mars 2024	45 967 \$	28 223 \$	69 440 \$	143 630 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2023	16 654 \$	18 209 \$	41 355 \$	76 218 \$
Charge d'amortissement	1 845	1 550	3 525	6 920
Mises hors service et cessions	—	(498)	—	(498)
Incidence des variations des taux de change	—	58	374	432
Au 31 mars 2024	18 499 \$	19 319 \$	45 254 \$	83 072 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2024	27 468 \$	8 904 \$	24 186 \$	60 558 \$

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2022	26 337 \$	20 889 \$	65 539 \$	112 765 \$
Acquisitions	15 056	1 750	—	16 806
Financement de clients	(2 858)	—	—	(2 858)
Aide gouvernementale (note 6)	(1 010)	—	—	(1 010)
Mises hors service et cessions	—	(349)	—	(349)
Incidence des variations des taux de change	—	902	3 616	4 518
Au 31 mars 2023	37 525 \$	23 192 \$	69 155 \$	129 872 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2022	14 464 \$	16 450 \$	34 531 \$	65 445 \$
Charge d'amortissement	2 190	1 298	5 065	8 553
Mises hors service et cessions	—	(349)	—	(349)
Incidence des variations des taux de change	—	810	1 759	2 569
Au 31 mars 2023	16 654 \$	18 209 \$	41 355 \$	76 218 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2023	20 871 \$	4 983 \$	27 800 \$	53 654 \$

NOTE 16. GOODWILL

Le goodwill a évolué comme suit au cours des exercices :

	2024	2023
Solde au début de l'exercice	112 384 \$	108 200 \$
Incidence des variations des taux de change	1 267	4 184
Solde à la fin de l'exercice	113 651 \$	112 384 \$

Au 31 mars 2024, la Société a révisé son évaluation des UGT aux fins du test de dépréciation. Compte tenu de l'intégration croissante de ses activités, la Société a regroupé les UGT qu'elle avait identifiées au 31 mars 2023 (Amérique du Nord, Royaume-Uni et Espagne) en une seule UGT, soit Composantes aéronautiques.

Le goodwill affecté aux UGT se présente comme suit pour les exercices clos les :

	31 mars 2024	31 mars 2023
Amérique du Nord	— \$	23 902 \$
Royaume-Uni	—	59 943
Espagne	—	28 539
Composantes aéronautiques	113 651	—
	113 651 \$	112 384 \$

Pour le test de dépréciation annuel réalisé à la date de changement touchant les UGT, la Société a utilisé la juste valeur diminuée des coûts de la vente en s'appuyant sur une approche par le marché; il s'agit d'un changement de méthode par rapport au test au 31 mars 2023 (méthode de la valeur d'utilité). La direction estime que la juste valeur diminuée des coûts de la vente rend mieux compte de la valeur réelle de la Société. Cette méthode permet de déterminer la juste valeur au moyen d'un multiple du BAIIA (mesure non conforme aux IFRS) obtenu à partir de transactions importantes récentes dans le secteur et se situant dans une fourchette de 11,3x à 17x (niveau 3). La direction a établi un budget pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025, lequel a été approuvé par le conseil d'administration. Les projections ont été préparées à partir des données historiques, du carnet de commandes existant, des nouvelles commandes attendues et des tendances futures prévues par la Société. Un multiple d'évaluation a ensuite été appliqué au BAIIA projeté pour établir la valeur recouvrable. La Société a conclu que la valeur recouvrable des UGT soumises au test de dépréciation annuel était supérieure à leur valeur comptable. Par conséquent, aucune charge de dépréciation n'a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente comprennent les estimations des produits et les prévisions de la marge du BAIIA ainsi que le multiple d'évaluation. Aucun changement raisonnable dans les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable ne donnerait lieu à une dépréciation du goodwill.

NOTE 17. COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Comptes fournisseurs ¹	87 042 \$	89 521 \$
Charges à payer ²	51 669	38 155
Autres	4 007	3 343
Comptes fournisseurs et charges à payer	142 718 \$	131 019 \$

¹⁾ Les comptes fournisseurs sont généralement réglés dans un délai de 30 à 60 jours.

²⁾ Les charges à payer comprennent principalement des passifs liés au personnel.

NOTE 18. PROVISIONS

	Contrats déficitaires	Obligations liées à la mise hors service d'immobili- sations	Garantie liée aux produits	Autres (note 25)	Total
Au 31 mars 2023	6 701 \$	6 000 \$	9 323 \$	10 184 \$	32 208 \$
Constituées au cours de l'exercice	428	—	2 069	2 742	5 239
Charges au titre de la désactualisation	—	220	—	—	220
Utilisées	(1 101)	(29)	(1 589)	(244)	(2 963)
Reprises (note 8)	(170)	—	(1 862)	(6 342)	(8 374)
Ajustements du taux d'actualisation	—	82	(39)	(25)	18
Incidence des variations des taux de change	(3)	—	17	21	35
Au 31 mars 2024	5 855 \$	6 273 \$	7 919 \$	6 336 \$	26 383 \$
Moins : tranche à court terme	1 670	—	5 491	5 004	12 165
Tranche à long terme	4 185 \$	6 273 \$	2 428 \$	1 332 \$	14 218 \$

NOTE 19. DETTE À LONG TERME

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (« facilité renouvelable »)	40 999 \$	— \$
Prêts des autorités gouvernementales	88 642	89 032
Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti (« emprunt à terme »)	75 000	75 000
Obligations locatives	14 987	15 946
Frais de financement différés, montant net	(1 601)	(2 070)
	218 027	177 908
Moins : tranche à court terme	16 263	11 425
Dettes à long terme	201 764 \$	166 483 \$

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie

La facilité renouvelable d'un montant maximal de 250 000 \$, dont un montant de 40 999 \$ avait été emprunté au 31 mars 2024, porte intérêt au taux SOFR majoré de 1,1 %, soit un taux effectif de 6,4 % (taux SOFR majoré de 1,1 %, soit 5,9 %, au 31 mars 2023). Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter la limite d'un montant additionnel de 200 000 \$, sous réserve de l'approbation des prêteurs, et est garantie par la quasi-totalité des actifs de la Société et de ses filiales. La facilité renouvelable vient à échéance en juin 2027.

Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de recherche et de développement. Ces prêts ont été contractés en vertu de programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols afin de promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis selon un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits d'Héroux-Devtek. Les prêts ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers nets.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Au 31 mars 2024, la Société avait révisé le calendrier estimatif de remboursement de ses prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte de la mise à jour des hypothèses et des données. Cet ajustement a donné lieu à une perte hors trésorerie de 602 \$ (gain de 1 207 \$ pour l'exercice 2023), qui est inclus dans les frais financiers nets (voir la note 9).

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts se situaient dans une fourchette de 0,0 % à 6,6 % au 31 mars 2024 (de 0,0 % à 6,6 % au 31 mars 2023).

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti

La Société a conclu une facilité d'emprunt à terme auprès du Fonds de solidarité FTQ pour un montant pouvant atteindre 75 000 \$. Aux 31 mars 2024 et 2023, cette facilité de crédit était entièrement utilisée.

La facilité d'emprunt à terme vient à échéance en septembre 2028 et porte intérêt au taux de 5,0 %, et la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés à compter de septembre 2024, sous réserve de certains frais.

Obligations locatives

Le taux d'emprunt marginal appliqué aux obligations locatives comptabilisées au 31 mars 2024 se situait dans une fourchette de 2,1 % à 13,9 % pour les contrats de location (2,1 % à 11,0 % au 31 mars 2023), échéant entre avril 2024 et mai 2039.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des obligations locatives :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Solde au début de l'exercice	15 946 \$	20 497 \$
Ajouts	2 760	1 149
Paielements de loyers	(4 654)	(6 703)
Charge d'intérêts sur les obligations locatives (note 9)	891	840
Incidence des variations des taux de change	44	163
	14 987 \$	15 946 \$

La charge relative aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur pour les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023 était négligeable.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la dette à long terme.

	31 mars 2024	31 mars 2023
Dette à long terme au début de l'exercice	177 908 \$	236 526 \$
Augmentation de la dette à long terme	54 654	8 195
Remboursement de la dette à long terme	(18 998)	(75 747)
Amortissement des frais de financement différés (note 9)	469	475
Augmentation des frais de financement différés	—	(245)
Intérêts au titre de la désactualisation et ajustements des prêts des autorités gouvernementales (note 9)	3 727	1 933
Intérêts au titre de la désactualisation de l'obligation locative (note 9)	891	840
Incidence des fluctuations de change	(624)	5 931
Dette à long terme à la fin de l'exercice	218 027 \$	177 908 \$

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de ses filiales. Au 31 mars 2024, la Société respectait les clauses restrictives auxquelles elle était assujettie.

NOTE 20. AUTRES PASSIFS

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Facturations progressives	6 804 \$	5 617 \$
Obligations nettes au titre des prestations définies (note 24)	566	953
Autres	617	1 578
Autres passifs	7 987 \$	8 148 \$

NOTE 21. CAPITAL ÉMIS

Autorisé

Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Il n'y a aucune action privilégiée en circulation.

Les variations des actions ordinaires émises et entièrement libérées se présentent comme suit pour les exercices :

	2024		2023	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Solde au début de l'exercice	34 107 073	82 459 \$	34 486 776	82 189 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	—	—	103 000	1 437
Rachat et annulation	(453 503)	(1 096)	(482 703)	(1 167)
Solde à la fin de l'exercice	33 653 570	81 363 \$	34 107 073	82 459 \$

Le 8 août 2023, la Société a annoncé qu'elle procédait à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, visant le rachat et l'annulation d'un nombre maximal de 1 791 984 actions ordinaires sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou d'autres systèmes de négociation. L'offre publique de rachat a commencé le 10 août 2023 et se terminera le 9 août 2024, ou à toute date antérieure à laquelle la Société aurait racheté le nombre maximal d'actions ordinaires permis aux termes de l'offre publique de rachat ou à laquelle la Société aurait décidé de ne pas procéder à d'autres rachats dans le cadre de celle-ci.

Au 31 mars 2024, la Société avait racheté et annulé 453 503 actions ordinaires pour une contrepartie en trésorerie de 6 799 \$, ce qui correspondait à un prix moyen pondéré de 14,99 \$ l'action (482 703 actions ordinaires pour une contrepartie en trésorerie de 6 546 \$, ce qui correspondait à un prix moyen pondéré de 13,56 \$ l'action au 31 mars 2023). Un montant de 5 703 \$ au titre de l'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable a été imputé aux résultats non distribués.

Rémunération fondée sur des actions

A. Régime d'options sur actions

La Société attribue des options sur actions à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont essentiellement acquis sur une période de quatre ans. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

L'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2024		2023	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	1 635 500	14,59 \$	1 503 750	14,19 \$
Attribuées	370 000	14,07	247 000	15,42
Exercées	—	—	(103 000)	10,71
Échues	(96 000)	15,01	(2 250)	10,71
Annulées ou frappées d'extinction	(14 000)	14,46	(10 000)	15,42
Solde à la fin de l'exercice	1 895 500	14,47 \$	1 635 500	14,59 \$

La charge au titre des options sur actions s'est établie à 1 446 \$ pour l'exercice 2024 (1 306 \$ pour l'exercice 2023). Le prix moyen pondéré à la date d'exercice des actions visées par les options sur actions pour l'exercice 2023 était de 15,85 \$.

Les options sur actions attribuées sont comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Nombre d'options sur actions attribuées	370 000	247 000
Juste valeur moyenne pondérée par option sur actions	5,70 \$	6,12 \$
Juste valeur totale	2 109 \$	1 512 \$
Prix d'exercice	14,07 \$	15,42 \$
Durée prévue	5,5 ans	5,5 ans
Volatilité prévue	37 %	36 %
Taux d'extinction prévu	1,4 %	1,3 %
Distribution de dividende prévue	Aucune	Aucune
Taux d'intérêt composé sans risque	2,9 %	2,8 %

Au 31 mars 2024, 1 895 500 options sur actions étaient émises et en cours comme suit :

Options en cours			Options dont les droits sont acquis		
Prix d'exercice	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
9,83 \$	347 500	3,16	9,83 \$	260 250	9,83 \$
14,07 \$ à 15,42 \$	829 000	4,40	14,69	294 250	15,03
16,03 \$ à 17,45 \$	719 000	2,42	16,45	624 500	16,30
	1 895 500	3,42	14,47 \$	1 179 000	14,55 \$

Au 31 mars 2024, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission à l'exercice d'options sur actions, dont 2 122 662 actions n'avaient pas encore été émises, contre 2 122 662 actions au 31 mars 2023.

B. Régime d'unités d'actions différées (« UAD »), régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR ») et régime d'unités d'actions incessibles (« UAI »)

L'évolution des UAR, UAD et UAI en cours se présente comme suit pour les exercices clos les 31 mars :

	2024			2023		
	UAR	UAD	UAI	UAR	UAD	UAI
<i>Nombre d'unités</i>						
Solde d'ouverture	304 850	256 406	—	285 350	199 471	—
Émises	162 431	52 566	88 350	129 300	56 935	—
Réglées	(101 100)	—	—	(98 200)	—	—
Annulées / frappées d'extinction	(12 000)	—	(2 950)	(11 600)	—	—
Solde de clôture	354 181	308 972	85 400	304 850	256 406	—
Juste valeur des unités en cours dont les droits sont acquis, à la fin de la période	4 648 \$	5 481 \$	431 \$	3 185 \$	3 242 \$	— \$

La charge de rémunération à l'égard des UAR, des UAD et des UAI s'est élevée à 5 669 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 (charge de 293 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023).

NOTE 22. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2023	23 368 \$	(5 977) \$	(5 319) \$	12 072 \$
Autres éléments du résultat global	1 129	3 787	56	4 972
Solde au 31 mars 2024	24 497 \$	(2 190) \$	(5 263) \$	17 044 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2022	3 005 \$	4 637 \$	(777) \$	6 865 \$
Autres éléments du résultat global	20 363	(10 614)	(4 542)	5 207
Solde au 31 mars 2023	23 368 \$	(5 977) \$	(5 319) \$	12 072 \$

NOTE 23. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2024	2023
États des résultats consolidés		
Charge (recouvrement) d'impôt exigible	7 134 \$	(1 223) \$
Charge d'impôt différé	83	6 021
Charge d'impôt sur le résultat présentée dans les états des résultats consolidés	7 217 \$	4 798 \$
États des variations des capitaux propres consolidés		
Charge (recouvrement) se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux résultats non distribués	297 \$	(451) \$
Charge (recouvrement) se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	1 368	(4 495)
Charge d'impôt sur le résultat présenté directement dans les capitaux propres	1 665 \$	(4 946) \$

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Impôt sur le résultat au taux combiné d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,5 % (26,4 % en 2023)	12 054 \$	4 935 \$
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(588)	(152)
Différences permanentes	(803)	183
(Comptabilisation) réduction de valeur d'actifs d'impôt différé	(2 798)	656
Autres éléments	(648)	(824)
Charge d'impôt sur le résultat	7 217 \$	4 798 \$

Les principaux actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé découlant des différences temporaires sont les suivants :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Actifs d'impôt différé		
Provisions non déductibles	8 772 \$	6 605 \$
Stocks	6 409	5 984
Débiteurs	157	150
Instruments financiers dérivés	807	2 323
Obligations locatives	2 272	1 908
Prêts des autorités gouvernementales	1 572	665
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales et dépenses déductibles reportées en avant	11 023	14 854
Total des actifs d'impôt différé	31 012 \$	32 489 \$
Passifs d'impôt différé		
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt	(2 096)	(830)
Immobilisations corporelles	(24 843)	(25 030)
Relations clients et contrats	(7 914)	(8 698)
Total des passifs d'impôt différé	(34 853) \$	(34 558) \$
Passifs d'impôt différé nets	(3 841) \$	(2 069) \$

Les actifs d'impôt différé nets sont compris dans les postes suivants des bilans consolidés :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Actifs d'impôt différé	10 337 \$	9 308 \$
Passifs d'impôt différé	(14 178)	(11 377)
Passifs d'impôt différé nets	(3 841) \$	(2 069) \$

Des actifs d'impôt différé nets de 10 680 \$ étaient comptabilisés au 31 mars 2024 (12 015 \$ au 31 mars 2023) dans des juridictions fiscales qui ont subi des pertes au cours des exercices précédents. Compte tenu du niveau de résultat imposable historique ou des projections de résultat imposable futur, la direction de la Société est d'avis qu'il est probable que la Société réalisera toutes les économies liées à ces différences temporaires déductibles et ces pertes autres qu'en capital reportées en avant.

Au 31 mars 2024, les pertes autres qu'en capital reportées en avant et les autres différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés totalisaient 20 270 \$ (36 919 \$ au 31 mars 2023).

La Société avait les pertes autres qu'en capital et les charges d'intérêts non déduites disponibles pour report en avant suivantes :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Canada	9 217 \$	14 364 \$
États-Unis	68 916	83 017
Royaume-Uni	13 606	12 431
Espagne	—	3 765
	91 739 \$	113 577 \$

Au 31 mars 2024, la Société s'attendait à recouvrer ou à régler des actifs d'impôt différé de 11 037 \$ et des passifs d'impôt différé de 4 654 \$ dans moins d'un an.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2024, les différences temporaires associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'avait pas été comptabilisé étaient de 29 595 \$ (23 840 \$ au 31 mars 2023).

NOTE 24. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

Total des paiements en numéraire

Pour l'exercice 2024, le total des paiements en numéraire relatifs aux avantages du personnel, composé des cotisations versées en numéraire par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés et des paiements en numéraire directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés, s'est élevé à 804 \$ (1 028 \$ pour l'exercice 2023), alors que les cotisations versées en numéraire à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 3 948 \$ (3 746 \$ pour l'exercice 2023).

Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées à la date de l'évaluation actuarielle de chaque régime et projetées au 31 mars pour un régime, la date d'évaluation étant le 31 mars pour les autres régimes.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels comme :

- Le risque lié à l'espérance de vie
 - La valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies est calculée en partie en fonction de l'espérance de vie estimée des participants au régime. Une augmentation de l'espérance de vie entraîne une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de change
 - Une tranche importante des actifs des régimes est investie dans des actions étrangères, par conséquent, un accroissement de la valeur du dollar canadien par rapport à la monnaie dans laquelle ces actions étrangères sont libellées entraînerait une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de taux d'intérêt
 - Une diminution des taux d'intérêt du marché entraînerait une diminution du taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies, ce qui se traduirait par une hausse de ces obligations. Cette hausse serait en partie compensée par une augmentation connexe de la valeur des obligations détenues par les régimes.
- Le risque d'investissement
 - Le risque d'investissement correspond au risque que le rendement des actifs des régimes soit moins élevé que le taux d'intérêt des obligations des sociétés utilisé pour calculer le taux d'actualisation. À l'heure actuelle, la composition des régimes comprend 44 % de fonds d'actions, 31 % de titres de créance, 13 % de contrats de rente sans rachat des engagements, 8 % de titres liés à l'immobilier et à l'infrastructure et 4 % d'autres fonds. Compte tenu de la nature à long terme des obligations au titre des régimes à prestations définies, la Société juge approprié qu'une tranche raisonnable des actifs des régimes soit investie dans des titres de capitaux propres et d'autres fonds afin de dégager un rendement à long terme des actifs des régimes.

Le rapprochement de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes et des montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	59 895 \$	58 966 \$
Juste valeur des actifs des régimes	73 203	68 980
Excédent irrécouvrable (effet du plafond de l'actif)	(8 039)	(5 876)
Situation de capitalisation des régimes – excédent	5 269	4 138
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(340)	(384)
Actif net au titre des régimes de retraite	4 929 \$	3 754 \$
Montant comptabilisé dans les autres actifs à long terme (note 13)	5 495	4 707
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme (note 20)	(566)	(953)

Le total de la charge au titre des régimes à prestations définies qui a été comptabilisée dans les états des résultats consolidés est comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Coût des services rendus au cours de l'exercice	555 \$	791 \$
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 9)	(164)	(194)
Frais d'administration	439	293
Total de la charge au titre des régimes à prestations définies comptabilisée dans les états des résultats consolidés	830 \$	890 \$

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Réévaluations		
Gains découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	181	6 565
(Pertes) gains liés à l'expérience	211	(166)
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	2 613	(2 232)
Variation de l'excédent irrécouvrable autre que les intérêts	(1 879)	(5 876)
Autres éléments du résultat global	1 126 \$	(1 709) \$

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes est comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	5 898 \$	422 \$

La variation de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies est la suivante pour les exercices :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	59 350 \$	64 916 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	555	791
Charges d'intérêts	2 850	2 460
Cotisations des participants aux régimes	755	699
Gains découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	(181)	(6 565)
Gains liés à l'expérience	(211)	166
Prestations payées	(2 883)	(3 117)
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	60 235 \$	59 350 \$

La juste valeur des actifs des régimes se présente comme suit :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	68 980 \$	70 241 \$
Produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	3 285	2 654
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	2 613	(2 232)
Cotisations de l'employeur	804	1 028
Cotisations des participants aux régimes	755	699
Prestations payées	(2 795)	(3 117)
Frais d'administration	(439)	(293)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	73 203 \$	68 980 \$

Les actifs des régimes sont les suivants :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Titres de capitaux propres	44 %	52 %
Titres de créance	31 %	30 %
Contrats de rente sans rachat des engagements	13 %	14 %
Immobilier et infrastructure	8 %	— %
Autres	4 %	4 %
Total	100 %	100 %

Principales hypothèses

Les principales hypothèses moyennes pondérées utilisées à la date de clôture sont les suivantes pour les exercices :

	2024	2023
Obligations au titre des prestations définies aux 31 mars :		
Taux d'actualisation	4,88 %	4,85 %
Taux d'augmentation des salaires	s. o.	3,50 %
Espérance de vie moyenne, en fonction d'un départ à la retraite à 65 ans :		
Homme, 45 ans à la date de clôture	87	87
Femme, 45 ans à la date de clôture	89	89
Homme, 65 ans à la date de clôture	86	86
Femme, 65 ans à la date de clôture	88	88

Le tableau ci-après résume l'incidence des modifications apportées à ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2024 et pour l'exercice clos à cette date :

Augmentation (diminution)	Obligations au titre des prestations définies
	%
Taux d'actualisation	
Augmentation de 0,5 %	(4,6)
Diminution de 0,5 %	5,2
Espérance de vie moyenne	
Augmentation de 1 an	2,1
Diminution de 1 an	(2,1)

Flux de trésorerie futurs de la Société liés aux prestations de retraite

On estime à 858 \$ le total des cotisations qui devraient être versées en numéraire dans ces régimes au cours de l'exercice 2025.

La durée des obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2024 s'établissait à 10,6 ans (10,5 ans au 31 mars 2023). L'échéance prévue des prestations de retraite non actualisées en vertu du régime de retraite des employés syndiqués se présente comme suit :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Moins de 1 an	2 637 \$	2 399 \$
De 1 an à 2 ans	2 653	2 563
De 2 à 5 ans	9 114	8 616
De 5 à 10 ans	17 464	16 962
Total	31 868 \$	30 540 \$

Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies se présentent comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	3 948 \$	3 746 \$

NOTE 25. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Engagements

La Société a des engagements pour des bons de commande en cours relativement à de la machinerie et à de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Les paiements minimaux pour les cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	2025	2025 et par la suite
Engagements liés à l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	4 930 \$	— \$

Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser des contreparties pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris la législation fiscale) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une clause restrictive et à une violation de déclarations et de garanties, la Société pourrait avoir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits.

Lettres de crédit

Au 31 mars 2024, la Société disposait de lettres de crédit en cours totalisant 18 818 \$ (19 024 \$ au 31 mars 2023).

Éventualités

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et à des procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière consolidée ni sur les résultats opérationnels consolidés de la Société.

NOTE 26. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie se présente comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Comptes clients	(26 053) \$	(18 003) \$
Stocks	(59 296)	(55 323)
Autres actifs	219	3 955
Comptes fournisseurs et charges à payer	5 948	19 558
Provisions	(2 198)	(5 394)
Avances de clients et facturations progressives	5 565	27 658
Autres passifs	1 305	(2 838)
	(74 510) \$	(30 387) \$

NOTE 27. INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La répartition géographique des actifs de la Société se présente comme suit :

Au	31 mars 2024				
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Espagne	Total
Immobilisations corporelles, montant net	88 826 \$	61 766 \$	16 893 \$	33 020 \$	200 505 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	28 758	2 038	814	28 948	60 558
Goodwill	5 404	18 525	61 331	28 391	113 651

Au	31 mars 2023				
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Espagne	Total
Immobilisations corporelles, montant net	89 479 \$	64 161 \$	16 449 \$	35 401 \$	205 490 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	18 236	4 544	925	29 949	53 654
Goodwill	5 404	18 502	59 941	28 537	112 384

NOTE 28. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants et non-dirigeants) ainsi que les membres du comité de direction. La charge de rémunération des principaux dirigeants se présente comme suit pour les exercices :

	2024	2023
Avantages à court terme et autres avantages	5 642 \$	3 438 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	77	74
Rémunération fondée sur des actions	2 418	1 958
	8 137 \$	5 470 \$

NOTE 29. INSTRUMENTS FINANCIERS

Hiérarchie des justes valeurs

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur aux bilans consolidés sont répartis dans les trois niveaux d'une hiérarchie des justes valeurs. Ces trois niveaux sont définis en fonction du caractère observable des principales données de l'évaluation, comme suit :

Niveau 1 : cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;

Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

Le classement des instruments financiers ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur se présentaient comme suit :

Aux	31 mars 2024			31 mars 2023		
	Hiérarchie des justes valeurs	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie des justes valeurs	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers						
Trésorerie	Niveau 1	9 765 \$	9 765 \$	Niveau 1	15 020 \$	15 020 \$
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	4 618	4 618	Niveau 2	854	854
		14 383 \$	14 383 \$		15 874 \$	15 874 \$
Passifs financiers						
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	5 839 \$	5 839 \$	Niveau 2	10 388 \$	10 388 \$
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	Niveau 2	219 628	215 183	Niveau 2	179 978	178 367
		225 467 \$	221 022 \$		190 366 \$	188 755 \$

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés aux bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société, et est comparée à la juste valeur établie par des institutions financières à partir des taux de change ou des taux d'intérêt publiés sur le marché actif et ajustée par ces dernières pour tenir compte du risque de crédit. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et actualisent ces montants en fonction des modalités contractuelles des instruments financiers dérivés et des données observables des marchés externes, comme les taux de change.

Dette à long terme – La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de la dette à long terme à l'aide du taux qui serait négocié dans le contexte économique prévalant à la date de fin d'exercice.

Comptes clients et comptes fournisseurs et charges à payer – Étant donné que ces instruments financiers sont à court terme, la Société a déterminé que leur valeur comptable se rapprochait de leur juste valeur.

NOTE 30. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants :

Risque de change

Lorsqu'elle conclut des opérations dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle de l'une de ses unités d'exploitation, la Société est exposée au risque de fluctuation des taux de change. Cela se produit principalement dans le cas d'opérations libellées en dollars américains réalisées par les établissements de la Société au Canada, en Espagne et au Royaume-Uni. Dans le but d'atténuer cette exposition, la Société a recours à des instruments dérivés.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 100 % de l'exposition aux devises connue, compte tenu de toute couverture naturelle découlant des flux de trésorerie opposés libellés dans la même devise.

Les contrats de change à terme en cours se présentent comme suit :

Aux	31 mars 2024		31 mars 2023	
	Montant notionnel ¹⁾	Taux moyen	Montant notionnel ¹⁾	Taux moyen
Devises (vendues/achetées)				
Dollar américain / dollar canadien				
Moins de 1 an	161 188 \$	1,33	162 867 \$	1,32
De 1 an à 3 ans	113 330	1,32	125 196	1,30
De 3 à 5 ans	34 850	1,33	29 408	1,33
Dollar américain / livre sterling				
Moins de 1 an	11 762	0,81	15 055	0,78
De 1 an à 3 ans	24 839	0,81	23 627	0,81
De 3 à 5 ans	14 258	0,81	26 081	0,81
Dollar américain / euro				
Moins de 1 an	13 498	0,92	10 885	0,87
De 1 an à 3 ans	13 254	0,91	13 517	0,92
De 3 à 5 ans	—	—	6 616	0,90
Euro / dollar américain				
Moins de 1 an	6 707	0,97	—	—
De 1 an à 3 ans	10 158	0,96	—	—
Euro / dollar canadien				
Moins de 1 an	—	—	25 079	0,72
Total	403 844 \$		438 331 \$	

¹⁾ Les taux de change en vigueur à la fin des périodes respectives ont été utilisés pour convertir les montants en devises.

Au 31 mars 2024, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard des autres devises, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait eu une incidence sur le résultat net consolidé et les autres éléments du résultat global comme suit :

	Incidence du dollar américain	Incidence de la livre sterling	Incidence de l'euro
Diminution du résultat net	(373) \$	(120) \$	(97) \$
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global	1 072	(1 818)	(709)

La sensibilité au taux de change présentée ci-dessus représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme à la date du bilan consolidé.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause du taux d'intérêt variable sur sa facilité renouvelable (voir la note 19). De plus, les fluctuations des taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts qui sont générés par les dépôts en espèces d'Héroux-Devtek.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt. Par conséquent, la direction peut utiliser des dérivés afin de conserver un ratio de la dette portant intérêt à des taux fixes se situant entre 40 % et 100 % de la dette à long terme, compte non tenu des obligations locatives et des prêts des autorités gouvernementales.

Autre risque de prix

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des UAD, des UAR et des UAI (voir la note 21). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de ce swap, lors du règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les variations du cours des actions de la Société qui influe sur la charge liée aux UAD, UAR et UAI incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2024, le swap sur actions visait 500 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 13,91 \$ l'action et venait à échéance en juin 2024 (400 000 actions ordinaires à un prix de 13,39 \$ l'action et venant à échéance en juin 2024 au 31 mars 2023).

Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

Le risque de concentration de crédit tient au fait que la Société a réalisé environ 53 % de ses ventes de l'exercice 2024 auprès de ses cinq principaux clients (52 % à l'exercice 2023). Plus précisément, la Société avait un client représentant 16 % de ses ventes consolidées de l'exercice 2024 (un client représentant 15 % à l'exercice 2023).

Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont limités, puisque la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à de petites entreprises privées, qui représentaient dans leur ensemble environ 3,7 % pour l'exercice 2024 (3,5 % pour l'exercice 2023) des ventes consolidées de la Société.

La Société n'a jamais effectué de radiation importante de comptes clients et, au 31 mars 2024, le délai moyen de recouvrement était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit pour l'exercice clos le 31 mars 2024 :

	2024	2023
Solde au début de l'exercice	429 \$	505 \$
Constituée au cours de l'exercice	218	90
Reprise	(102)	(165)
Incidence des variations des taux de change	—	(1)
Solde à la fin de l'exercice	545 \$	429 \$

Les comptes clients de la Société se présentaient comme suit :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Non en souffrance	134 770 \$	111 037 \$
En souffrance – moins de 90 jours	10 830	6 609
En souffrance – plus de 90 jours	1 732	3 192
	147 332	120 838
Provision pour créances douteuses	(545)	(429)
Solde à la fin de l'exercice	146 787 \$	120 409 \$

Trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire principalement avec des institutions financières de première qualité, comme des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ou une succursale canadienne d'une banque américaine, conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

Au 31 mars 2024, l'exposition maximale au risque de crédit et au risque de concentration de crédit liés aux instruments financiers était comme suit (voir la note 29) :

	JVAERG ¹	Coût amorti
Trésorerie	— \$	9 765 \$
Comptes clients	—	146 787
Instruments financiers dérivés	4 618	—

¹⁾ Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis, aux termes de ces engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie d'exploitation et liés aux activités d'investissement et de financement prévues. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Au 31 mars 2024, l'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et charges à payer	142 718 \$	— \$	— \$	— \$	142 718 \$
Avances de clients	35 494	—	—	—	35 494
Dette à long terme, y compris les paiements d'intérêts ¹⁾	23 586	45 549	151 922	43 296	264 353
Instruments financiers dérivés	3 147	2 675	17	—	5 839

¹⁾ La valeur comptable de la dette à long terme était de 219 628 \$ (note 19).

NOTE 31. GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

Les objectifs généraux de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité d'Héroux-Devtek de poursuivre son exploitation et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses parties prenantes tout en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable et acceptable.

Le ratio dette nette/capitaux propres était comme suit :

Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Tranche à court terme de la dette à long terme	16 263 \$	11 425 \$
Dette à long terme	201 764	166 483
Frais de financement différés, montant net	1 601	2 070
Moins : trésorerie	9 765	15 020
Dette nette	209 863 \$	164 958 \$
Capitaux propres	429 638	390 919
Ratio dette nette/capitaux propres	0,49:1	0,42:1

La Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation.

RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos
le 31 mars 2024

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL	69
<i>Déclarations prospectives</i>	69
<i>Faits saillants de l'exercice</i>	70
<i>Survol de l'entreprise</i>	71
<i>Perspectives économiques</i>	71
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	75
<i>Mesures financières non conformes aux IFRS</i>	78
FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	80
<i>Facilités de crédit et situation de dette nette</i>	80
<i>Prêts des autorités gouvernementales</i>	81
<i>Évolution de la trésorerie</i>	82
<i>Flux de trésorerie disponibles</i>	84
<i>Besoins en liquidités</i>	85
SITUATION FINANCIÈRE	86
<i>Structure du capital</i>	86
<i>Capital émis</i>	87
<i>Bilans consolidés</i>	88
<i>Régimes de retraite</i>	89
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	90
<i>Opérations sur devises</i>	90
<i>Gestion du risque</i>	90
<i>Instruments financiers dérivés</i>	97
<i>Contrôles et procédures internes</i>	98
<i>Principales estimations comptables</i>	98
<i>Principales données financières</i>	100
<i>Informations aux actionnaires</i>	101
<i>Renseignements supplémentaires et information continue</i>	101

APERÇU GÉNÉRAL

Le rapport de gestion vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière d'Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek », la « Société » ou la « direction ») entre le 31 mars 2023 et le 31 mars 2024. Il permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024, qui sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et doit être lu en parallèle avec eux. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans ce rapport sont exprimés en milliers de dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société pour les périodes auxquelles il est fait référence dans la présente. Les données financières pour les trimestres clos les 31 mars 2024 et 2023 n'ont pas été auditées.

Mesures financières conformes et non conformes aux IFRS

Le rapport de gestion contient des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont définies et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section *Résultats d'exploitation*.

Importance relative de l'information

La direction détermine qu'une information est importante si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la Société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et divulgue l'information importante en conséquence.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

La présente analyse contient des déclarations prospectives concernant principalement, mais sans s'y limiter, le rendement financier futur d'Héroux-Devtek, ses attentes, ses objectifs ou des événements susceptibles de survenir. Ces déclarations se retrouvent principalement, mais non exclusivement, à la rubrique intitulée « Perspectives économiques » et peuvent en général être identifiées par l'utilisation de mots comme « viser », « anticiper », « hypothèse », « croire », « continuer », « s'attendre », « envisager », « projection », « prévision », « avoir l'intention de », « planifier », « prévoir », « devrait » ou encore par l'utilisation du futur ou du conditionnel. En raison de leur nature prévisionnelle, ces déclarations sont soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que les événements ou le rendement réel de la Société diffèrent grandement de ceux indiqués ou sous-entendus par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : la chaîne d'approvisionnement, l'industrie aérospatiale et l'économie en général; l'incidence des autres conditions économiques générales à l'échelle mondiale; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité des marchandises et les fluctuations des prix des marchandises; le rendement financier et opérationnel des fournisseurs et des clients; les variations des taux de change ou d'intérêt; et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Ces déclarations prospectives sont fournies par Héroux-Devtek dans le but d'assister les lecteurs dans leur compréhension de la performance financière de la Société et de l'évaluation par la direction des projets et activités à venir. Le lecteur est prié de noter que ces déclarations pourraient ne pas être appropriées pour d'autres fins.

Bien que la direction de la Société estime que les attentes reflétées par les déclarations prospectives soient raisonnables, et bien que ces attentes soient fondées sur les renseignements disponibles au moment où elle a formulé lesdites déclarations, rien ne peut garantir que ces attentes se concrétiseront et le lecteur est averti qu'un écart peut survenir entre les résultats réels et les prévisions. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, sont expressément qualifiées dans leur intégralité par cette déclaration de mise en garde. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE

Exercices	2024	2023
Ventes	629 767 \$	543 622 \$
Résultat opérationnel	59 763	26 198
BAIIA ajusté ¹	92 184	61 366
Résultat net	38 271	13 825
Résultat net ajusté ¹	34 310	12 606
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 933	30 060
Flux de trésorerie disponibles ¹	(31 501)	(1 718)
<i>En dollars par action</i>		
Bénéfice par action – dilué	1,13 \$	0,40 \$
BPA ajusté ¹	1,01	0,37
Aux	31 mars 2024	31 mars 2023
Carnet de commandes fermes ²	951 000 \$	864 000 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

²⁾ Représente les commandes fermes.

Événements importants

Pour l'exercice considéré, le niveau de production d'Héroux-Devtek a atteint un record de 629,8 millions de dollars, une augmentation de 15,8 % par rapport à 543,6 millions de dollars pour l'exercice précédent qui a permis de dépasser les niveaux d'avant la pandémie. Cette performance est principalement le fruit des mesures mises en œuvre pour mieux composer avec le contexte difficile actuel.

La hausse du volume et les initiatives en matière de prix de la Société ont eu un effet favorable sur la rentabilité, qui a toutefois été en partie minée par les pressions inflationnistes sur 12 mois ayant touché les coûts. Par conséquent, le résultat opérationnel s'est chiffré à 59,8 millions de dollars, en hausse comparativement à 26,2 millions de dollars pour l'exercice précédent, et le BAIIA ajusté s'est établi à 92,2 millions de dollars, ou 14,6 % des ventes, en hausse de 50,2 % comparativement à 61,4 millions de dollars, ou 11,3 % des ventes, pour l'exercice précédent.

Bien que le contexte opérationnel se soit amélioré par rapport à l'exercice précédent, il reste instable et il demeure difficile de maintenir des niveaux de production constants en raison de plusieurs facteurs :

- Les délais d'approvisionnement en matières premières demeurent longs, et l'invasion de l'Ukraine par la Russie limite l'apport de certaines matières.
- Bien que le pic inflationniste soit derrière nous, la hausse des coûts et des taux d'intérêt ainsi que les délais d'approvisionnement plus longs en matières premières continuent de nuire à la capacité de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie aéronautique de fabriquer et de livrer des produits en temps voulu et de manière efficace.

Afin d'atténuer ces éléments, la Société a investi dans les stocks pour stabiliser son système de production et soutenir la croissance future de ses ventes. Ces mesures ont entraîné une diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, lesquels sont passés de 30,1 millions de dollars à 2,9 millions de dollars, malgré la hausse de la production et de la rentabilité, l'augmentation des stocks ayant nécessité des sorties de trésorerie de 59,3 millions de dollars au cours de l'exercice.

Les résultats positifs de cet investissement et les effets des mesures susmentionnées se sont accélérés tout au long de l'exercice, ce qui a donné lieu à une performance record au quatrième trimestre, notamment des ventes de 184,1 millions de dollars, un résultat opérationnel de 27,6 millions de dollars et un BAIIA ajusté de 33,1 millions de dollars, représentant 18,0 % des ventes.

La forte demande dans l'industrie aéronautique, en particulier dans le segment de marché de la défense, est très favorable à la Société, comme l'indique le carnet de commandes fermes record de 951,0 millions de dollars au 31 mars 2024, en hausse de 10 % par rapport au carnet au 31 mars 2023 et de 39,4 % par rapport à celui au 31 mars 2022. Ce niveau d'activité témoigne de la solidité des relations d'Héroux-Devtek avec ses clients ainsi que de la qualité et de la sécurité de ses produits. La livraison de ces commandes en temps voulu et de manière efficace demeure un défi dans le contexte actuel.

SURVOL DE L'ENTREPRISE

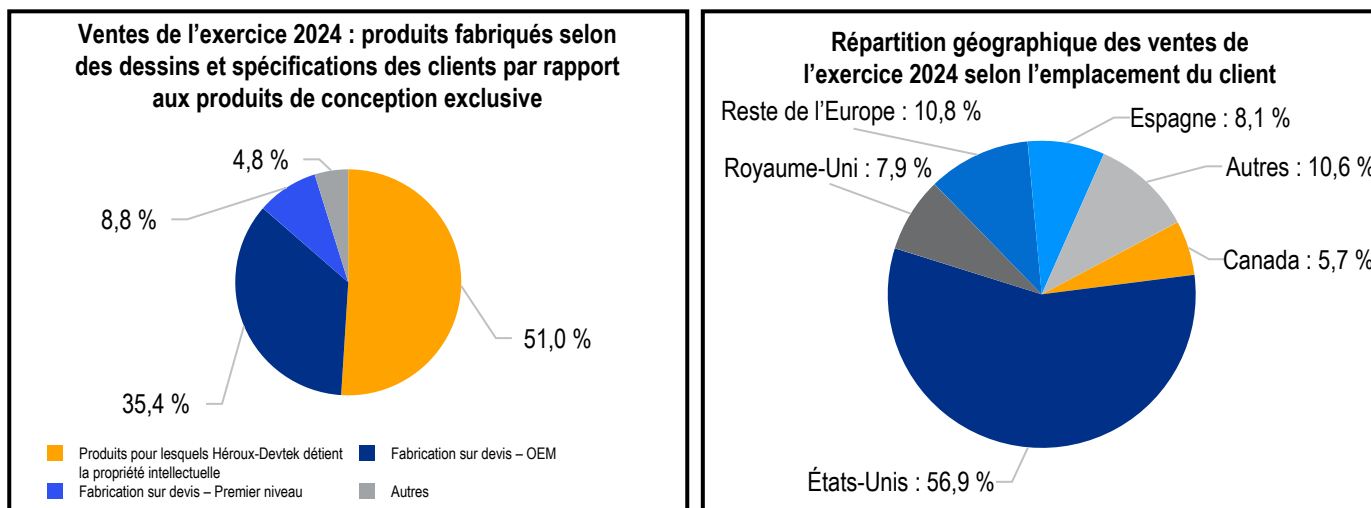
Héroux-Devtek Inc. (TSX : HRX) est une entreprise internationale qui se spécialise dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. Héroux-Devtek est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale au chapitre du volume des ventes et sert les segments de marché civil et de la défense.

Dans le segment de marché de la défense, la Société fournit des systèmes de trains d'atterrissage, des pièces et des services de réparation et d'entretien pour un portefeuille diversifié d'avions de transport, d'avions de chasse et d'hélicoptères. Dans le segment de marché de l'aviation civile, la Société est active dans les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients à l'échelle mondiale, mais surtout aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil (Québec), au Canada, et exploite des installations au Canada, aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni.

Héroux-Devtek vend ses produits à des fabricants d'équipement d'origine (« OEM ») comme Boeing, Airbus, Lockheed Martin, Northrop Grumman, Leonardo, Embraer, Saab, Bell et Dassault Aviation, à des fournisseurs de premier niveau comme Safran Landing Systems et Collins Aerospace, ainsi qu'à des utilisateurs finaux sur le marché secondaire où son plus grand client est l'armée de l'air américaine. Au cours de l'exercice 2024, les ventes réalisées auprès des cinq clients les plus importants de la Société ont représenté environ 53 % du total des ventes consolidées, dont 16 % pour l'un de ces clients.

Les graphiques qui suivent présentent la segmentation des produits d'Héroux-Devtek selon la propriété intellectuelle et la destination :



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Les carnets de commandes records des fabricants d'avions commerciaux et la hausse des dépenses en matière de défense laissent entrevoir des perspectives positives

Selon les données de l'IATA, le trafic de passagers mondial, mesuré en passagers-kilomètres payants, a poursuivi sa reprise post-pandémique en 2023. Les passagers-kilomètres payants ont augmenté de 36,9 % dans l'ensemble du secteur, le trafic ayant atteint 94,1 % des niveaux de 2019. Le trafic international, bien qu'ayant augmenté de 41,6 % sur 12 mois, n'atteint encore que 88,6 % des niveaux prépandémiques, ce qui laisse présager une nouvelle amélioration à court terme¹.

¹ Source : Global Air Travel Demand Continued Its Bounce Back in 2023, IATA, publié le 31 janvier 2024.

Le nombre de commandes d'avions a considérablement augmenté par rapport aux exercices précédents chez Airbus² et Boeing³, tandis que le nombre de livraisons d'avions de passagers était largement en deçà du sommet prépandémique, se situant à des niveaux observés pour la dernière fois en 2012 et en 2013. D'après le Centre for Aviation (CAPA), le carnet de commandes d'avions à l'échelle mondiale représente désormais 13 ans de production, alors qu'il représentait 9 ans de production avant la pandémie, ce qui assure aux fournisseurs de composants d'avions des niveaux de production solides et soutenus pour les années à venir⁴.

Parallèlement, les dépenses en matière de défense ont continué sur leur lancée en 2023, en croissance pour une neuvième année consécutive en raison des préoccupations grandissantes suscitées par les conflits militaires mondiaux. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, dans sa troisième année, a attiré l'attention sur la possibilité de conflits militaires, incitant ainsi de nombreux pays à augmenter considérablement leurs dépenses en matière de défense, plusieurs pays ayant par ailleurs annoncé des programmes à long terme visant à accroître leurs niveaux de dépenses sur des périodes pouvant s'étendre jusqu'à dix ans.

Segment de marché de l'aviation civile

Carnet de commandes de la production mondiale et perspectives à long terme

D'après la base de données sur les flottes du CAPA, à l'échelle mondiale, le carnet de commandes d'avions dans le segment de marché de l'aviation civile comptait 15 933 avions à la fin de décembre 2023, un record, correspondant à 12,6 ans de production aux cadences de livraison de 2023⁵.

Au total, 3 850 avions ont été commandés en 2023, un volume record, représentant une augmentation de 91 % par rapport à 2022. Parallèlement, 1 265 avions ont été livrés, une amélioration de 11 % par rapport à 2022, le volume de livraisons se situant toutefois encore 26 % en dessous du niveau record de 2018 (1 698 avions).

Selon les projections de Boeing, l'industrie de l'aviation mondiale devrait avoir besoin de 42 595 nouveaux avions au cours des 20 prochaines années pour répondre à la demande croissante. Les avions monocouloirs devraient représenter environ 76 % de ce total, les avions gros porteurs, environ 17 %, les jets régionaux, 4 %, et les avions-cargos, 3 %⁶. La flotte mondiale devrait donc augmenter d'environ 3,5 % par année au cours des 20 prochaines années, une accélération significative par rapport aux prévisions effectuées l'an dernier par Boeing, qui estimait que la croissance de la flotte d'avions mondiale serait de 2,8 % par année pour la même période.

Compte tenu de cette demande importante, l'industrie aérospatiale devra s'assurer que la chaîne d'approvisionnement permet d'accroître considérablement la production, bien au-delà de celle requise pour parvenir au niveau de livraisons atteint au cours de l'année civile 2018. Bien que cela augure bien pour les fournisseurs, cette situation constitue aussi un défi majeur, surtout en raison des perturbations récentes de la chaîne d'approvisionnement.

Jets d'affaires

Selon la General Aviation Manufacturers Association (GAMA), 730 nouveaux jets d'affaires privés ont été vendus à l'échelle mondiale en 2023, une augmentation par rapport aux 712 nouveaux jets vendus en 2022.

Teal Group prévoit que la production totale s'élèvera à 10 905 avions au cours des dix prochaines années (2023-2032), ce qui représentera une valeur de 262 milliards de dollars américains. À titre de comparaison, la production des dix dernières années (2013-2022) s'est élevée à 9 702 jets d'affaires, soit une valeur de 246 milliards de dollars américains (également en dollars de 2023)⁷. La croissance des livraisons en dollars devrait être supérieure à la croissance des unités produites pour l'année civile 2024, comparativement à l'année civile 2023, en raison de l'augmentation des livraisons d'avions gros porteurs tels que le Falcon 6X de Dassault⁸.

Fret aérien

En 2023, la demande mondiale, dont les volumes sont mesurés en tonnes-kilomètres de fret, a diminué de 1,9 % par rapport à 2022 (baisse de 2,2 % pour les activités internationales) et de 3,6 % par rapport à 2019 (baisse de 3,8 % pour les activités internationales), ce qui constitue une performance remarquable compte tenu des volumes élevés.

En 2023, la capacité, mesurée en tonnes-kilomètres de fret disponible, a augmenté de 11,3 % par rapport à 2022 (augmentation de 9,6 % pour les activités internationales). Il s'agit d'une augmentation de 2,5 % par rapport aux niveaux (prépandémiques) de 2019 (0,0 % pour les activités internationales).

² Source : Airbus Annual Report 2023, Airbus, publié le 15 février 2024.

³ Source : Boeing Reports Fourth Quarter Results, Boeing, publié le 31 janvier 2024.

⁴ Source : Global aircraft order backlog hits 13 years. Airbus beats Boeing on key metrics, CAPA, publié le 11 janvier 2024.

⁵ Source : Global aircraft order backlog hits 13 years. Airbus beats Boeing on key metrics, CAPA, publié le 11 janvier 2024.

⁶ Source : Boeing Forecasts Demand for 42,600 New Commercial Jets Over Next 20 Years, Boeing, publié le 17 juin 2023.

⁷ Source : World Military & Civil Aircraft Briefing, Teal Group Corporation, publié en février 2023.

⁸ Source : World Military & Civil Aircraft Briefing, Teal Group Corporation, publié en janvier 2024.

Boeing prévoit une demande de 2 795 avions-cargos au cours des 20 prochaines années, de sorte que la flotte d'avions-cargos devrait passer de 2 270 appareils en 2022 à 3 745 appareils en 2042 (déduction faite des mises hors service), une augmentation de 65 % attribuable au développement des chaînes d'approvisionnement et à la demande de livraisons express⁹. De ce nombre, 1 070 avions devraient être issus d'une nouvelle production (dont 515 avions gros porteurs), et le reste, de conversions.

Segment de marché de la défense

Dépenses militaires

Les dépenses militaires mondiales totales ont augmenté de 6,8 % en valeur réelle en 2023, atteignant un nouveau sommet de 2 443 milliards de dollars américains, une hausse marquée par rapport à la forte progression déjà observée en 2022 (3,7 %) ¹⁰. Il s'agit de la neuvième année consécutive d'augmentation des dépenses militaires. Les augmentations importantes des dernières années sont essentiellement attribuables à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à la nécessité qui en découle, pour les pays, de répondre aux tensions géopolitiques.

Les États-Unis ont encore engagé les dépenses militaires les plus élevées du monde, les dépenses du pays s'élevant à 916 milliards de dollars en 2023, en hausse de 2,3 % comparativement à 2022. Les dépenses de l'ensemble des onze pays suivants ayant les dépenses militaires les plus élevées ont totalisé 930 milliards de dollars. Dans son budget proposé pour l'exercice 2025, le gouvernement Biden demandait de nouveau d'augmenter le budget consacré aux dépenses militaires, cette fois-ci de 3 % par rapport au budget précédent¹¹. Le budget proposé vise à permettre au département de la Défense d'« investir dans les capacités nécessaires pour maintenir des forces interarmées prêtes à agir, meurtrières et aptes au combat », et prévoit l'attribution d'un montant de 61,2 milliards de dollars à la puissance aérienne pour « continuer de développer, de moderniser et de fournir des forces aériennes meurtrières ».

Outre les États-Unis, d'autres États membres de l'OTAN ont généralement continué d'accroître leurs dépenses, onze pays atteignant ou dépassant la cible de 2 % du PIB établie pour les dépenses militaires, soit quatre pays de plus qu'en 2022. Parmi les dix pays ayant les dépenses militaires les plus importantes, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France ont augmenté leurs dépenses de respectivement 7,9 %, 9,0 % et 6,5 % ¹².

Avions de chasse

Selon Teal Group, le segment de marché des avions de chasse et des avions d'attaque affiche sa meilleure performance depuis presque 30 ans. Cette croissance est principalement attribuable aux facteurs suivants : le vieillissement des flottes, l'exacerbation des tensions mondiales, l'utilisation massive des avions, les retards dans l'accélération du programme visant les F-35 et les prix élevés des ressources. Par conséquent, la demande pour les avions de chasse devrait continuer de croître dans un avenir prévisible¹³.

Malgré les retards et les dépassements de coûts, le F-35 de Lockheed Martin a fini par dominer ce marché et, selon Teal Group, il représentera environ 1 500 livraisons au cours des dix prochaines années. Les autres programmes, tels que le F-18, le F-15, le Gripen et l'Eurofighter, devraient représenter 400 avions supplémentaires¹⁴.

Même si le marché des avions de chasse affiche déjà une forte croissance, de nouveaux développements sont prévus. Plusieurs programmes visant le développement d'avions de sixième génération sont en cours, notamment les programmes Global Combat Air (Royaume-Uni, Italie et Japon), Future Combat Air System (France, Allemagne et Espagne) et Next Generation Air Dominance (États-Unis). Ce dernier programme, dont les avions devraient être les premiers à être produits, prévoit notamment le remplacement des avions F-22 et F-18, ainsi que le développement de plusieurs avions sans pilote adaptés à divers profils de mission.

Avions de transport militaire

Malgré les besoins stratégiques en matière de mobilité aérienne, qui découlent notamment des tensions mondiales et de la nécessité d'effectuer des déploiements à distance, le marché des avions de transport militaire est en déclin, chutant de 39 % en termes de valeur jusqu'en 2021 par rapport à son pic atteint en 2011, une autre baisse étant prévue d'ici 2027. Ce déclin est observé dans divers segments, mais le niveau de production dans le segment des avions de transport plus petits, tels que le C295 d'Airbus, devrait être soutenu et permettre de répondre à la demande constante. La production limitée d'avions constitue une occasion favorable pour les activités du marché secondaire¹⁵.

⁹ Source : World Air Cargo Freight Industry Forecast (WACF) 2022-2041, Boeing, publié le 1^{er} novembre 2022.

¹⁰ Source : Trend in World Military Expenditure, 2023, SIPRI, publié en avril 2024.

¹¹ Source : Department of Defense Releases the President's Fiscal Year 2025 Defense Budget, U.S. Department of Defense, publié le 11 mars 2024.

¹² Source : Trend in World Military Expenditure, 2023, SIPRI, publié en avril 2024.

¹³ Source : World Military & Civil Aircraft Briefing, Teal Group Corporation, publié en novembre 2023.

¹⁴ Source : World Military & Civil Aircraft Briefing, Teal Group Corporation, publié en novembre 2023.

¹⁵ Source : World Military & Civil Aircraft Briefing, Teal Group Corporation, publié en octobre 2023.

Hélicoptères militaires

Teal Group prévoit une production de 4 575 hélicoptères militaires d'une valeur de 120,6 milliards de dollars entre 2022 et 2031, ce qui représente une baisse par rapport à la production des dix dernières années (2012-2021), d'une valeur de 140,6 milliards de dollars. Sur une base unitaire, toutefois, on prévoit une faible croissance de la production au cours des dix prochaines années, le nombre de giravions fabriqués devant passer de 409 en 2022 à 427 d'ici 2031. Le pic de production devrait être atteint en 2027 avec un total de 525 unités. Comme pour le segment de marché des avions de transport militaire, le marché est encore dominé par les modèles d'hélicoptères plus vieux, tels que le AH-64 de Boeing, qui a été lancé en 1965, et le UH60L/M de Sikorsky, dont le premier modèle date de 1974.

Bien que, au cours des dernières années, elles aient surtout été axées sur l'initiative Future Vertical Lift des Forces armées des États-Unis, les perspectives du marché ont considérablement changé compte tenu de l'annulation du programme Future Attack Reconnaissance Aircraft (FARA). L'armée américaine a invoqué les leçons apprises sur les champs de bataille, particulièrement en Ukraine, et a plutôt commandé les versions les plus récentes du CH-47 de Boeing et du UH-60 de Sikorsky¹⁶.

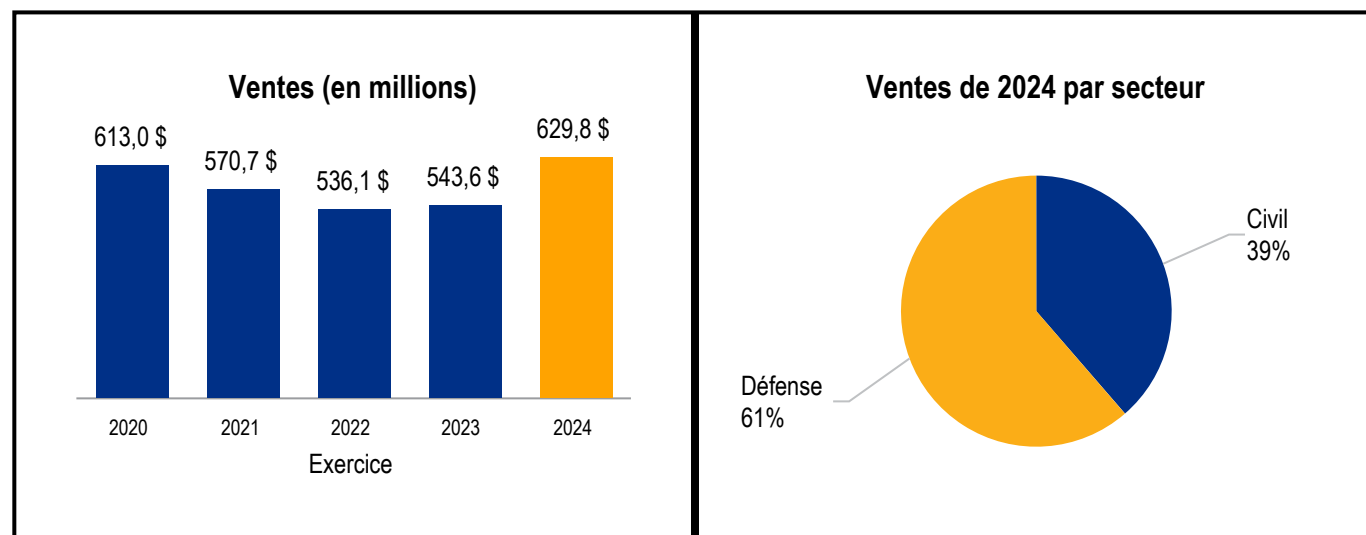
¹⁶ Source : Army Future Attack Reconnaissance Aircraft (FARA) Program Proposed Cancellation: Background and Issues for Congress, Congressional Research Services, publié le 16 février 2024.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Ventes	184 053 \$	155 978 \$	28 075 \$	629 767 \$	543 622 \$	86 145 \$
Marge brute	39 389	22 741	16 648	111 072	73 535	37 537
Frais de vente et d'administration	15 738	12 862	2 876	55 270	48 556	6 714
Autres gains	(3 961)	—	(3 961)	(3 961)	(1 219)	(2 742)
Résultat opérationnel	27 612	9 879	17 733	59 763	26 198	33 565
Frais financiers nets	4 726	1 175	3 551	14 275	7 575	6 700
Charge d'impôt sur le résultat	2 193	2 416	(223)	7 217	4 798	2 419
Résultat net	20 693 \$	6 288 \$	14 405 \$	38 271 \$	13 825 \$	24 446 \$
Résultat net ajusté ¹	16 732 \$	6 288 \$	10 444 \$	34 310 \$	12 606 \$	21 704 \$
BAIIA ajusté ¹	33 069 \$	19 595 \$	13 474 \$	92 184 \$	61 366 \$	30 818 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>						
Marge brute	21,4 %	14,6 %	680 pdb	17,6 %	13,5 %	410 pdb
Frais de vente et d'administration	8,6 %	8,2 %	40 pdb	8,8 %	8,9 %	-10 pdb
Résultat opérationnel	15,0 %	6,3 %	870 pdb	9,5 %	4,8 %	470 pdb
<i>En dollars par action</i>						
Bénéfice par action – de base et dilué	0,61 \$	0,18 \$	0,43 \$	1,13 \$	0,40 \$	0,73 \$
BPA ajusté ¹	0,49 \$	0,18 \$	0,31 \$	1,01 \$	0,37 \$	0,64 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Ventes



Les ventes par segment de marché se présentent comme suit :

Exercices clos les 31 mars					
	2024	2023	Incidence des taux de change	Variation nette	
Défense	386 400 \$	372 942 \$	9 403 \$	4 055 \$	1,1 %
Civil	243 367	170 680	5 922	66 765	39,1 %
Total	629 767 \$	543 622 \$	15 325 \$	70 820 \$	13,0 %

Trimestres clos les 31 mars					
	2024	2023	Incidence des taux de change	Variation nette	
Défense	108 235 \$	107 078 \$	414 \$	743 \$	0,7 %
Civil	75 818	48 900	507	26 411	54,0 %
Total	184 053 \$	155 978 \$	921 \$	27 154 \$	17,4 %

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations des taux de change présentée dans les tableaux ci-dessus.

De façon générale, l'augmentation des ventes par rapport aux périodes comparables résulte des mesures prises pour stabiliser le système de production de la Société afin d'améliorer les livraisons compte tenu de la chaîne d'approvisionnement actuelle.

Défense

L'augmentation nette des ventes pour l'exercice, de 4,1 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, et la stabilité des ventes pour le trimestre découlent essentiellement de l'augmentation des activités dans le marché secondaire pour les programmes traditionnels ainsi que de la hausse des livraisons pour les programmes visant les CH-53K de Sikorsky et les F-35 de Lockheed Martin, qui ont été en partie contrebalancées par la baisse de la demande pour la production de F-18 de Boeing.

Civil

Les augmentations nettes des ventes, de respectivement 66,8 millions de dollars et 26,4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent et au quatrième trimestre de l'exercice précédent, s'expliquent principalement par l'augmentation des livraisons en vertu des programmes Boeing 777, Embraer Praetor et E2.

Marge brute

La marge brute a augmenté, passant de 13,5 % des ventes pour l'exercice précédent à 17,6 % des ventes pour l'exercice considéré, et de 14,6 % des ventes pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent à 21,4 % des ventes pour le trimestre considéré, en raison de l'incidence positive de la hausse du volume et des initiatives en matière de prix, en partie contrebalancée par les pressions inflationnistes ayant touché les coûts. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négligeable pour les deux périodes par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Frais de vente et d'administration

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Frais de vente et d'administration	15 738 \$	12 862 \$	55 270 \$	48 556 \$
Moins : (Gains nets) pertes nettes découlant de la conversion d'éléments monétaires nets	(560)	(680)	61	105
	16 298 \$	13 542 \$	55 209 \$	48 451 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>	8,9 %	8,7 %	8,8 %	8,9 %

Si l'on exclut les (gains nets) pertes nettes découlant de la conversion des éléments monétaires nets, les augmentations des frais de vente et d'administration par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent s'expliquent principalement par la hausse des charges salariales, notamment l'incidence des fluctuations du cours de l'action et des facteurs de rendement sur la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, tandis qu'en pourcentage des ventes les frais de vente et d'administration sont demeurés relativement stables pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2024.

Autres gains

Les autres gains sont des éléments qui, lorsque présentés séparément, peuvent être utiles aux utilisateurs des états financiers et du rapport de gestion pour interpréter la performance financière de la Société. Ces éléments n'ont pas la même fonction que ceux qui sont inclus dans les autres postes des états financiers et ne sont généralement pas aussi représentatifs du rendement opérationnel passé ou futur de la Société.

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Extinction d'un passif	(3 961) \$	— \$	(3 961) \$	— \$
Cession d'activités	—	—	—	(1 219)
	(3 961) \$	— \$	(3 961) \$	(1 219) \$

Extinction d'un passif

Au cours de l'exercice et du trimestre clos le 31 mars 2024, une provision de 4,0 millions de dollars liée à l'acquisition antérieure d'une entreprise a été éteinte en raison de l'expiration de l'engagement d'indemnisation.

Cession d'activités

Les objectifs commerciaux stipulés dans l'entente conclue au cours de l'exercice 2022 relativement à la vente des activités de Bolton de la Société à Ontic Engineering & Manufacturing UK Limited ont été atteints en septembre 2022, ce qui a donné lieu à un gain net de 1,2 million de dollars pour l'exercice 2023.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté, passant de 4,8 % des ventes pour l'exercice précédent à 9,5 % des ventes pour l'exercice considéré et de 6,3 % des ventes pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent à 15,0 % des ventes pour le trimestre considéré, principalement en raison des facteurs susmentionnés, y compris les autres gains représentant 2,1 % des ventes pour le trimestre et 0,6 % des ventes pour l'exercice.

Sur 12 mois, les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négligeable pour le trimestre et l'exercice (moins de 0,1 % des ventes).

Frais financiers nets

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	895 \$	822 \$	3 125 \$	3 140 \$
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales	602	(1 207)	602	(1 207)
Intérêts sur les obligations au titre des prestations définies	(224)	(250)	(164)	(194)
Intérêts sur les contrats de location	232	231	891	840
Amortissement des frais de financement différés	117	117	469	475
Autres frais (produits) financiers hors trésorerie, montant net	144	185	299	(146)
Frais financiers nets hors trésorerie	1 766 \$	(102) \$	5 222 \$	2 908 \$
Intérêts sur la dette à long terme	3 034 \$	2 111 \$	9 483 \$	6 946 \$
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie	(74)	(834)	(430)	(2 279)
	4 726 \$	1 175 \$	14 275 \$	7 575 \$

L'augmentation des frais financiers nets hors trésorerie pour le trimestre et l'exercice est essentiellement attribuable à une charge découlant de la mise à jour du calendrier estimatif de remboursement des prêts des autorités gouvernementales, comparativement à un gain pour l'exercice précédent.

L'augmentation des intérêts sur la dette à long terme pour le trimestre et l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent tient surtout à la hausse des taux de référence sous-jacents et au montant prélevé sur la facilité de crédit en raison de l'investissement réalisé par la Société dans les stocks.

La diminution des produits d'intérêts tirés de la trésorerie par rapport à il y a un an est attribuable à la baisse du solde de trésorerie par suite de l'investissement dans les stocks, en partie contrebalancée par la hausse des taux de référence sous-jacents.

Charge d'impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024		2023		2024		2023	
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	22 886 \$		8 705 \$		45 488 \$		18 623 \$	
Charge d'impôt sur le résultat au taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	6 064	26,5 %	2 307	26,5 %	12 054	26,5 %	4 935	26,5 %
Résultats de filiales étrangères	(273)		(198)		(588)		(152)	
Dépenses non déductibles	88		168		549		501	
Résultat non imposable	(1 290)		(72)		(1 352)		(318)	
Ajustements se rapportant à des exercices antérieurs	2		(445)		(648)		(824)	
Effet de la non-comptabilisation (comptabilisation) d'avantages fiscaux	(2 398)		656		(2 798)		656	
Charge d'impôt sur le résultat	2 193 \$	9,6 %	2 416 \$	27,8 %	7 217 \$	15,9 %	4 798 \$	25,8 %

Résultat net

Le résultat net a augmenté pour passer de 13,8 millions de dollars pour l'exercice précédent à 38,3 millions de dollars pour l'exercice considéré, et de 6,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent à 20,7 millions de dollars pour le trimestre considéré, en raison principalement des facteurs susmentionnés. En excluant les autres gains, après impôts, le résultat net ajusté a augmenté pour passer de 12,6 millions de dollars pour l'exercice précédent à 34,3 millions de dollars pour l'exercice considéré, et de 6,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent à 16,7 millions de dollars pour le trimestre considéré.

Au cours de l'exercice, le bénéfice par action a augmenté pour passer de 0,40 \$ par action à 1,13 \$ par action (augmentation pour passer de 0,37 \$ par action à 1,01 \$ par action si l'on exclut les autres gains après impôts), tandis qu'au cours du trimestre, il a augmenté pour passer de 0,18 \$ par action à 0,61 \$ par action (augmentation pour passer de 0,18 \$ par action à 0,49 \$ par action si l'on exclut les autres gains après impôts).

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les résultats établis selon les IFRS et selon les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes :

BAIIA ajusté :	Résultat opérationnel excluant la charge d'amortissement et les autres gains
Résultat net ajusté :	Résultat net excluant les autres gains après impôts
Bénéfice par action ajusté :	Bénéfice dilué par action calculé à partir du résultat net ajusté
Flux de trésorerie disponibles :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net et de l'augmentation ou de la diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, plus le produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles

Ces mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc possible qu'elles ne soient pas comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction estime qu'elles procurent aux investisseurs des renseignements utiles pour leur permettre d'évaluer la rentabilité de la Société, ainsi que de comparer ses résultats d'une période à l'autre et avec ceux de ses pairs qui utilisent des mesures similaires.

La direction ne voit pas ces mesures comme des substituts aux mesures conformes aux IFRS ou comme des mesures supérieures à celles-ci puisque, souvent, elles ne reflètent pas entièrement les coûts de la période, les coûts à long terme des décisions de financement ou d'investissement ou l'incidence d'événements qui ne découlent pas des activités d'exploitation.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements de ces mesures financières avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des renseignements additionnels sur ce qu'elles représentent, à l'exception des flux de trésorerie

disponibles. Pour le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, se reporter à la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

Le BAIIA ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Résultat opérationnel	27 612 \$	9 879 \$	59 763 \$	26 198 \$
Charge d'amortissement	9 418	9 716	36 382	36 387
Autres gains	(3 961)	—	(3 961)	(1 219)
BAIIA ajusté	33 069 \$	19 595 \$	92 184 \$	61 366 \$

La direction est d'avis que le BAIIA ajusté procure des renseignements utiles sur les activités quotidiennes de la Société puisqu'il exclut du résultat les facteurs qui reflètent davantage les décisions de financement et d'investissement à long terme que le rendement à court terme.

Le BAIIA ajusté, en outre, constitue une autre mesure permettant d'évaluer le résultat opérationnel futur de la Société puisqu'il exclut l'incidence d'éléments qui n'ont pas la même fonction que ceux inclus dans les autres postes des états financiers et qui ne sont généralement pas aussi représentatifs du rendement opérationnel passé ou futur de la Société. La direction utilise aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement opérationnel, ainsi que comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Résultat net	20 693 \$	6 288 \$	38 271 \$	13 825 \$
Autres produits, après impôts	(3 961)	—	(3 961)	(1 219)
Résultat net ajusté	16 732 \$	6 288 \$	34 310 \$	12 606 \$
<i>En dollars par action</i>				
Bénéfice par action – dilué	0,61 \$	0,18 \$	1,13 \$	0,40 \$
Autres produits, après impôts	(0,12)	—	(0,12)	(0,03)
Bénéfice par action ajusté	0,49 \$	0,18 \$	1,01 \$	0,37 \$

La direction est d'avis que le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté procurent aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer les résultats de la période considérée et les perspectives de la Société en matière de bénéfice puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'incidence d'éléments qui n'ont pas la même fonction que ceux inclus dans les autres postes des états financiers et qui ne sont généralement pas aussi représentatifs du rendement opérationnel passé ou futur de la Société. Ces mesures sont également utilisées comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

FACILITÉS DE CRÉDIT ET SITUATION DE DETTE NETTE

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (« facilité renouvelable »)

La Société dispose d'une facilité renouvelable consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité permet à la Société et à ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 250,0 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, en livres sterling ou en euros. Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter le crédit disponible de 200,0 millions de dollars, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au 31 mars 2024, la Société avait emprunté un montant de 41,0 millions de dollars sur cette facilité, alors qu'elle n'avait emprunté aucun montant au 31 mars 2023. Les emprunts sur la facilité résultent de l'investissement réalisé par la Société dans les stocks en vue de stabiliser le système de production et de soutenir la croissance future des ventes.

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti (« facilité d'emprunt à terme »)

La Société a conclu une facilité d'emprunt à terme auprès du Fonds de solidarité FTQ pour un montant de 75,0 millions de dollars. Cette facilité est entièrement utilisée, porte intérêt à un taux de 5,0 % et vient à échéance en septembre 2028. La facilité d'emprunt à terme est remboursable à l'échéance, et, à compter de septembre 2024, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés sous réserve de certains frais.

Situation de dette nette

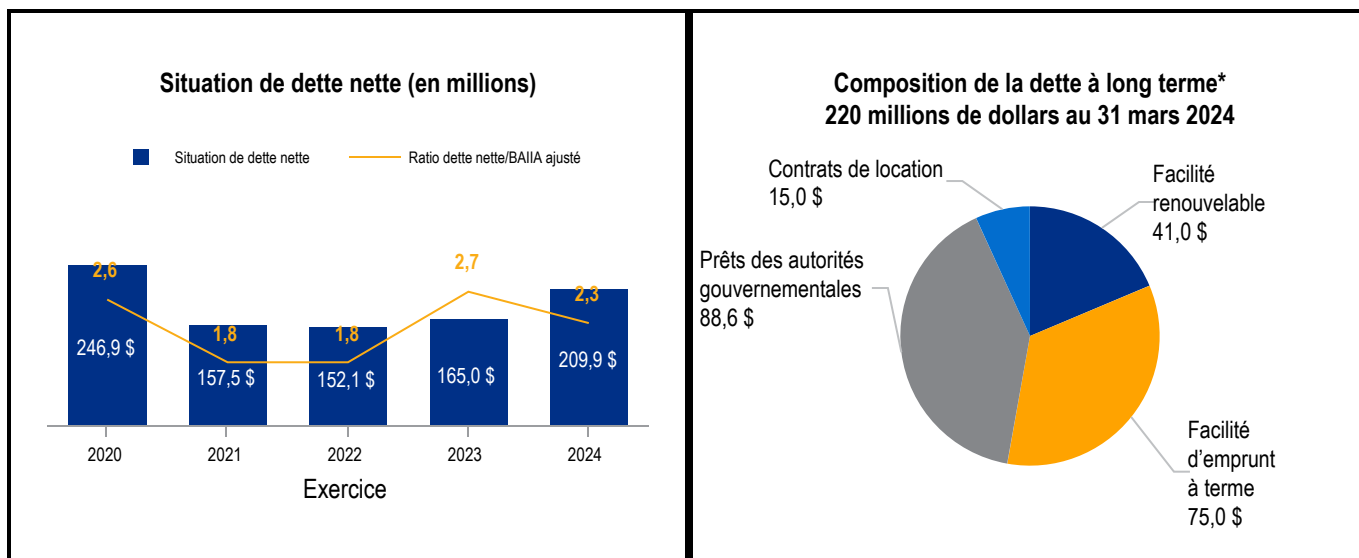
La situation de dette nette de la Société est calculée comme suit, aux dates indiquées :

	31 mars 2024	31 mars 2023
Dettes à long terme, y compris la tranche à court terme ¹	219 628 \$	179 978 \$
Moins : Trésorerie	9 765	15 020
Situation de dette nette	209 863 \$	164 958 \$
BAIIA ajusté ²	92 184 \$	61 366 \$
Ratio dette nette/BAIIA ajusté	2,3:1	2,7:1

¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés de 1,6 million de dollars au 31 mars 2024 et de 2,1 millions de dollars au 31 mars 2023.

²⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

La dette nette de la Société a augmenté tout au long de l'exercice, principalement en raison de l'investissement de 59,3 millions de dollars dans les stocks en vue de stabiliser le système de production et de soutenir la croissance future des ventes.



* Excluant le montant net des frais de financement différés de 1,6 million de dollars au 31 mars 2024 et de 2,1 millions de dollars au 31 mars 2023.

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes les clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du présent exercice. Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour répondre à ses besoins financiers.

La Société n'est pas tenue d'effectuer de remboursements de capital obligatoires sur ses facilités d'emprunt à terme avant septembre 2028 et la facilité renouvelable vient à échéance en juin 2027.

PRÊTS DES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été consentis en vertu des programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols visant à promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis en fonction d'un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits d'Héroux-Devtek, et ils ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux d'intérêt inférieur aux taux du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers nets.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Aux 31 mars 2024 et 2023, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de ses prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte des hypothèses et des données mises à jour, ce qui a donné lieu à une perte hors trésorerie de 0,6 million de dollars (gain de 1,2 million de dollars pour l'exercice 2023), laquelle a été comptabilisée et incluse dans les frais financiers nets.

Au 31 mars 2024, la valeur actualisée comptabilisée par la Société en regard de ces conventions de prêts en cours s'établissait à 88,6 millions de dollars (89,0 millions de dollars au 31 mars 2023) et les taux d'intérêt effectifs sur ces prêts variaient de 0,0 % à 6,6 % au 31 mars 2024 (de 0,0 % à 6,6 % au 31 mars 2023). Le calendrier de remboursement de ces prêts s'échelonne jusqu'à l'exercice 2035 au plus tard.

ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Trésorerie au début des périodes	6 411 \$	90 837 \$	15 020 \$	86 692 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 743	4 518	2 933	30 060
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(9 476)	(12 888)	(34 434)	(28 292)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(7 250)	(67 446)	26 097	(74 389)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	337	(1)	149	949
Trésorerie à la fin des périodes	9 765 \$	15 020 \$	9 765 \$	15 020 \$

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Résultat net	20 693 \$	6 288 \$	38 271 \$	13 825 \$
Éléments hors trésorerie :				
Charge d'amortissement	9 418	9 716	36 382	36 387
Impôt différé	(1 785)	2 780	83	6 021
Extinction d'un passif	(3 961)	—	(3 961)	—
Frais financiers nets hors trésorerie	1 766	(102)	5 222	2 908
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	368	329	1 446	1 306
	26 499	19 011	77 443	60 447
Variation nette des éléments hors trésorerie	(6 756)	(14 493)	(74 510)	(30 387)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 743 \$	4 518 \$	2 933 \$	30 060 \$

La variation nette des éléments hors trésorerie peut être résumée comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Comptes clients	(16 995) \$	(22 180) \$	(26 053) \$	(18 003) \$
Stocks	(7 737)	(14 408)	(59 296)	(55 323)
Autres actifs	(73)	(3 052)	219	3 955
Comptes fournisseurs et charges à payer	12 568	20 685	5 948	19 558
Provisions	(982)	(770)	(2 198)	(5 394)
Avances de clients et facturations progressives	2 908	2 510	5 565	27 658
Autres passifs	3 555	2 722	1 305	(2 838)
Variation nette des éléments hors trésorerie	(6 756) \$	(14 493) \$	(74 510) \$	(30 387) \$

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, la variation nette négative des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- un investissement dans les stocks visant à stabiliser le système de production et à soutenir la croissance future des ventes;
- une hausse des comptes clients découlant principalement de l'augmentation du volume des ventes.

Ces éléments négatifs ont été contrebalancés en partie par une augmentation des avances de clients et facturations progressives et des comptes fournisseurs et charges à payer découlant de l'accroissement du niveau d'activité.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023, la variation nette négative des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- un investissement dans les stocks visant à stabiliser le système de production et à atténuer l'incidence des retards dans la chaîne d'approvisionnement;
- une augmentation des comptes clients principalement attribuable au profil non linéaire des livraisons du quatrième trimestre.

Ces éléments négatifs ont été contrebalancés en partie par une augmentation des comptes fournisseurs et charges à payer et des avances de clients.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	(5 574) \$	(6 976) \$	(20 519) \$	(18 641) \$
Augmentation nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(3 902)	(6 282)	(13 915)	(13 137)
Produit tiré de la cession d'activités	—	370	—	3 486
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(9 476) \$	(12 888) \$	(34 434) \$	(28 292) \$

L'augmentation nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée pour le trimestre et l'exercice s'explique principalement par une baisse de l'investissement dans les coûts de développement capitalisés par rapport à l'exercice 2023, en partie contrebalancée par des investissements liés à la mise en œuvre d'un progiciel de gestion intégrée.

Le produit tiré de la cession d'activités est lié à la vente des activités de Bolton de la Société à l'exercice 2022.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant brut	7 436 \$	9 469 \$	24 000 \$	19 998 \$
Aide gouvernementale	(96)	(21)	(69)	(78)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7 340 \$	9 448 \$	23 931 \$	19 920 \$
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs	(1 625)	(1 548)	(652)	(130)
Ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation hors trésorerie	(141)	(924)	(2 760)	(1 149)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	5 574 \$	6 976 \$	20 519 \$	18 641 \$

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Augmentation de la dette à long terme	761 \$	807 \$	51 894 \$	7 046 \$
Remboursement de la dette à long terme	(8 011)	(66 113)	(18 998)	(75 747)
Émission d'actions ordinaires	—	—	—	1 103
Rachat et annulation d'actions	—	(2 140)	(6 799)	(6 546)
Augmentation des frais de financement différés	—	—	—	(245)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(7 250) \$	(67 446) \$	26 097 \$	(74 389) \$

L'augmentation de la dette à long terme au cours de l'exercice se rapporte principalement à des montants prélevés sur la facilité renouvelable compte tenu de l'investissement réalisé par la Société dans les stocks en vue de stabiliser le système de production et de soutenir la croissance future des ventes, tandis que le remboursement de la dette à long terme se compose du remboursement partiel de la facilité renouvelable, de paiements de loyers et de remboursements prévus de prêts des autorités gouvernementales.

Le remboursement de la dette à long terme au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2023 se compose du remboursement complet de la facilité renouvelable, de paiements de loyers et de remboursements prévus de prêts des autorités gouvernementales.

Se reporter à la rubrique intitulée « Offre publique de rachat dans le cours normal des activités » de la section *Situation financière* pour en savoir plus sur le rachat et l'annulation d'actions.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES¹

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 743 \$	4 518 \$	2 933 \$	30 060 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	(5 574)	(6 976)	(20 519)	(18 641)
Augmentation nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(3 902)	(6 282)	(13 915)	(13 137)
Flux de trésorerie disponibles (affectation) ¹	10 267 \$	(8 740) \$	(31 501) \$	(1 718) \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section *Résultats d'exploitation* pour la définition de cet indicateur.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent un bon indicateur de la solidité financière et de la rentabilité puisqu'ils indiquent le montant des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation qui est disponible aux fins de distribution, du remboursement de la dette et du financement des investissements.

La diminution des flux de trésorerie disponibles pour l'exercice considéré comparativement à l'exercice précédent s'explique principalement par une augmentation moins importante des avances de clients et facturations progressives. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles pour le quatrième trimestre comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique principalement par l'augmentation des flux de trésorerie d'exploitation attribuable à l'augmentation du volume et de la rentabilité ainsi qu'à la diminution de l'investissement dans les stocks.



BESOINS EN LIQUIDITÉS

Le tableau qui suit présente un résumé des obligations contractuelles de la Société au 31 mars 2024, y compris les versements payables au cours des cinq prochains exercices et les suivants :

Obligations contractuelles	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales	103 644 \$	13 931 \$	27 425 \$	26 508 \$	35 780 \$
Obligations locatives	19 693	3 318	5 450	3 409	7 516
Facilité d'emprunt à terme	91 708	3 713	7 426	80 569	—
Remboursement de la dette à long terme, y compris les intérêts	264 353	23 586	45 549	151 922	43 296
Obligations d'achat	439 226	325 377	112 203	1 646	—
Comptes fournisseurs	87 042	87 042	—	—	—
Engagements d'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	4 930	4 930	—	—	—
Total des obligations contractuelles¹	795 551 \$	440 935 \$	157 752 \$	153 568 \$	43 296 \$

¹⁾ Excluant les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies présentées à la rubrique intitulée « Régimes de retraite ».

SITUATION FINANCIÈRE

STRUCTURE DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- obtenir ou rembourser des facilités de crédit à long terme;
- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, est une mesure clé qui est prise en compte dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable.

Le ratio dette nette/capitaux propres de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2024	31 mars 2023
Dette à long terme	218 027 \$	177 908 \$
Frais de financement différés, montant net	1 601	2 070
Moins : Trésorerie	9 765	15 020
Dette nette	209 863 \$	164 958 \$
Capitaux propres	429 638	390 919
Ratio dette nette/capitaux propres	0,49:1	0,42:1

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Pour la direction, une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») représente une méthode flexible de répartition du capital visant la création de valeur pour les actionnaires, sans compromettre la capacité de la Société à poursuivre des initiatives de croissance futures, qu'il s'agisse de nouveaux contrats ou d'acquisitions d'entreprises.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2024

Le 8 août 2023, la Société a annoncé qu'elle procédait à une OPRCNA, visant le rachat et l'annulation d'un nombre maximal de 1 791 984 actions ordinaires sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou d'autres systèmes de négociation. L'OPRCNA a commencé le 10 août 2023 et se terminera le 9 août 2024, ou à toute date antérieure à laquelle la Société aurait racheté le nombre maximal d'actions ordinaires permis aux termes de l'OPRCNA ou à laquelle la Société aurait décidé de ne pas procéder à d'autres rachats dans le cadre de celle-ci. Le tableau suivant présente les actions rachetées au cours de l'exercice :

	Nombre d'actions	Coût moyen par actions	Coût total
Trimestre clos le 30 juin 2023 (OPRCNA de 2023)	101 200	14,62 \$	1 302 \$
Trimestre clos le 30 septembre 2023 (OPRCNA de 2024)	158 003	15,74	2 487
Trimestre clos le 31 décembre 2023 (OPRCNA de 2024)	194 300	15,49	3 010
Trimestre clos le 31 mars 2024 (OPRCNA de 2024)	—	—	—
Total	453 503	14,99 \$	6 799 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2023

Le 19 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle procédait à une OPRCNA, visant le rachat et l'annulation d'un nombre maximal de 1 896 079 actions ordinaires sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou d'autres systèmes de négociation. L'OPRCNA a commencé le 25 mai 2022 et s'est terminée le 24 mai 2023. Au cours de l'exercice 2023, la Société a racheté et annulé 482 703 actions ordinaires pour une contrepartie en trésorerie de 6,5 millions de dollars, ce qui correspond à un prix moyen pondéré de 13,56 \$ l'action.

CAPITAL ÉMIS

Le capital-actions a évolué comme suit :

	Exercice clos le 31 mars 2024	
	Nombre d'actions	Capital émis
Solde d'ouverture	34 107 073	82 459 \$
Rachat et annulation	(453 503)	(1 096)
Solde de clôture	33 653 570	81 363 \$

Au 21 mai 2024, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 33 653 570.

Les options sur actions ont évolué comme suit :

	Exercice clos le 31 mars 2024	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	1 635 500	14,59 \$
Attribuées	370 000	14,07
Expirées	(96 000)	15,01
Annulées / frappées d'extinction	(14 000)	14,46
Solde de clôture	1 895 500	14,47 \$

Au 31 mars 2024, 2 122 662 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission à l'exercice d'options sur actions (2 122 662 au 31 mars 2023). En conséquence, la Société peut émettre 227 162 options sur actions additionnelles en vertu de sa réserve actuelle.

Au 21 mai 2024, le nombre d'options sur actions en cours s'élevait à 1 895 500.

Pour de plus amples renseignements concernant le capital-actions émis et en circulation de la Société et les régimes de rémunération connexes, se reporter à la note 21, *Capital émis*, afférente aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

Fonds de roulement

Le fonds de roulement de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2024	31 mars 2023	Variation	
Actifs à court terme	507 845 \$	423 201 \$	84 644 \$	20,0 %
Passifs à court terme	240 946	223 939	17 007	7,6 %
Fonds de roulement net	266 899 \$	199 262 \$	67 637 \$	33,9 %
Ratio du fonds de roulement	2,11	1,89		

L'augmentation de 84,6 millions de dollars des actifs à court terme est principalement attribuable à une augmentation de 60,4 millions de dollars des stocks et à une hausse de 26,4 millions de dollars des comptes clients.

L'augmentation de 17,0 millions de dollars des passifs à court terme découle principalement d'une hausse de 11,7 millions de dollars des comptes fournisseurs et charges à payer ainsi que d'une hausse de 5,6 millions de dollars des avances de clients et facturations progressives.

Actifs à long terme, passifs à long terme et capitaux propres

Les actifs à long terme, les passifs à long terme et les capitaux propres de la Société s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2024	31 mars 2023	Variation	
Actifs à long terme	403 578 \$	398 136 \$	5 442 \$	1,4 %
Passifs à long terme	240 839	206 479	34 360	16,6 %
Capitaux propres	429 638	390 919	38 719	9,9 %

L'augmentation de 5,4 millions de dollars des actifs à long terme pour l'exercice découle principalement de l'augmentation de 6,9 millions de dollars des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

L'augmentation de 34,4 millions de dollars des passifs à long terme s'explique principalement par le montant de 41,0 millions de dollars prélevé sur la facilité renouvelable, en partie contrebalancé par une augmentation de la tranche à court terme de la dette à long terme.

L'augmentation de 38,7 millions de dollars des capitaux propres se rapporte essentiellement au résultat net de 38,3 millions de dollars.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les obligations nettes au titre des prestations définies ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	2024	2023
Actifs nets des régimes de retraite au début de l'exercice	3 754 \$	5 325 \$
Gains nets (pertes nettes) à la réévaluation	1 126	(1 709)
Cotisations de l'employeur	804	1 028
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(555)	(791)
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies	164	194
Autres	(364)	(293)
Actifs nets des régimes de retraite à la clôture de l'exercice	4 929 \$	3 754 \$
Montant comptabilisé dans les autres actifs à long terme	5 495	4 707
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme	(566)	(953)

La situation de capitalisation des régimes de retraite de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2024	31 mars 2023
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	59 895 \$	58 966 \$
Juste valeur des actifs des régimes	73 203	68 980
Coefficient de capitalisation	122,2 %	117,0 %

La Société a versé des cotisations de 0,8 million de dollars et 3,9 millions de dollars, respectivement, à ses régimes à prestations définies et à cotisations définies au cours de l'exercice 2024, et prévoit verser des cotisations de respectivement 0,9 million de dollars et 4,0 millions de dollars à ces mêmes régimes au cours de l'exercice 2025. L'augmentation des actifs nets des régimes de retraite découle principalement du rendement des actifs des régimes, qui a dépassé la charge d'intérêts sur les obligations au titre des prestations définies au cours de l'exercice. Se reporter à la note 24, *Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite*, afférente aux états financiers consolidés pour en savoir plus sur ces hypothèses.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

OPÉRATIONS SUR DEVISES

Du fait que la Société exploite des activités dans divers pays et qu'elle fait affaire avec des clients répartis à travers le monde, la situation financière et les résultats d'exploitation d'Héroux-Devtek sont en partie influencés par l'évolution des taux de change. Plus spécifiquement, la Société exerce des activités au Canada, aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni, et engage, par conséquent, des coûts libellés dans les devises respectives de ces quatre pays, soit le dollar canadien (« \$ CA »), le dollar américain (« \$ US »), l'euro (« EUR ») et la livre sterling (« GBP »). Outre les coûts libellés dans leur devise locale, une part importante des coûts des matériaux des activités canadiennes, espagnoles et britanniques est libellée en dollars américains, tout comme une large part de leurs ventes.

La Société doit convertir en dollars canadiens les produits, les charges ainsi que les éléments d'actif et de passif libellés en devises, aux fins de présentation de l'information financière. Des gains et pertes surviennent du fait des fluctuations de ces devises par rapport au dollar canadien entre deux dates de clôture du bilan, ou entre la date d'une transaction et la date de clôture du bilan.

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période. Les postes du bilan sont convertis selon le taux de change au comptant affiché à la date de clôture du bilan.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2024	31 mars 2023
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,3550	1,3533
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,4632	1,4708
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,7114	1,6726

Les taux de change utilisés pour convertir les produits et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,3488	1,3518	1,3488	1,3231
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,4642	1,4507	1,4629	1,3775
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,7103	1,6429	1,6951	1,5941

Héroux-Devtek est principalement exposée au rendement du dollar américain par rapport au dollar canadien, à la livre sterling et à l'euro en raison de la prévalence du dollar américain dans les transactions effectuées sur le marché de l'aérospatiale et de l'emplacement géographique de ses activités d'exploitation. L'exercice 2024 a été marqué par une hausse de l'euro et de la livre sterling au cours de l'exercice par rapport au dollar canadien et au dollar américain. Environ 81 % des ventes de la Société sont libellées en dollars américains, contre environ 62 % des coûts connexes, ce qui génère d'importantes entrées de fonds nettes en dollars américains.

Afin de gérer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture des devises en vertu de laquelle Héroux-Devtek conclut des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains de montants équivalents aux entrées de fonds nettes anticipées. Cette politique exige que la Société couvre de 50 % à 100 % de l'exposition nette connue, essentiellement pour les deux exercices qui suivent. Se reporter à la rubrique intitulée « Instruments financiers dérivés » de la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir plus de renseignements.

GESTION DU RISQUE

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels qui l'exposent à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats. La Société est également soumise à des risques économiques ou naturels plus généraux pouvant entraîner des répercussions à grande échelle sur l'ensemble de son industrie.

La philosophie générale d'Héroux-Devtek consiste à éviter les risques inutiles et à limiter, dans la mesure du possible, tout risque associé aux activités commerciales. La prise de risques non associés aux activités commerciales habituelles est considérée comme inappropriée.

Il incombe ultimement au conseil d'administration et à ses comités d'identifier les risques importants pour l'entreprise et de s'assurer que la direction s'acquitte adéquatement de ses tâches en matière de gestion du risque. Son rôle à cet égard en est un de prise de décisions de haut niveau, de surveillance et d'analyse. Afin d'y parvenir, le conseil d'administration délègue la plupart des responsabilités en matière de prévention, de détection et d'atténuation des risques aux dirigeants.

Il incombe aux dirigeants de la Société de s'assurer que les systèmes et procédures sont en place afin d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la Société est exposée et de les gérer dans des limites tolérables. Afin d'y parvenir, la direction a fixé les objectifs suivants :

- identifier et évaluer les risques auxquels s'expose la Société et, dans la mesure du possible, réduire l'exposition à un niveau tolérable;
- avoir recours aux méthodes les plus efficaces et efficientes afin d'éliminer, de réduire ou de transférer l'exposition aux risques;
- prendre en compte les risques associés aux décisions opérationnelles et à la structure des transactions de manière à éviter les risques lorsque cela est possible.

Le processus de gestion du risque d'entreprise (« GRE ») est une composante clé des méthodes de gestion du risque de la Société. Il s'agit d'une procédure d'évaluation des contrôles et des risques mise en œuvre à plusieurs niveaux, dans le cadre de laquelle les équipes de direction de toutes les divisions, l'équipe de la haute direction, les membres du conseil d'administration et les responsables internes dans des champs d'expertise précis sont invités à faire des évaluations, présenter des points de vue et partager des méthodes. L'information recueillie est regroupée, évaluée et condensée pour produire une liste exhaustive des principaux risques, contrôles, réponses et risques résiduels. L'information en résultant est incorporée dans le programme d'audit interne et communiquée au comité d'audit et au conseil d'administration, qui passent également en revue les principaux risques sur une base régulière.

Les méthodes les plus importantes auxquelles a recours la direction pour gérer les risques ont des impacts sur l'ensemble de l'entreprise. Ces efforts à l'échelle de l'entreprise comprennent, sans s'y limiter :

- la mise en place d'une culture d'entreprise qui encourage la gestion responsable et l'intégrité par l'adhésion à des politiques d'embauche strictes et l'envoi de messages clairs de la part des dirigeants;
- l'application d'un code d'éthique et d'une politique de dénonciation visant à assurer la qualité de la régie d'entreprise et l'intégrité du fonctionnement de la Société;
- la mise en place et l'alignement continu de normes et de systèmes de qualité dans l'ensemble de l'entreprise, notamment au niveau de la chaîne d'approvisionnement, de l'assurance-qualité et de l'amélioration continue;
- la mise en place dans l'ensemble de l'entreprise de mesures rigoureuses de contrôle interne dans le but de gérer les risques associés à la communication de l'information financière, la fraude, la trésorerie et les activités opérationnelles.

Les tableaux qui suivent présentent une liste de risques clés identifiés par la direction ainsi que les approches connexes de gestion de ces risques. Cette liste n'est pas exhaustive et ne doit pas être considérée comme limitative. D'autres facteurs de risques n'ayant possiblement pas encore été identifiés par la direction pourraient avoir une incidence négative sur les activités, la situation financière ou les résultats de la Société.

Risques stratégiques

Les risques stratégiques ont des impacts à l'échelle de la Société et sont généralement liés à l'orientation générale de la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Dépendance envers des clients importants	Les cinq plus importants clients d'Héroux-Devtek représentent environ 53 % des ventes consolidées, dont un client représentant 16 %. La perte de l'un de ces clients aurait des répercussions importantes sur les résultats financiers actuels et anticipés.	Ce risque est en partie atténué du fait de la conclusion de contrats de vente à long terme avec les clients ainsi que de la recherche active d'une grande diversité de nouveaux clients dans le but de diversifier le portefeuille de ventes. De plus, une diversification encore plus poussée est obtenue en diversifiant les ventes par sous-secteur et produit ou service auprès d'un même client.
Acquisitions et intégrations	Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société procède, sur une base ponctuelle, à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions augmentent la taille et l'envergure de la Société, et peuvent l'exposer à de nouveaux risques d'ordre géographique, politique, opérationnel et financier. Les acquisitions peuvent aussi être très contraignantes pour les dirigeants et exiger beaucoup d'attention, ou engendrer des difficultés subséquentes liées à l'intégration des nouvelles activités. L'intégration des nouvelles activités pose des risques difficiles à anticiper et susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur la croissance et la rentabilité de la Société, et pourrait inclure l'incapacité à réussir l'intégration des activités acquises.	La direction d'Héroux-Devtek sélectionne avec soin ses cibles d'acquisition selon des critères rigoureux et ne va de l'avant que lorsqu'elle juge que l'adéquation est satisfaisante. De plus, les conventions d'acquisition font l'objet de négociations rigoureuses avec l'objectif d'atténuer les principaux risques liés aux acquisitions par le biais de conditions mutuellement acceptables, de garanties et d'ententes de prix conditionnelles. La Société gère aussi les risques associés aux acquisitions et aux intégrations en procédant à des vérifications diligentes, en mettant à profit l'expérience acquise par son équipe ou en ayant recours à de l'aide extérieure, selon les besoins. Héroux-Devtek planifie l'intégration des acquisitions du haut vers le bas et y consacre des ressources à long terme afin d'optimiser l'intégration et d'atteindre les objectifs stratégiques.

Risques financiers

Les risques financiers sont liés à la situation financière, aux résultats et aux liquidités de la Société, ou sont associés aux conditions de marché qui touchent directement la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Fluctuations des devises	Se reporter à la rubrique intitulée « Opérations sur devises » de la section <i>Renseignements supplémentaires</i> pour obtenir plus de détails concernant les risques liés aux fluctuations des taux de change auxquels s'expose Héroux-Devtek et les pratiques de gestion du risque qui s'y rattachent.	
Situation de trésorerie, accès à des sources de financement et clauses restrictives connexes	La Société doit avoir un accès continu aux marchés des capitaux afin de financer ses activités. La nature à long terme et la structure de coût initiale de certains programmes peuvent nécessiter des montants importants en coûts de démarrage. L'incapacité d'avoir accès à ce capital pourrait faire obstacle à la capacité de la Société à soumissionner sur d'importants contrats, ou encore avoir des répercussions négatives sur les activités courantes. Héroux-Devtek a accès à ce financement par l'entremise d'un syndicat bancaire, d'une facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti de même que de prêts des autorités gouvernementales et de facilités de location. Ces ententes assujettissent la Société à des clauses financières restrictives comme il est expliqué dans la section <i>Flux de trésorerie et sources de financement</i>. Elles restreignent également la capacité de la Société à vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif, de contracter certains types de dettes, de s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation ou de s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées sans l'accord du prêteur. Ces restrictions et clauses restrictives pourraient entraver l'accès aux capitaux ou encore empêcher la Société de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.	Afin de maintenir des liquidités adéquates, Héroux-Devtek fait de sa gestion de la trésorerie une priorité quotidienne. Les soldes de trésorerie, les comptes clients, les projections de liquidités et les taux de change et d'intérêt sur le marché font l'objet d'un suivi continu. Dans le but d'assurer sa stabilité et sa viabilité financière à long terme, la Société cherche aussi à : – s'assurer du déroulement approprié des approbations de soumissions afin de permettre des prévisions fiables des revenus et des coûts et une évaluation adéquate des risques; – structurer les contrats de manière à obtenir des avances des clients et à utiliser la facturation progressive; – développer des ententes à long terme avec les clients et fournisseurs et lancer des appels d'offres pour les coûts importants; – faire des projections de liquidités à long terme dans le cadre du budget annuel et du processus de planification stratégique; – maintenir de bonnes relations avec l'ensemble des principaux créanciers. La direction surveille aussi continuellement les clauses restrictives de manière à s'assurer qu'elles sont respectées et répertorie les tendances susceptibles de signaler des risques potentiels futurs.
Fluctuations des taux d'intérêt	La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt en raison du taux variable de sa facilité renouvelable ainsi que de l'impact sur le coût des besoins futurs en capitaux. Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent aussi avoir des répercussions négatives sur le bilan en raison de leur impact sur les taux utilisés par Héroux-Devtek pour actualiser ses provisions et les obligations au titre des régimes de retraite, entre autres soldes.	Les politiques d'Héroux-Devtek en matière de gestion du risque abordent spécifiquement la gestion du risque lié aux taux d'intérêt en permettant le recours à des instruments dérivés comme les swaps de taux d'intérêt. Les détails concernant les instruments dérivés en cours sont présentés à la rubrique intitulée « Instruments financiers dérivés » de la section <i>Renseignements supplémentaires</i>. Les risques associés aux régimes de retraite sont gérés à l'aide de politiques en matière d'investissements mises en place par la Société et les comités de retraite.
Questions d'ordre fiscal et modifications aux lois fiscales	À titre de multinationale exerçant, par l'intermédiaire de filiales, des activités sur plusieurs territoires, la Société est assujettie à l'impôt sur le revenu et à d'autres impôts et taxes, aux lois fiscales et aux politiques fiscales de nombreuses administrations. Un certain nombre de facteurs, notamment des changements dans la composition des revenus dans des pays où la loi prévoit des taux d'imposition différents, des changements touchant la législation, les conventions ou la réglementation fiscales ou leur interprétation et l'issue de vérifications fiscales (y compris les prix de transfert) dans diverses administrations à l'échelle mondiale, pourraient avoir une incidence défavorable sur le taux d'imposition effectif futur de la Société. Des impôts additionnels, des intérêts et des pénalités réclamés par voie de cotisation additionnelle pourraient nuire considérablement aux résultats opérationnels et à la situation financière actuels et futurs de la Société.	La direction évalue régulièrement toutes les questions d'ordre fiscal pour vérifier le caractère adéquat de l'observation des règles fiscales. La direction travaille également avec des fiscalistes spécialisés en droit fiscal et en comptabilité fiscale pour assurer la conformité de la Société dans tous les territoires où elle exerce ses activités. La direction surveille étroitement l'évolution de la réglementation fiscale afin de s'assurer que la Société la respecte en tout temps.

Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont plus spécifiques aux activités opérationnelles d'Héroux-Devtek, ou découlent de celles-ci, comparativement aux risques stratégiques.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Chaîne d'approvisionnement	La pression engendrée par la pandémie de COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement, les tensions géopolitiques et d'autres événements pourraient mener à des perturbations de l'approvisionnement de la Société. Si les perturbations de la chaîne d'approvisionnement devaient se prolonger, elles pourraient avoir des répercussions négatives importantes sur les activités de la Société, et entraîner notamment une augmentation considérable des coûts engendrés dans le cadre de ses activités et une diminution importante de ses marges et de sa rentabilité. Des baisses de qualité et de fiabilité d'approvisionnement, y compris de la qualité des matières premières, pourraient également avoir des répercussions négatives sur les activités et les résultats de la Société.	Héroux-Devtek gère les risques liés aux fournisseurs en réalisant des audits fréquents auprès de ses fournisseurs et en maintenant des normes élevées, notamment en exigeant les accréditations AS9100 et Nadcap. La Société surveille le rendement des fournisseurs et atténue les pertes potentielles en s'assurant que les problèmes de qualité, le cas échéant, sont détectés au moyen de la gestion de la qualité en interne. Héroux-Devtek a également la capacité de s'occuper elle-même de la fabrication ou de la finition de nombreuses pièces clés en cas de problèmes graves touchant la chaîne d'approvisionnement, ou encore de confier ces tâches en sous-traitance. La Société gère également les niveaux de stocks afin d'avoir un stock de sécurité des principales composantes au cas où d'autres risques liés à la chaîne d'approvisionnement surviendraient.
Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée	La réalisation des programmes importants et la satisfaction de la clientèle sont fortement tributaires de l'apport des meilleurs talents. Le succès de la Société repose sur cette main-d'œuvre, plus particulièrement les ingénieurs, les machinistes et les programmeurs, ainsi que sur la gestion des programmes, l'approvisionnement et les finances. La concurrence est rude lorsqu'il s'agit d'embaucher et de maintenir en poste des employés compétents. Le maintien en poste ou le remplacement d'employés pourrait entraîner une hausse des coûts liés à la main-d'œuvre, et la Société pourrait ne pas être en mesure d'embaucher ou de maintenir en poste des employés clés, ce qui pourrait entraîner des retards ou nuire à la rentabilité de certaines initiatives ou livraisons.	Héroux-Devtek cible les meilleurs candidats pour les postes clés et évalue attentivement les personnes embauchées pour s'assurer de leur compatibilité et de leurs perspectives de développement à long terme. Pour retenir ses employés, la Société a adopté des pratiques exemplaires en matière de ressources humaines, en plus d'offrir une rémunération concurrentielle et, dans le cas des dirigeants clés, une rémunération incitative incluant notamment des régimes de primes, d'options sur actions, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions incessibles ainsi que d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat. Un processus de planification de la relève est également prévu pour les employés clés, jusqu'aux membres de la haute direction, et le plan de relève est revu annuellement par le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise.
Conventions collectives	La Société est partie à certaines conventions collectives qui encadrent les relations de travail avec certains employés. L'échec du renouvellement de ces ententes à des conditions mutuellement acceptables pourrait entraîner des arrêts de travail ou d'autres perturbations du travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers, l'exécution opérationnelle et la satisfaction de la clientèle.	Afin de minimiser ce risque, Héroux-Devtek s'efforce de maintenir des relations professionnelles et de coopération avec la direction syndicale et planifie la négociation des renouvellements suffisamment tôt afin de parvenir à des résultats positifs.
Technologies de l'information	Les systèmes de technologie de l'information sont essentiels à la plupart des activités d'Héroux-Devtek. Ces systèmes peuvent être vulnérables à des cyberattaques ou à l'espionnage, aux virus et à toute autre forme de défaillance matérielle ou logicielle, intentionnelle, ou non. La non-disponibilité de ces systèmes aurait des répercussions négatives directes sur les activités d'exploitation de la Société. L'accès non autorisé à des données confidentielles d'Héroux-Devtek, ou à des données de tiers en sa possession, aurait aussi une incidence négative sur la réputation de la Société et, conséquemment, ses activités commerciales et résultats.	Afin de réduire les risques liés aux technologies, Héroux-Devtek a implanté diverses mesures, notamment : – un programme pour la sécurité fondé sur le référentiel NIST, comprenant des évaluations fréquentes des termes, ainsi que la réalisation fréquente de vérifications et de tests d'intrusion; – de la surveillance en tout temps par le biais d'un centre de gestion de la sécurité; – une détection des intrusions et des solutions en matière de prévention; – un comité de sécurité mondial, des processus de gouvernance stricts et des politiques en matière de technologies de l'information; – une campagne de sensibilisation à la cybersécurité et des campagnes sur l'hameçonnage; – une planification en vue de la reprise après sinistre.

Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie	La complexité et le degré de sophistication des produits de la Société présentent le risque que des défauts pourraient être constatés après la livraison des produits aux clients. Ces défauts pourraient entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des pertes pour les clients pour lesquelles Héroux-Devtek pourrait être tenue responsable. De plus, du fait que ces produits sont principalement utilisés dans le transport aérien, l'ampleur de ces réclamations et pertes pourrait être d'autant plus grande. La responsabilité pour ces pertes, ou l'incapacité de corriger ces erreurs, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités commerciales et les résultats de la Société.	La rigueur dont fait preuve Héroux-Devtek en matière de respect des normes, systèmes et certifications de qualité à toutes les étapes de la conception, de la production, des réparations et de l'entretien atténue en partie le risque de défaillances attribuables aux produits susceptibles d'entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des litiges. La Société dispose d'une équipe de soutien aux produits qui surveille la performance et la fiabilité des produits, et qui souscrit également à de l'assurance responsabilité de produits susceptible d'atténuer d'éventuelles pertes.
Litiges	Héroux-Devtek est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part, notamment, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires ou d'agences gouvernementales. L'ampleur financière et la durée de ces litiges peuvent varier et demeurer inconnues pendant de longues périodes. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société, en plus d'importantes pertes potentielles, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes et des objectifs stratégiques.	La Société emploie des professionnels du droit, en interne et à l'extérieur de la Société, qui conseillent la haute direction quant au respect continu des lois, des règlements et des règles d'exportation ainsi que pour la gestion connexe des risques. La Société souscrit aussi à différentes formes d'assurance qui pourraient, en cas de certains types de responsabilités, compenser en tout ou en partie, les pertes potentielles.

Risques externes

Les risques externes sont généralement hors du contrôle de la direction et résultent principalement de facteurs externes.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Conjoncture économique	Les retombées de la pandémie de COVID-19 combinées aux répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont contribué à perturber les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale, à créer des incertitudes économiques importantes et à perturber les marchés financiers. Bien que le secteur de l'aérospatiale et le segment de marché de la défense se soient avérés relativement résilients sur le long terme face aux perturbations économiques, ils ne sont pas immunisés contre les ralentissements. Ces conditions de marché peuvent également être causées par un certain nombre de facteurs, y compris, sans s'y limiter, l'instabilité politique, les activités terroristes ou les catastrophes naturelles. Ces conditions défavorables peuvent avoir des répercussions négatives sur la Société, notamment en réduisant ses ventes et en augmentant les coûts, et ainsi influencer sur sa rentabilité.	Bien que la direction n'ait aucun contrôle direct sur la conjoncture économique, ce risque est réduit du fait des efforts soutenus déployés par Héroux-Devtek pour gérer les coûts, le capital et la rentabilité de manière à maintenir un bilan sain lui permettant d'être plus résiliente en cas de ralentissements inattendus. Héroux-Devtek gère également ce risque de manière indirecte, en maintenant un portefeuille de clients et de programmes bien diversifié, tant du point de vue géographique que du point de vue des segments de marché. Cette diversification pourrait réduire l'impact global sur l'ensemble de la Société d'un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces segments de marché.
Inflation	L'inflation peut avoir une incidence directe sur le prix payé par la Société pour les biens et les services qu'elle achète ou sous-traite et a, en général, un effet continu sur les coûts liés à la main-d'œuvre. L'inflation peut ne toucher que certains pays ou, dans de rares cas, s'étendre à l'échelle mondiale et grimper rapidement.	Les contrats des principaux clients de la Société sont généralement assortis de clauses d'indexation fondées sur les indices des dépenses des consommateurs ou des coûts des matériaux, selon le cas. Dans d'autres cas, les clients fournissent les principaux matériaux, ou les prix sont établis en fonction du coût à la commande. Par ailleurs, les contrats des fournisseurs reprennent habituellement les modalités et conditions incluses dans les contrats à long terme conclus avec les clients. Comme il est décrit à la rubrique « Risques opérationnels » ci-dessus, la Société surveille aussi activement la chaîne d'approvisionnement et la main-d'œuvre.
Concurrence et innovation	Héroux-Devtek évolue dans une industrie qui connaît une consolidation continue, ce qui a réduit le nombre total de concurrents de plus grande envergure, tout en stimulant sans cesse l'innovation en matière de technologies et de produits. Les compétiteurs de plus grande envergure peuvent disposer d'atouts les rendant plus concurrentiels pour les contrats importants, tout comme les compétiteurs qui proposent au marché des innovations technologiques. Dans les deux cas, la Société pourrait perdre des clients ou des occasions, ce qui nuirait à sa croissance et à sa rentabilité futures.	Héroux-Devtek gère le risque lié à la concurrence en accordant une grande importance à la satisfaction de la clientèle, au respect des échéanciers de livraison, à sa compétitivité lors des soumissions et au maintien d'un niveau élevé de qualité. La Société gère également le risque associé à l'innovation en suivant de près les développements technologiques et en réalisant de la recherche et développement en interne afin de demeurer à l'avant-garde de la technologie dans l'industrie.
Dépenses en matière de défense	Les dépenses en matière de défense sont approuvées par les gouvernements sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. Des mesures d'austérité ou une réduction des dépenses en matière de défense de la part d'un gouvernement, en particulier celui des États-Unis, pourraient entraîner une baisse importante de la demande pour les produits de la Société liés au segment de marché de la défense.	Le portefeuille diversifié de la Société qui comprend un nombre croissant de produits destinés au segment de marché commercial, des programmes de défense à l'extérieur des États-Unis et un bon équilibre entre les activités de fabrication et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire permet de réduire l'impact éventuel d'une réduction des dépenses en matière de défense de certains gouvernements.
Questions d'ordre environnemental	Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements en matière d'environnement relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Ces lois et règlements, ainsi que les possibles charges connexes, sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société.	Héroux-Devtek gère ce risque en mettant en place des systèmes et politiques de gestion permettant de gérer et de surveiller l'impact environnemental que pourraient avoir ses activités, s'il y a lieu. Dans l'éventualité où un incident environnemental entraînerait une perte plus importante, la Société souscrit également à des polices d'assurance susceptibles d'atténuer en partie ces pertes.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Héroux-Devtek a recours à des instruments financiers dérivés comme outils de gestion du risque afin d'atténuer certains risques de change, les risques liés aux taux d'intérêt ou d'autres risques de prix auxquels elle est exposée. La direction utilise ces instruments dérivés conformément aux lignes directrices prévues par la politique de gestion du risque de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée « Gestion du risque » pour obtenir plus de détails concernant les pratiques d'Héroux-Devtek en matière de gestion du risque.

Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme en cours se présentent comme suit :

Aux	31 mars 2024		31 mars 2023	
	Montant notionnel ¹	Taux moyen	Montant notionnel ¹	Taux moyen
Devises (vendues/achetées)				
Dollar américain / dollar canadien				
Moins de 1 an	161 188 \$	1,33	162 867 \$	1,32
De 1 an à 3 ans	113 330	1,32	125 196	1,30
De 3 à 5 ans	34 850	1,33	29 408	1,33
Dollar américain / livre sterling				
Moins de 1 an	11 762	0,81	15 055	0,78
De 1 an à 3 ans	24 839	0,81	23 627	0,81
De 3 à 5 ans	14 258	0,81	26 081	0,81
Dollar américain / euro				
Moins de 1 an	13 498	0,92	10 885	0,87
De 1 an à 3 ans	13 254	0,91	13 517	0,92
De 3 à 5 ans	—	—	6 616	0,90
Euro / dollar américain				
Moins de 1 an	6 707	0,97	—	—
De 1 an à 3 ans	10 158	0,96	—	—
Euro / dollar canadien				
Moins de 1 an	—	—	25 079	0,72
Total	403 844 \$		438 331 \$	

¹⁾ Les taux de change en vigueur à la fin des périodes respectives ont été utilisés pour convertir les montants en devises.

Conformément à la comptabilité de couverture en vertu des IFRS, les gains et pertes sur les contrats de change à terme sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à leur règlement, après quoi ils sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés tout comme les gains et pertes correspondants lors de la conversion des éléments couverts. Au 31 mars 2024, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard du dollar américain aurait entraîné une diminution de 0,4 million de dollars du résultat net de la Société pour l'exercice 2024.

Swaps sur actions

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des unités d'actions différées (« UAD »), des unités d'actions liées au rendement (« UAR ») et des unités d'actions incessibles (« UAI ») (se reporter à la note 21 afférente aux états financiers consolidés). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu des swaps sur actions.

Aux termes de ces ententes, après règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les fluctuations du cours des actions de la Société qui influent sur la charge découlant des UAD, UAR et UAI incluse dans le résultat net consolidé de la Société.

Au 31 mars 2024, les swaps sur actions visaient 500 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 13,91 \$ l'action (400 000 actions ordinaires à un prix de 13,39 \$ l'action au 31 mars 2023). Les autres conditions demeurent inchangées par rapport au 31 mars 2023.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (« Règlement 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires et annuels d'information continue.

Au 31 mars 2024, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans le Règlement 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2024, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans le Règlement 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu et fonctionne de manière efficace pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS. Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur une approche par le marché, qui est basée sur des multiples du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA », mesure non conforme aux IFRS), moins les coûts marginaux imputables à la vente, pour des transactions importantes récentes dans le secteur. La valeur recouvrable est très sensible au multiple sélectionné ainsi qu'aux prévisions liées aux produits et à la marge du BAIIA utilisées pour déterminer les flux de trésorerie futurs prévus, comme il est expliqué plus en détail à la note 16 afférente aux états financiers consolidés.

Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 24 afférente aux états financiers consolidés.

Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction de la croissance des ventes de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance des ventes sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine (« OEM »), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles :

Exercices	2024				2023			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes	184 053 \$	163 518 \$	141 499 \$	140 697 \$	155 978 \$	140 875 \$	132 680 \$	114 089 \$
Résultat opérationnel	27 612	15 554	9 101	7 496	9 879	5 111	8 562	2 646
BAlIA ajusté ¹	33 069	24 537	18 221	16 357	19 595	14 129	16 216	11 426
Résultat net	20 693	8 980	4 628	3 970	6 288	1 773	4 799	965
Résultat net ajusté ¹	16 732	8 980	4 628	3 970	6 288	1 773	3 580	965
<i>En dollars par action</i>								
Bénéfice par action dilué	0,61 \$	0,27 \$	0,14 \$	0,12 \$	0,18 \$	0,05 \$	0,14 \$	0,03 \$
Bénéfice par action ajusté ¹	0,49	0,27	0,14	0,12	0,18	0,05	0,10	0,03
<i>En millions d'actions</i>								
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	33,9	33,9	34,1	34,2	34,3	34,5	34,6	34,6

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Tendances saisonnières

Les activités d'Héroux-Devtek connaissent habituellement un ralentissement au premier semestre, comparativement au deuxième semestre, en raison de facteurs saisonniers comme les arrêts de production dans les usines et les vacances estivales.

Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les exercices suivants :

	2024	2023	2022
Ventes	629 767 \$	543 622 \$	536 087 \$
Résultat opérationnel	59 763	26 198	44 758
BAlIA ajusté ¹	92 184	61 366	83 049
Résultat net	38 271	13 825	32 140
Résultat net ajusté ¹	34 310	12 606	33 839
Bénéfice par action (\$) – de base	1,13	0,40	0,91
Bénéfice par action (\$) – dilué	1,13	0,40	0,90
Bénéfice par action ajusté ¹ (\$)	1,01	0,37	0,95
Trésorerie	9 765	15 020	86 692
Total de l'actif	911 423	821 337	813 358
Passifs financiers à long terme ²	221 285	183 756	238 419

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

²⁾ Représentent la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, les instruments financiers dérivés à long terme ainsi que les passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres passifs.

INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

CAPITAL ÉMIS

21 mai 2024

Actions ordinaires émises et en circulation

33 653 570

Options sur actions émises et en cours

1 895 500

Les actions d'Héroux-Devtek sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « HRX ». Computershare Trust agit comme agent des transferts et registraire.

Date prévue de publication des résultats financiers

Exercice 2025

Premier trimestre

6 août 2024

Deuxième trimestre

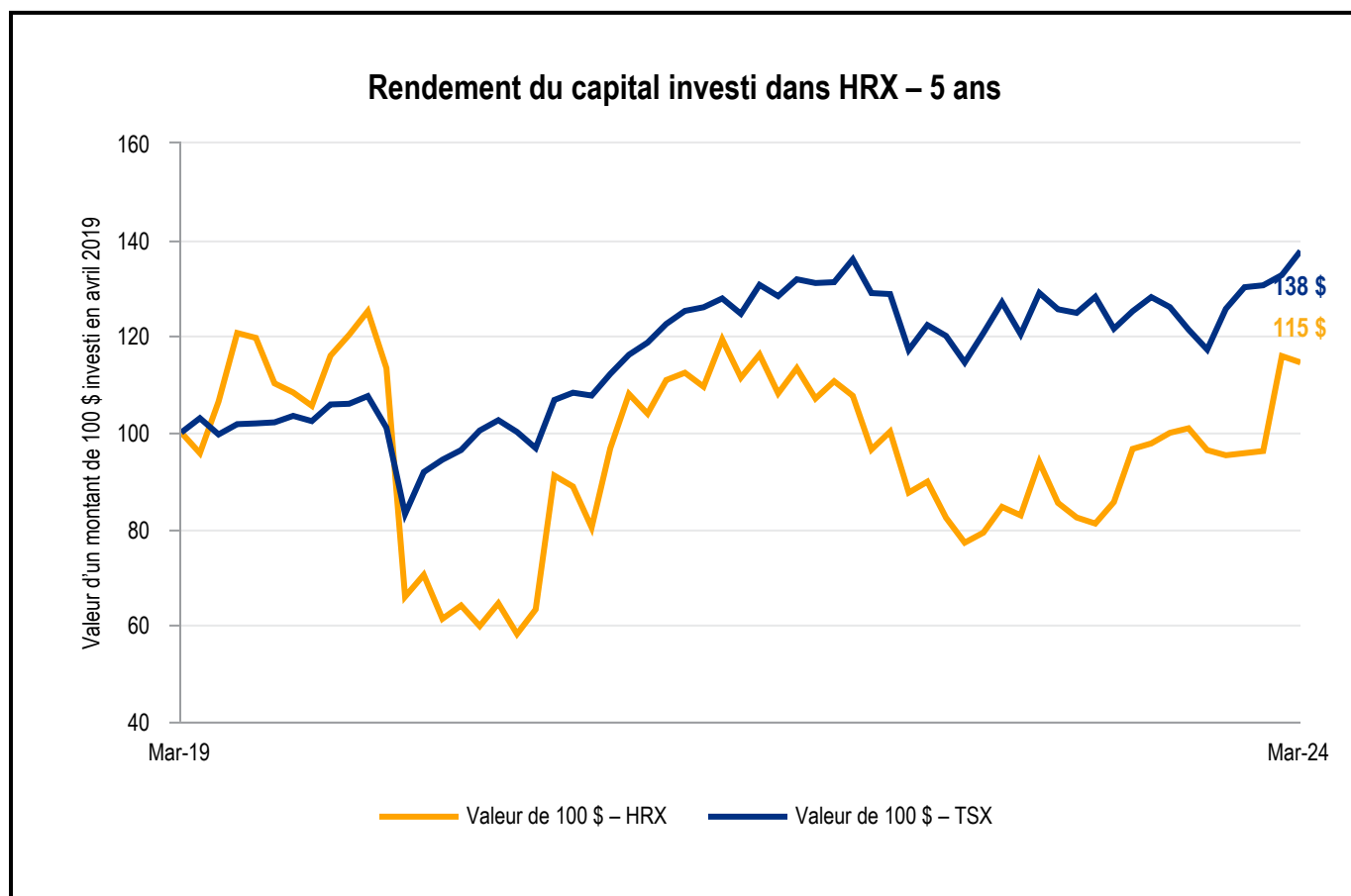
12 novembre 2024

Troisième trimestre

7 février 2025

Quatrième trimestre

20 mai 2025



RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 21 mai 2024. Des renseignements supplémentaires concernant la Société, notamment la notice annuelle, peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com.

INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Mardi 6 août 2024, à 10 heures. Tenue virtuellement par webdiffusion. La webdiffusion est accessible à la section « Événements » de notre site Web.

AGENT DES TRANSFERTS ET REGISTRAIRE

Computershare Trust
650, boul. De Maisonneuve Ouest, 7^e étage,
Montréal (Québec) H3A 3T2
514 982-7555 / 1 800 564-6253

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
900, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 2300
Montréal (Québec) H3A 0A8
514 875-6060

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Les actions sont négociées à la Bourse de Toronto.
Symbole : HRX

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Héroux-Devtek Inc.
450 679-3330
ir@herouxdevtek.com

Hugo Delorme
514 700-5550, poste 555
hdelorme@mercureconseil.ca

COORDONNÉES

1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 600
Tour Ouest, Complexe St-Charles
Longueuil (Québec) Canada J4K 5G4
450 679-3330



1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 600
Tour Ouest, Complexe St-Charles
Longueuil (Québec) Canada J4K 5G4

450 679-3330